

Les Dossiers de l'ÉCONOMIE CORSE

Le commerce en Corse

- Appareil productif
- Economie
- Caractéristiques financières des entreprises
- Conditions d'emploi
- Marché du travail
- Offre de formation



N° 14

Avril 2014





Les Dossiers de l'ECONOMIE CORSE N° 14

Le commerce en Corse

■ Un appareil commercial arrivant à maturité	4
■ Géographie et structure de l'appareil commercial : des facteurs favorables à la « vie chère »	9
■ Commerce : un secteur où prédomine le commerce de détail	12
■ Commerce de gros : bonne situation financière des entreprises corses	14
■ Commerce de détail : une rentabilité plus faible que sur le continent	16
■ Le commerce : un emploi sur quatre du secteur marchand	18
■ Commerce : un secteur qui ne souffre pas de difficultés de recrutement	22
■ Se former dans le commerce : une voie attractive	24
■ Nomenclature	26
■ Fiches sectorielles	29

Directeur de la publication : Alain TEMPIER

Rédactrice en chef : Angela TIRROLONI

Ont participé à cet ouvrage :

Insee : Laurent APICELLA

Alexandre BOURGEOIS

Antonin BRETEL

Elisabeth GALLARD

Aude LEPIDI

Claudine LAVERGNE

Valérie FERRE

rolande VALERY

GIP Corse compétences –

CARIF – OREF : Roxanne HASSELBEIN

DIRECCTE – Service statistiques

études et veille économique : Céline MAÏSANI

DIRECCTE – Service

Développement Economique et

des Compétences : Marie-Françoise BALDACCI

Philippe TOGNAZZONI

Réalisé avec le concours du Fonds Social Européen

© Insee 2014

Dépôt légal : avril 2014 ISSN : 2103-8902

En 2010 en Corse, le commerce regroupe 21 000 postes salariés soit un quart des emplois salariés du secteur marchand insulaire. Secteur fortement créateur d'emplois, il est toutefois soumis à de profondes mutations économiques, qu'il s'agisse des prévisions de départs à la retraite (un tiers des effectifs concernés à l'horizon 2020) ou encore de mouvements de main-d'œuvre très marqués.

Dans ce contexte, la Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Corse, le Groupement d'intérêt public Corse Compétences et la Direction régionale de l'Insee Corse ont décidé de collaborer pour réaliser un panorama complet du commerce et ainsi être en mesure de mieux analyser ses forces et ses faiblesses.

Le lecteur y trouvera les principaux chiffres clés permettant de caractériser le secteur, mais également des éléments d'analyses plus détaillés. Dans la mesure du possible, ces approches ont été territorialisées afin de coller au plus près des réalités locales et de situer l'île dans le contexte national. Elles s'organisent autour de sept volets :

- les mutations du secteur depuis dix ans;
- les caractéristiques de l'appareil productif;
- les données financières des entreprises;
- le profil des salariés et leurs conditions d'emploi;
- l'offre et la demande d'emploi;
- l'offre de formation disponible;
- les fiches sectorielles.

Jean ZUCCARELLI

Président
du GIP Corse Compétences

Eliane BERNARDINI

Directrice par intérim
de la DIRECCTE de Corse

Alain TEMPIER

Directeur régional
de l'Insee de Corse

Entre 2003 et 2012, la Corse bénéficie d'une forte croissance de son activité commerciale en lien avec l'accroissement important de sa population. Surtout tourné vers une clientèle résidente et touristique, le commerce insulaire a su maintenir une offre par habitant beaucoup plus élevée qu'au niveau national et qui a moins varié sur la période, traduisant ainsi une certaine maturité du secteur, en particulier du commerce de détail. L'évolution de la densité commerciale est très contrastée selon le type d'espace. Elle est minime dans les pôles urbains d'Ajaccio et de Bastia, déjà bien équipés. En revanche, cette densité augmente dans leurs communes périurbaines, à la démographie dynamique. Elle croît également dans le rural, répondant ainsi à un besoin croissant de commerces de proximité. Parallèlement, l'emploi salarié du secteur progresse davantage qu'en moyenne nationale. L'emploi non-salarié augmente aussi, suite à l'essor des établissements non employeurs. Enfin, en Corse comme ailleurs, le commerce est de plus en plus confronté à la vente en ligne et doit s'adapter à cette concurrence.

Sur ces dix dernières années, la Corse a connu une croissance économique sensiblement supérieure à celle de la France de province : 4,9 % d'augmentation annuelle de la valeur ajoutée contre 2,7 %. Ce différentiel de croissance résulte principalement de l'accroissement de la population résidente et touristique et des effets des investissements de l'Etat et des fonds européens. Parmi les secteurs les plus bénéficiaires de cette croissance, le commerce arrive en 3^e position avec 7 % de croissance annuelle, derrière l'hébergement-restauration (+ 8,6 %) et la construction (+ 10,1 %). Il pèse, en 2010, pour 14 % de valeur ajoutée régionale contre 11 % en France de province.

Cette forte croissance de l'activité du commerce sur dix ans correspond à l'accroissement important de la population résidente (+ 13 %).

L'importance de la population touristique durant la période estivale, qui engendre un nombre d'habitants sur l'île multiplié par 2,3 au pic du mois d'août, explique la surreprésentation du commerce dans l'économie régionale. Le caractère montagneux de la région, avec des temps de déplacements élevés, l'implantation de sa population sur un territoire maillé en microrégions ainsi que son vieillissement contribuent aussi à un appareil commercial plus dense en termes de nombre de commerces par habitant.

Un appareil commercial arrivant à maturité

Entre 2003 et 2012, le nombre d'établissements du secteur marchand insulaire a crû de 54 % contre seulement 36 % en province. Dans le

Evolution des établissements du commerce par secteur d'activité entre 2003 et 2012

	Corse					France de province		
	Etablissements	Part étab.	Evolution nb étab.	Densité	Evolution densité	Part étab.	Evolution nb étab.	Evolution densité
	2012	2012	2012/2003	2012	2012/2003	2012	2012/2003	2012/2003
	nombre	%	%	nb étab pour 10 000 habitants	%	%	%	%
Commerce de gros	1 151	16,6	27,0	36	12,7	23,0	12,7	6,9
Commerce et réparation d'automobiles	607	9,5	17,2	19	3,9	12,4	18,6	12,6
Commerce de détail	4 837	73,9	20,0	152	6,4	64,7	21,5	15,3
Alimentation spécialisée	659	11,2	8,0	21	- 4,2	6,8	5,2	- 0,1
Alimentation générale	373	6,5	5,7	12	- 6,3	4,7	2,8	- 2,4
Equiperment de la personne	1 139	18,0	15,9	36	2,8	10,8	11,1	5,5
Equiperment du foyer	600	9,2	20,0	19	6,4	8,8	12,1	6,3
Culture et loisirs	341	6,5	- 3,9	11	- 14,8	3,9	- 6,9	- 11,6
Pharmacie et santé	256	4,3	8,0	8	- 4,2	5,0	20,3	14,1
Quincaillerie peintures et verres	122	1,9	17,3	4	4,0	1,6	7,0	1,5
Commerce de carburant	774	11,0	29,2	24	14,6	7,0	11,0	5,3
Détail hors magasins spécialisés	573	5,3	97,9	18	75,5	15,9	90,8	81,1
Ensemble commerce	6 595	100,0	20,9	207	7,2	100,0	19,0	12,9

Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements.

commerce, la progression du nombre d'établissements est toutefois moindre, elle est de 21 %. Cette hausse est similaire en Corse et en France de province et ce, malgré une croissance démographique deux fois plus forte dans la région sur cette période.

Ces évolutions entraînent une baisse du poids des établissements commerciaux dans l'appareil productif régional. En 2012, le nombre de commerces représente 21 % des établissements marchands contre 26 % en 2003. Au niveau national, la part des établissements commerciaux diminue également sur la période.

Parallèlement, la densité commerciale, c'est à dire le nombre de commerces par habitant, a augmenté moins vite en Corse qu'en province. Cette densité n'en demeure pas moins nettement plus élevée que sur le continent, similaire en cela à celle des départements du Sud-Est de la France, au relief montagneux et à l'économie fortement présentielle. L'appareil commercial de l'île semble ainsi arriver à maturité, de par sa capacité à maintenir une offre adaptée à la demande locale, notamment de particuliers.

Sur la période, dans le secteur du commerce de gros, orienté vers les entreprises, le nombre d'établissements et la densité commerciale progressent davantage qu'en France de province. Ces croissances sont également supérieures à celles de l'ensemble du commerce régional.

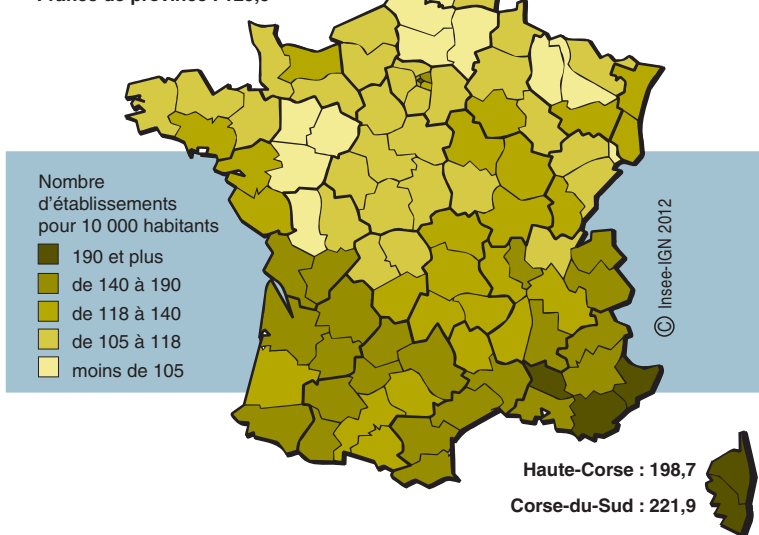
Prédominance du commerce de détail

Tourné vers une clientèle de particuliers, résidente ou touristique, le commerce de détail domine l'activité commerciale insulaire. Il en concentre les trois quarts des établissements.

Sur ces dix dernières années, la densité de ses établissements augmente de 6 % contre 15 % en France de province. Il présente toutefois des

Commerce : densité d'établissements par département en 2012

France métropolitaine : 135,0
France de province : 129,0



Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements.

évolutions contrastées selon le type d'activité.

Les stations-service sont un des rares sous secteurs où la densité commerciale croît plus vite qu'en province. Pour l'équipement du foyer, cette densité augmente au même rythme. Dans l'équipement de la personne (habillement, chaussures...), la densité commerciale progresse deux fois moins vite que sur le continent, malgré une croissance supérieure du nombre d'établissements, signe d'une adaptation au nombre d'habitants.

A contrario, dans l'alimentation générale, le nombre de magasins évolue peu entre 2003 et 2012 et la densité diminue, du fait notamment de la grande distribution qui semble avoir atteint un palier dans son développement.

En effet, les hyper et super marchés se caractérisent par un nombre d'établissements qui n'a que peu varié et par une densité commerciale en baisse. A l'inverse, en France de

Evolution des établissements d'alimentation générale entre 2003 et 2012

	Corse					France de province		
	Etablissements	Part étab.	Evolution nb étab.	Densité	Evolution densité	Part étab.	Evolution nb étab.	Evolution densité
	2012	2012	2012/2003	2012	2012/2003	2012	2012/2003	2012/2003
	nombre	%	%	nb étab pour 10 000 habitants	%	%	%	%
Alimentation Générale	373	100,0	5,7	12	- 6,3	100,0	2,8	- 2,4
dont : hypermarchés	10	2,7	0,0	0	- 11,3	4,9	35,1	28,2
supermarchés	50	13,4	4,2	2	- 7,6	27,6	20,0	13,9
supérettes	41	11,0	17,1	1	3,9	13,1	13,5	7,7
épiceries	265	71,0	3,1	8	- 8,5	50,6	- 8,6	- 13,3

Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements.

province les hyper et super marchés enregistrent les plus fortes progressions aussi bien d'établissements que de densité. Ces grandes surfaces sont aussi les commerces les mieux dimensionnés pour faire face au surcroît de population durant la saison estivale.

L'essor des supérettes est en revanche plus élevé qu'en province. Ces magasins répondent souvent à un besoin de commerces de proximité à la fois dans des zones rurales, périurbaines et urbaines. Parallèlement, le nombre d'épiceries croît de 3 % alors qu'il recule de 9 % en province. Cette tendance corrobore l'hypothèse d'un développement des petites épiceries pour répondre à une demande de proximité, notamment en zone rurale. La forte croissance du nombre d'établissements vendant sur les marchés (+ 56 % contre + 51% en province) traduit également ce besoin de proximité.

Des commerces de détail qui se développent en zones périurbaines et rurales

Les évolutions du nombre de magasins et de la densité commerciale sont aussi fortement contrastées selon les types d'espace (urbain, périurbain ou rural), traduisant ainsi des dynamiques différentes, plus ou moins en rapport avec les évolutions de leurs populations. Entre 2003 et 2012, le nombre de commerces

par habitant est resté stable au sein des agglomérations d'Ajaccio et de Bastia qui enregistrent une croissance de leur population moins rapide qu'en moyenne insulaire.

Dans les couronnes périurbaines de ces deux agglomérations, cette densité commerciale a augmenté plus vite qu'en moyenne régionale, suivant en cela les évolutions de leur population et rattrapant aussi un retard d'équipement qui se traduit encore par une densité commerciale sensiblement inférieure à la moyenne régionale. Dans les autres aires urbaines de la région, la densité commerciale s'est accrue moins vite que la population, cette densité étant nettement supérieure à la moyenne régionale

En revanche, dans les communes de l'espace rural, la densité commerciale progresse nettement plus vite que la moyenne régionale, à contre courant de l'évolution des populations, notamment pour les plus petites d'entre elles. Ainsi le nombre de communes ne disposant d'aucun commerce de détail est passé de 157 à 121 sur la période. L'augmentation des communes dotées en commerce répond à des besoins de proximité dans des espaces ruraux à la population vieillissante et à moindre mobilité, et où les temps de déplacements peuvent être élevés.

Il n'en demeure pas moins que le nombre de commerces de détail pour 10 000 habitants est le plus faible dans les plus petites communes rurales (moins de 250 habitants) : 72

Evolution des établissements et de l'emploi salarié du commerce de détail en Corse par type d'espace

Type d'espace	Communes nombre	Etablissements					Emploi salarié*		Population**
		Etab 2012	Part étab. 2012	Evolution nb étab. 2012/2003	Densité 2012	Evolution densité 2012/2003	Part emploi 2012	Evolution emploi 2012/2003	Evolution population 2012/2003
		nombre	%	%	nb étab pour 10 000 habitants	%	%	%	%
Grandes aires urbaines									
Pôle urbain d'Ajaccio	1	1 043	21,6	11,2	155	2,1	26,5	6,1	8,9
Pôle urbain de Bastia	7	959	19,8	2,1	145	- 4,0	26,8	15,7	6,4
Couronne périurbaine d'Ajaccio	52	337	7,0	40,4	98	18,9	5,4		18,1
Couronne périurbaine de Bastia	47	261	5,4	32,5	95	9,3	5,4	18,9	21,2
Autres aires urbaines	45	1 208	25,0	30,6	216	6,5	24,5	19,4	22,6
Communes espace rural									
1 000 hab. et plus	18	643	13,3	34,5	191	13,0	7,2	13,8	19,1
de 250 à 999 hab.	41	285	5,9	23,9	145	15,9	4,0	20,3	6,9
moins de 250 hab.	149	101	2,1	21,7	72	26,0	0,2	- 59,6	- 3,4
Ensemble	360	4 837	100,0	20,0	152	6,4	100,0	14,5	12,8

* Emploi en fin d'année
** Données rétropolées

Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements, Recensements de la population.

commerces contre plus de 150 en moyenne régionale, alors que les autres communes rurales présentent une densité commerciale similaire à la moyenne régionale.

Une croissance régionale plus riche en emplois salariés qu'au niveau national

La nature présentielle de l'économie corse implique que ses secteurs tournés vers les besoins de ses populations résidente et touristique soient surreprésentés. Ainsi en 2012, le commerce pèse pour 25 % de l'emploi salarié marchand de la région contre 21 % en province. Toutefois, si le secteur commercial demeure parmi les plus importants de l'économie en

Corse, son poids en termes d'effectifs salariés dans le secteur marchand a diminué, passant de 28 % à 25 % en dix ans. En effet, la hausse des emplois salariés du commerce n'a pas été suffisante pour que le secteur se maintienne au même niveau dans l'emploi régional. En Corse, l'emploi salarié a surtout bénéficié de l'essor des secteurs de la construction et des services.

Malgré cela, la croissance du commerce dans son ensemble a eu tendance à créer plus d'emplois en Corse qu'en France de province. En effet, à 21 % d'établissements supplémentaires en Corse correspond une hausse de 11 % des effectifs salariés, alors qu'en province, une hausse comparable de 19 % du nombre d'établissements s'est accompagnée d'une croissance de seulement 4 % des effectifs.

Evolution de l'emploi salarié du commerce par secteur d'activité entre 2003 et 2012

	Corse				France de province		
	Part emploi	Evolution emploi	Densité de salariés 2012	Evolution densité sal	Part emploi	Evolution emploi	Evolution densité sal
	2012	2012/2003	nb de salariés par étab	2012/2003	2012	2012/2003	2012/2003
	%	%		%	%	%	
Commerce de gros	23,7	8,0	3,2	- 15,0	29,6	0,3	- 11,0
Commerce et réparation d'automobiles	12,2	- 0,1	3,2	- 14,7	13,5	- 5,0	- 19,9
Commerce de détail	64,1	14,8	2,1	- 4,4	56,9	7,9	- 11,2
Alimentation spécialisée	3,9	18,3	0,9	9,5	3,1	7,9	2,5
Alimentation générale	25,9	16,3	10,9	10,0	22,1	12,1	9,0
Equipement de la personne	8,5	19,7	1,2	3,3	7,5	8,9	- 2,0
Equipement du foyer	7,5	6,5	2,0	- 11,3	7,2	13,2	1,0
Culture et loisirs	3,8	4,4	1,7	8,7	2,9	- 6,3	0,6
Pharmacie et santé	5,6	9,8	3,4	1,7	5,7	5,2	- 12,5
Quincaillerie peintures et verres	4,0	78,3	5,1	52,0	3,3	17,1	9,5
Commerce de carburant	4,5	- 0,8	0,9	- 23,3	3,0	- 10,8	- 19,7
Détail hors magasins spécialisés	0,5	- 28,4	0,1	- 63,8	2,1	- 4,4	- 49,9
Ensemble commerce	100,0	11,1	2,4	- 8,1	100,0	3,7	- 12,9

Emploi en fin d'année
Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements.

Evolution de l'emploi salarié de l'alimentation générale entre 2003 et 2012

	Corse				France de province		
	Part emploi	Evolution emploi	Densité de salariés 2012	Evolution densité sal	Part emploi	Evolution emploi	Evolution densité sal
	2012	2012/2003	nb de salariés par étab	2012/2003	2012	2012/2003	2012/2003
	%	%		%	%	%	
Alimentation Générale	100,0	16,3	10,9	10,0	100,0	12,1	9,0
dont : hypermarchés	47,9	8,5	194,5	8,5	53,9	25,4	- 7,2
supermarchés	39,3	20,3	31,9	15,5	37,3	- 1,7	- 18,1
supérettes	4,1	72,2	4,1	47,0	2,8	4,4	- 8,1
épiceries	6,1	- 8,1	0,9	- 10,9	3,5	- 3,1	6,1

Emploi en fin d'année
Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements.

Le commerce électronique et les nouvelles formes de vente

La commande par Internet de produits de grande consommation (matériel informatique, biens culturels, meubles, électroménager, équipement de la personne, produits alimentaires, etc.) a révolutionné les pratiques d'achat des particuliers. Le commerce de détail compte à lui seul pour le quart des ventes par internet*.

Il n'existe pas de sources statistiques labellisées permettant de quantifier les parts de marché du commerce électronique vis à vis du commerce traditionnel. Seules des estimations agrégées sont publiées par les professionnels au plan national**.

On peut penser qu'en Corse, le recours à cette forme de vente est plus développé : elle permet d'accéder, plus qu'ailleurs, à des produits non disponibles localement et à des prix attractifs.

Dans certains secteurs, les évolutions sur dix ans du nombre d'établissements reflètent bien les impacts du commerce électronique en Corse. Ainsi, le secteur « Culture et loisirs », où les petites enseignes de proximité sont mises en difficultés, est le seul à compter moins d'établissements en 2012 qu'en 2003, c'est le cas dans la région mais aussi sur le continent.

De plus, le commerce traditionnel semble de plus en plus contraint à se spécialiser dans les activités les moins vulnérables vis-à-vis de la concurrence d'Internet. Ce processus est probablement déjà à l'œuvre, par exemple dans les activités liées au bricolage et au jardinage, dont les évolutions en effectifs salariés sont les plus fortes du secteur commercial sur la décennie 2003-2012, aussi bien au niveau régional (+ 78 %) que national (+ 17 %).

Les grandes enseignes de l'alimentation générale ont elles aussi, tout récemment, développé de nouvelles formes de ventes avec les formules "drive »

* Source : Insee Première n° 1489 : " Le commerce électronique en 2012".

** L'observatoire régional économique et social porté par le GIP Corse Compétences est en cours de réalisation d'une étude sur le e-commerce. Elle comportera un volet consommateurs et un volet entreprises, et sera réalisée par enquêtes téléphoniques auprès d'un échantillon de ménages et d'entreprises insulaires."

Pour en savoir plus

Définitions

Établissement : unité de production géographiquement individualisée, mais juridiquement dépendante de l'entreprise.

Entreprise : plus petite combinaison d'unités légales qui constitue une unité organisationnelle de production de biens et de services jouissant d'une certaine autonomie de décision.

France de province : France métropolitaine hors Ile-de-France.

Type d'espace

aires urbaines : composées d'un **pôle** et d'une couronne de communes dont au moins 40 % de la population résidente ayant un emploi travaille dans le pôle ou dans sa couronne. Un **pôle** est une unité urbaine d'au moins 1 500 emplois.

Dans cette étude, on distingue les **grandes aires urbaines**, basées sur des pôles de plus de 10 000 emplois des **autres aires**, petites et moyennes, basées respectivement sur des pôles de 1 500 à 5 000 emplois et des pôles de 5 000 à 10 000 emplois. L'**espace rural** est ici considéré comme l'ensemble des communes n'appartenant pas à une aire urbaine.

Régime de l'auto-entrepreneur : Il s'applique depuis le 1^{er} janvier 2009 aux personnes physiques qui créent ou possèdent déjà une entreprise individuelle. Il comprend des formalités de création d'entreprise simplifiées (dispense d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés pour les commerçants...) ainsi qu'un mode de calcul et de paiement allégé des cotisations sociales et de l'impôt sur le revenu.

Source

Répertoire des entreprises et des établissements : ce système informatisé du répertoire national des entreprises et des établissements (Sirene) dont la gestion a été confiée à l'Insee enregistre l'état civil de toutes les entreprises et leurs établissements, notamment les créations. L'emploi salarié comptabilisé est celui en fin d'année.

L'emploi salarié du commerce de gros enregistre une hausse inférieure à celle du commerce régional, alors qu'en province elle y est supérieure. Celui du commerce et réparation d'automobiles reste stable, alors qu'il diminue sensiblement en province.

C'est dans le commerce de détail que l'écart est très marqué en faveur de la Corse. La croissance des effectifs y est presque deux fois supérieure à celle de la province pour une progression équivalente du nombre d'établissements. Cette hausse des effectifs salariés résulte principalement de l'alimentation générale et de l'équipement de la personne. La progression des effectifs salariés dans l'alimentation générale insulaire provient surtout des supermarchés, contrairement à la province où la hausse vient quasi exclusivement des salariés des hypermarchés.

Forte hausse des établissements non employeurs et de l'emploi non salarié

En Corse, une personne sur cinq travaillant dans le commerce est non salariée contre une sur sept en France de province.

Entre 2003 et 2012, dans l'ensemble du commerce insulaire, les établissements n'ayant pas de salarié ont augmenté de 33 %, soit un millier d'établissements supplémentaires. Cette hausse s'est effectuée aux trois quarts sur la période 2009-2012, qui coïncide avec la mise en œuvre du statut d'auto-entrepreneur. Toutefois, ce nouveau statut, qui ne concerne que les entreprises individuelles, impacte moins le nombre d'unités de production du commerce que celui des autres secteurs de la région, la construction et les services en étant les principaux bénéficiaires.

En 2012, quelques 400 auto-entreprises relèvent du commerce en Corse. Elles sont surtout implantées dans les couronnes périurbaines d'Ajaccio et Bastia ainsi que dans les communes rurales de moins de 1 000 habitants, espaces où la densité du commerce de détail est inférieure à la moyenne régionale.

Du fait du relief montagneux et du réseau routier, les commerces, en Corse, sont inégalement répartis sur le territoire suivant en cela la répartition de la population insulaire. Des temps d'accès moyens plus longs qu'en métropole, des territoires peu ou mal desservis, des zones de chalandise à faibles populations favorisent une situation de moindre concurrence que sur le continent. L'appareil commercial est en outre soumis à de fortes variations saisonnières de son activité auxquelles il doit s'adapter. D'autres facteurs sont favorables aux prix "chers" en Corse tels que le manque de grands établissements qui permettraient de réaliser des économies d'échelle, et l'absence de hard-discount. Pour amoindrir les handicaps liés à l'insularité et à son caractère montagneux, la région bénéficie de mesures particulières en termes de transports et de fiscalité.

L'enquête de comparaison spatiale des prix réalisée par l'Insee en 2010 a mis en évidence que le niveau général des prix en Corse est légèrement supérieur à celui du continent (de 1,5 %). En revanche, l'écart de prix des produits alimentaires s'établit à 8,6 % et contribue fortement au sentiment de "vie chère" du fait d'un ressenti plus important pour les achats les plus fréquents (voir encadré).

Une géographie du territoire défavorable

La Corse est une région composée en grande partie de montagnes découpant le territoire en microrégions assez autonomes. De par le relief et le réseau routier, les temps d'accès aux commerces sont supérieurs aux temps d'accès mesurés sur le continent. De fait, l'éloignement des commerces situés en zone montagneuse peut conduire à des situations de quasi-monopole local. La géographie entraîne donc un maillage en territoires de vie qui crée des entraves naturelles aux phénomènes de concurrence.

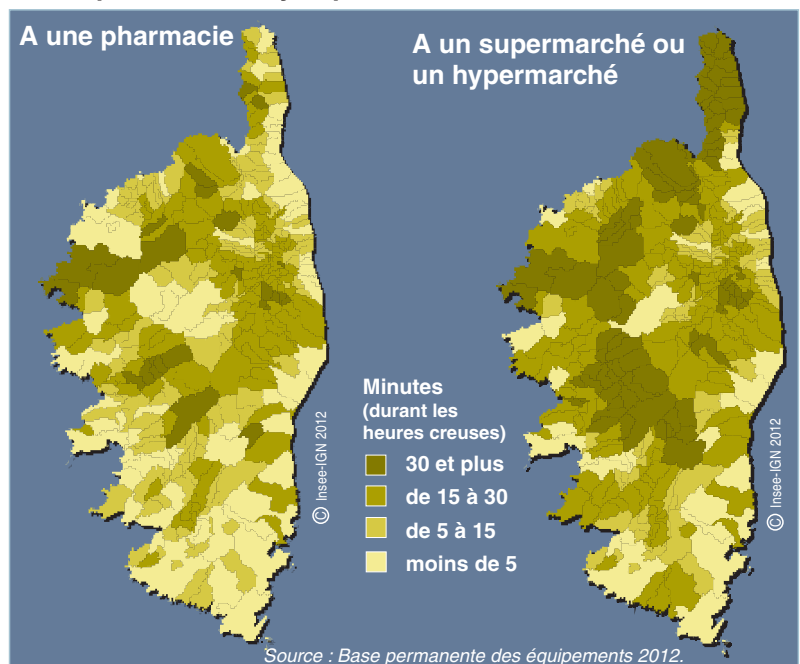
Ainsi, l'enclavement de certaines communes accroît les temps d'accès, notamment pour les produits du quotidien. Près d'un quart de la population insulaire (deux tiers des communes) réside à plus de 15 minutes d'un hypermarché ou d'un supermarché. Quatorze communes y sont à plus d'une heure, soit 1 % de la population. Le palmarès revient au village de Centuri dans le Cap Corse qui est à environ 1h30 du

premier super ou hypermarché. Parmi les commerces offrant des produits de première nécessité se trouvent aussi les pharmacies : 8 % de la population met plus de 15 minutes pour y accéder et certaines communes comme Pastricciola (Cinarca) en sont éloignées de près de 50 minutes.

Un appareil productif adapté à une demande saisonnière

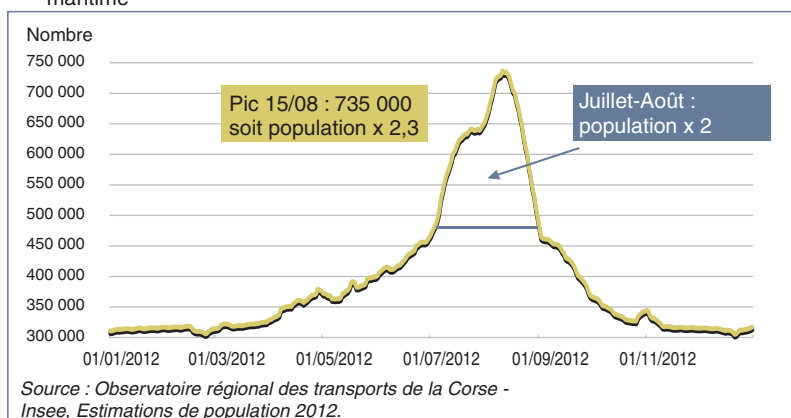
La densité commerciale est plus forte en Corse qu'en province au regard de la taille de la population. Cette forte densité commerciale est en partie expliquée par l'activité touristique insulaire. En effet, le surcroît de population présente constitue

■ Temps d'accès moyen par commune



Population présente en Corse au jour le jour en 2012

Population résidente + solde cumulé (entrées-sorties) de voyageurs aériens et maritime



une demande multipliée par 2 en juillet-août et pouvant être multipliée jusqu'à 2,3 au pic du 15 août. L'appareil productif du secteur commercial s'est adapté pour répondre à une forte variation de la demande : embauches saisonnières, et fermetures d'établissements hors saison.

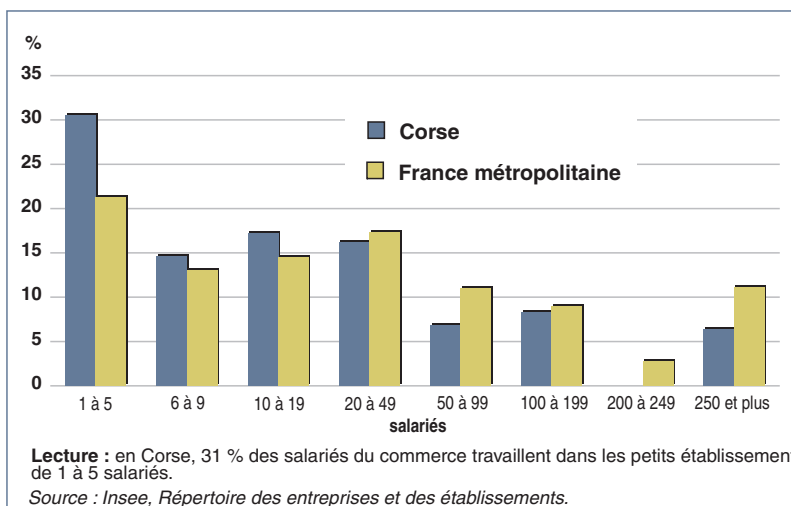
Peu de grands établissements, donc peu d'économies d'échelle

La Corse dispose de 6 600 établissements de commerce, dont les trois quarts sont des commerces de détail. Ils représentent 20,6 % du stock d'établissements, soit une proportion identique à celle de France de province (métropole hors Île-de-France). Du fait des caractéristiques géographiques de la région et de zones de chalandise à faible population, ils sont toutefois

nettement plus petits que sur le continent : aucun établissement de commerce de détail ne dépasse 250 salariés et aucun établissement de commerce de gros ne dépasse 200 salariés. L'absence de grosses unités de production se traduit également en termes de chiffre d'affaires : aucun commerce régional ne dépasse les 110 millions d'euros de chiffre d'affaires en 2010. En conséquence, le chiffre d'affaires moyen des entreprises du commerce insulaire se situe bien en deçà de celui de l'ensemble des entreprises de province. A titre d'exemple, les commerces d'alimentation générale réalisent un chiffre d'affaires moyen deux fois plus faible que sur le continent (voir fiches).

La petite taille des établissements insulaires engendre de faibles économies d'échelle sur le territoire. Cela se traduit par des coûts moyens de production plus élevés qu'en moyenne nationale, qui pour partie se répercuteront sur le consommateur final. Les hypermarchés parviennent à réduire leurs prix par rapport aux commerces plus petits en réalisant des économies d'échelle et avec des taux de marge sur les prix plus faibles puisque compensés par les volumes vendus. Néanmoins, de nombreux Corses résident trop loin d'un supermarché pour y avoir accès rapidement. Ces structures sont toutes implantées sur le littoral et 7 % de la population insulaire y habite à plus de 30 minutes.

Répartition des salariés au sein des établissements du commerce en 2012



Le hard-discount absent en Corse

Le hard discount, dont les magasins appartiennent principalement aux catégories des supérettes et des supermarchés n'est pas présent en Corse. Au niveau national, ces magasins représentent 27 % de la surface de vente en 2009. Le modèle économique du hard-discount repose sur un assortiment limité, une maîtrise des coûts de fonctionnement et une simplification des processus (polyvalence du personnel, peu d'efforts d'animation et d'organisation des rayons...). C'est un facteur identifié de baisse des prix sur le continent.

Autre phénomène similaire, les supermarchés et hypermarchés corses ne sont pas dotés en stations essence pratiquant des prix bas, alors que sur le continent les carburants sont des produits d'appel inclus dans la stratégie commerciale des enseignes afin d'accroître leur attractivité.

Les transports : variable incontournable du fait insulaire

Dans l'Île, pour la majorité des biens, les frais d'acheminement des marchandises contribuent à des surcoûts qui se répercutent, au moins en partie, sur le prix des produits. En contrepartie, la région bénéficie de dispositions particulières.

La Corse bénéficie depuis 1976 d'une dotation de continuité territoriale destinée à atténuer les contraintes de l'insularité en offrant des dessertes maritimes et aériennes (depuis 1979) dans des conditions d'accès, de régularité et de prix destinées à atténuer les contraintes de l'insularité.

Du fait de son insularité, la région bénéficie également d'un statut fiscal dérogatoire. Aussi, les transports sont exonérés de TVA, cela concerne les transports maritimes et aériens (de personnes et de biens) entre la France continentale et la Corse. Au-delà des transports, des mesures législatives particulières ont été adoptées pour compenser certains handicaps. On relève par exemple des abattements et exonérations pour les produits pétroliers (TVA à 13 % contre 20 % sur le continent, taux au 1^{er} janvier 2014), les boissons, la plupart des produits destinés à l'alimentation (TVA à 2,1 % contre 5,5 % sur le continent, taux au 1^{er} janvier 2014), et le tabac. Côté entreprises, plusieurs dispositifs sont prévus : réduction de taxe professionnelle, régime particulier des zones franches (exonération partielle des bénéfiques) auquel a succédé depuis 2002 un crédit d'impôt et aide fiscale à l'investissement.

Alexandre BOURGEOIS

Perception des prix et sentiment de « vie chère »

L'enquête de comparaison spatiale des prix réalisée par l'Insee en 2010 a mis en évidence un niveau général des prix en Corse légèrement supérieur à celui du continent de 1,5 %. Cependant, le coût plus élevé de certains produits de consommation courante, tels que l'alimentation (+ 8,6 %) ou le carburant, contribue au sentiment de « vie chère » de la population insulaire. En effet, les achats les plus fréquents prédominent dans les ressentis en matière de niveau de prix.

Les perceptions en matière de « vie chère » peuvent aussi varier en fonction des niveaux de vies et de structures de consommation spécifiques à certaines catégories sociales.

Ainsi, la hausse des prix est en moyenne plus élevée pour les ménages aux revenus les plus modestes du fait d'une structure de consommation plus sensible aux hausses des prix des dépenses liées au logement, à l'alimentation et au tabac. Or, la Corse est particulièrement concernée puisque c'est une des régions françaises où les revenus sont les plus faibles (un habitant sur cinq vit sous le seuil de pauvreté en 2010, avec un niveau de vie inférieur à 924 euros mensuel).

De la même manière, la hausse des prix est en moyenne plus élevée pour les familles monoparentales et les couples avec un enfant du fait d'une plus forte progression des prix des dépenses liées à l'enfance et à l'éducation. La Corse est, là aussi, concernée car les familles monoparentales et les couples avec un seul enfant y sont plus fréquentes qu'au niveau national.

Pour en savoir plus

Définitions

Temps d'accès : la mesure du temps d'accès prend en compte les distances de mairie à mairie à l'aide de la BPE et du distancier Odomatix. Le développement des habitations en bordure littorale induit des écarts à ces mesures.

Distance à l'équipement : Pour calculer les distances d'accès de la population à l'équipement le plus proche, le distancier utilisé est Odomatix. Il indique, pour chaque commune, la distance-temps en minutes aux autres communes françaises (aux heures creuses). Il s'agit d'une distance par la route entre les chefs-lieux de communes prenant en compte la sinuosité du parcours. On considère donc que la distance d'accès est nulle pour les habitants qui résident dans une commune équipée.

Source

Base Permanente des Équipements (BPE) : a pour objectif de proposer annuellement à la date du premier janvier, une base d'équipements finement localisés construite à partir de sources administratives externes diverses. Un équipement est un lieu d'achat de produits ou de consommation de services. Les équipements de la BPE sont regroupés en sept grands domaines (services aux particuliers ; commerce ; enseignement ; santé, médico-social et social ; transports ; sports, loisirs et culture ; tourisme) et en trois gammes (proximité, intermédiaire et supérieure).

Bibliographie

« Enquête comparaison spatiale des prix Corse-Continent », Quant'île n°12 - juillet 2010
 « Indice des prix à la consommation par catégorie de ménages » - mise à jour : 12 septembre 2013
 « L'inflation telle qu'elle est perçue par les ménages », Insee Analyse n°5 - Juillet 2012

Commerce : un secteur où prédomine le commerce de détail

En Corse, le commerce réunit 20 % des entreprises du secteur marchand non agricole en 2010, près des trois quarts relèvent du commerce de détail. Le secteur pèse davantage dans le chiffre d'affaires de l'économie marchande locale qu'en France de province : 44 % du chiffre d'affaires contre 36 %. A taille identique, les entreprises réalisent cependant un chiffre d'affaires moyen plus faible qu'en province. Dans la région, si l'impact du commerce de détail est important en termes d'entreprises et d'emploi, celui du commerce de gros l'est en termes de chiffre d'affaires moyen.

En 2010, quelques 5 500 entreprises* du commerce sont implantées en Corse. Elles regroupent 20 % des entreprises du secteur marchand non agricole régional contre 22 % en France de province. Ce sont principalement des unités du commerce de détail (73 %), soit une part bien plus élevée qu'en province (64 %). La situation

économique de cette activité impacte ainsi fortement le commerce de la région.

44 % du chiffre d'affaires de l'économie régionale

En termes de chiffre d'affaires, le commerce occupe une place prépondérante dans l'économie locale. Cette dernière est en effet présente, surtout tournée vers la demande de la population résidente et touristique. Le secteur représente ainsi 44 % de l'activité économique contre 36 % en France de province.

Le commerce insulaire se caractérise par l'absence de très grosses entreprises. Dans la région, aucun commerce ne réalise plus de 110 millions d'euros de chiffre d'affaires. Ainsi, l'emploi est surtout concentré dans les unités commerciales réalisant de 1 à 50 millions d'euros de chiffre d'affaires : 66 % des effectifs du commerce (49 % en moyenne de province). En France de province, les très grandes entreprises sont, certes, peu nombreuses car elles représentent moins de 1 % des commerces. Mais leur impact économique n'est pas négligeable : elles emploient 25 % des salariés du commerce de province et réalisent 34 % du chiffre d'affaires.

Pour une comparaison à structure identique, les entreprises de plus de 110 millions de chiffre d'affaires seront exclues des données de province dans la suite de l'étude.

Un chiffre d'affaires moyen plus faible qu'en France de province

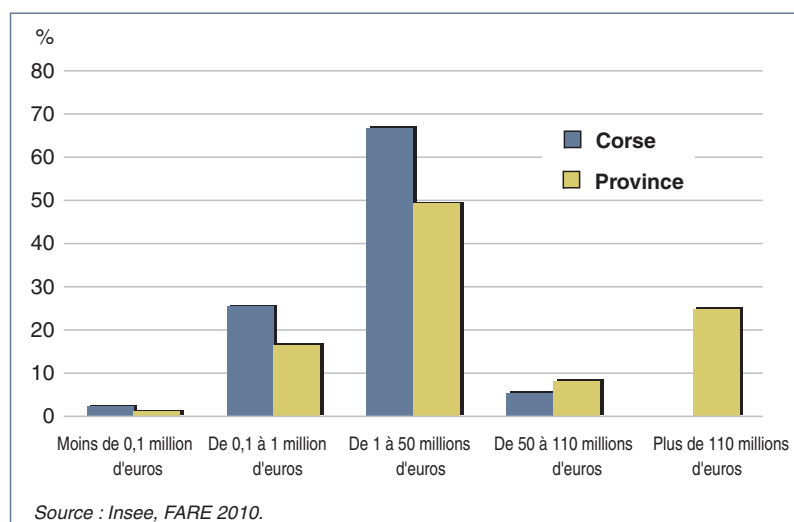
En Corse, les entreprises de commerce réalisent un chiffre d'affaires moyen de 0,9

Répartition des entreprises du commerce et de leur chiffre d'affaires par secteur en 2010

	Entreprises		Chiffre d'affaires	
	Corse	Province	Corse	Province
Commerce de détail	72,6	64,4	55,4	41,0
Commerce de gros	17,6	22,7	32,0	45,4
Commerce et réparation d'automobiles	9,8	12,9	12,6	13,6
Total	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements 2010, FARE 2010.

Répartition des emplois des commerces selon la tranche de chiffre d'affaires en 2010



* Il s'agit d'entreprises ayant leur siège en Corse. Une certaine seulement ont un établissement implanté dans la région avec un siège hors de Corse. L'impact économique régional de ces quelques unités étant très faible, elles ne sont pas prises en compte dans la suite de l'étude.

million d'euros en 2010, soit un niveau inférieur de 8 % aux commerces de province. Malgré cela, le secteur du commerce est globalement aussi rentable qu'en province. Cette situation masque cependant des disparités selon les activités. Le commerce de détail réalise un chiffre d'affaires moyen supérieur de 13 % à la province en raison notamment des activités des stations-service et de culture et loisirs. Il est cependant moins rentable que sur le continent. A l'inverse, le commerce de gros enregistre une rentabilité supérieure à la province malgré un chiffre d'affaires moyen plus faible de 9 %. Enfin, le commerce et réparations d'automobiles présente un chiffre d'affaires de 11 % inférieur et une rentabilité plus faible (voir articles suivants). Par ailleurs, les entreprises commerciales de Corse sont moins endettées que leur homologues continentales, et ce quelle que soit l'activité. Au sein du secteur, c'est le commerce de gros qui enregistre l'endettement le moins important.

Détail et gros, des commerces aux influences complémentaires

En Corse, le commerce de détail prédomine au sein du secteur. Il concentre 63 % des emplois commerciaux salariés en fin d'année et pèse pour plus de la moitié du chiffre d'affaires du secteur.

En termes de chiffre d'affaires, c'est toutefois le commerce de gros qui impacte le plus l'activité économique du commerce insulaire. Ses entreprises réalisent un chiffre d'affaires moyen bien supérieur à celui du commerce de détail ou de la réparation d'automobiles. Effectivement, la part des entreprises qui dégagent un chiffre d'affaires de plus de 1 million d'euros est deux fois plus élevée dans le commerce de gros que dans l'ensemble du commerce.

Enfin, le commerce et réparation d'automobiles pèse peu dans le commerce insulaire. Cette activité ne réunit que 10 % des entreprises et réalise 13 % du chiffre d'affaires.

Elisabeth GALLARD

Commerces dont le siège est extérieur à la région : un impact économique très faible sur l'île

En 2010, une centaine d'entreprises dont le siège est localisé hors de la région ont au moins un établissement de commerce en Corse.

Ces entreprises réalisent un chiffre d'affaires moyen très supérieur aux commerces dont le siège est régional : 601,4 millions d'euros contre 0,9 million d'euros.

L'impact économique de ces entreprises est toutefois particulièrement faible dans la région. Effectivement, elles emploient moins de 400 salariés en Corse, cela ne représente que 2,8 % de l'emploi du commerce régional.

Plus de la moitié de ces entreprises relèvent du commerce de détail (53 %), les autres, du commerce de gros. Ces unités sont principalement des entreprises organisées en réseaux, notamment de franchise. Cela permet à certaines marques d'être implantées partout en France y compris en Corse. Dans le commerce de détail, Conforama, Monoprix, Chaussea, Defi mode, ou King jouet sont les enseignes employant les effectifs les plus nombreux en Corse. Dans le commerce de gros, on peut citer Alliance healthcare repartition (produits pharmaceutiques), Altadis distribution France (tabac) ou Vial menuiseries.

Pour en savoir plus

Définitions

Dans cette étude, on appelle **entreprise** l'unité légale qui est l'unité principale enregistrée dans le répertoire Sirene. Cette unité légale est une entité juridique de droit public ou privé. Elle peut être une **personne morale (société)** dont l'existence est reconnue par la loi indépendamment des personnes ou des institutions qui la possèdent ou qui en sont membres ; ou une **personne physique (entreprise artisanale)**, qui, en tant qu'indépendant, peut exercer une activité économique.

Depuis 2008, la nouvelle définition de l'entreprise s'appuie sur des critères économiques qui nécessitent un regroupement de plusieurs sources non réalisés au niveau régional. Ainsi, l'étude traite d'unité légale et non pas d'unité statistique.

Chiffre d'affaires : représente le montant des affaires (hors taxes) réalisées par l'entreprise avec les tiers dans l'exercice de son activité professionnelle normale et courante. Il correspond à la valeur de la production c'est à dire à la somme des ventes de marchandises, de produits fabriqués, des prestations de services et des produits des activités annexes.

Valeur ajoutée : solde du compte de production. Elle est égale à la valeur de la production diminuée de la consommation intermédiaire nécessaire à cette production.

Marge commerciale : différence entre la vente et le coût des marchandises.

Excédent brut d'exploitation : solde du compte d'exploitation, pour les sociétés. Il est égal à la valeur ajoutée, diminuée de la rémunération des salariés, des autres impôts sur la production et augmentée des subventions d'exploitation. Il évalue le profit de l'entreprise. Pour les entreprises artisanales, le solde du compte d'exploitation est le revenu mixte.

Taux de marge commerciale : part de la marge commerciale dans le chiffre d'affaires.

Taux de valeur ajoutée : part de la valeur ajoutée dans le chiffre d'affaires.

Taux de marge brut d'exploitation : part de l'excédent brut d'exploitation dans le chiffre d'affaires.

Poids des frais de personnel : part de la somme des rémunérations et charges sociales dans la valeur ajoutée.

Productivité apparente du travail : rapport entre la richesse créée et le facteur travail, c'est à dire entre la valeur ajoutée et l'effectif salarié de l'entreprise (en équivalent temps plein).

Taux de rendement apparent de l'équipement (du capital) : part de la valeur ajoutée dans les immobilisations d'exploitation.

Taux d'endettement : mesure le niveau de la dette d'une entreprise par rapport au total de son passif.

Délai client (en jours de chiffre d'affaires) : part des créances clients et comptes rattachés dans le chiffre d'affaires.

Délai fournisseur (en jours d'achat) : part des dettes fournisseurs et comptes rattachés dans les achats.

Province : ensemble des régions de la métropole à l'exception de l'île-de-france.

Le commerce de gros : bonne situation financière des entreprises corses

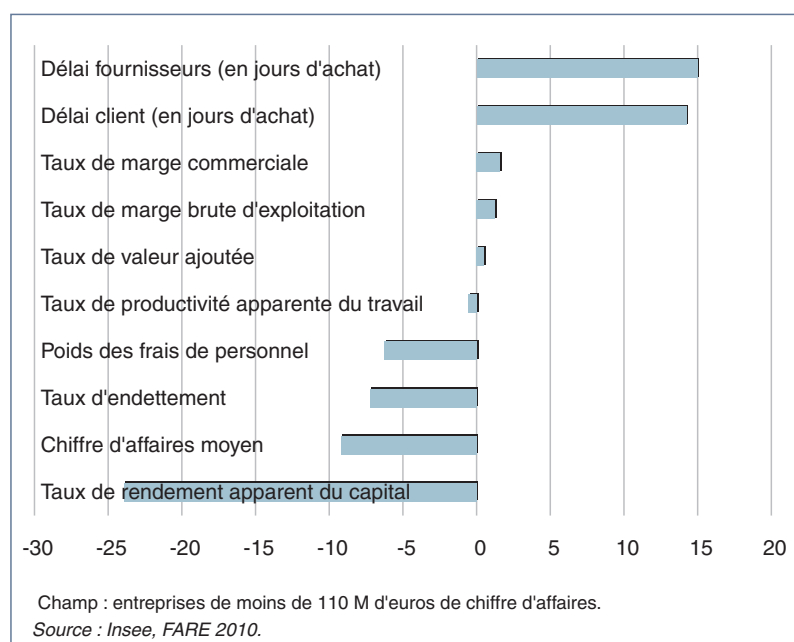
En Corse, le commerce de gros est plus rentable qu'en province car il dégager une marge commerciale plus importante et enregistre des charges de personnel plus faibles. Les productivités du travail et du capital y sont cependant peu élevées. Son activité génère des délais de paiement plus longs que sur le continent. Enfin, ses entreprises sont les moins endettées du secteur, elles sont aussi moins endettées que leurs homologues de province.

En Corse, le commerce de gros réunit 18 % des entreprises du commerce en 2010. Cette part est plus faible qu'en France de province où elle atteint 23 %. Le commerce de gros insulaire dégager un chiffre d'affaires moyen de 1,9 million d'euros, inférieur de 9 % à la province.

Le commerce de gros plus rentable qu'en province...

Malgré un chiffre d'affaires moyen inférieur, les entreprises de commerce de gros insulaires sont plus rentables qu'en province. Cette rentabilité d'exploitation se mesure à partir du taux de marge brute d'exploitation, c'est à dire de l'excédent brut d'exploitation rapporté au chiffre d'affaires.

■ Ecart par rapport à la province des indicateurs économiques du commerce de gros en 2010 (en points)



Ce taux évalue dans quelle mesure un commerce dégager un bénéfice ou une perte, du fait de son activité. En 2010, il est de 5,6 % en Corse, contre 4,3 % en province.

... grâce à la marge commerciale

L'activité de vente permet aux entreprises de commerce de gros de dégager une marge commerciale. La part de cette marge dans le chiffre d'affaires est légèrement plus élevée en Corse : 24 % contre 22 % en province.

Les commerces de gros insulaires sont ainsi légèrement plus créateurs de richesse qu'en province. En lien avec leur marge commerciale plus élevée, ils créent un peu plus de valeur ajoutée : la part de la valeur ajoutée dans le chiffre d'affaires est de 16,9 % dans la région, contre 16,4 % en province. La valeur ajoutée représente ce qui reste du chiffre d'affaires d'une entreprise après avoir réglé les consommations intermédiaires, c'est à dire les différents achats de biens et services consommés au cours de la production de services.

Cette richesse dégagée n'explique pas à elle seule le niveau de rentabilité. D'autres facteurs interviennent : le poids des frais de personnel, le rendement apparent du travail ou du capital.

Moins de charges de personnel en Corse

La part des salaires et charges sociales absorbe 66 % de la valeur ajoutée en Corse, soit un poids inférieur au commerce de gros de province de 6,3 points. Ce niveau de charge moins important s'explique

essentiellement par un personnel d'encadrement peu nombreux et un niveau de salaire régional inférieur. En Corse, 25 % des salariés du commerce de gros relèvent de l'encadrement, soit 13 points de moins qu'en province. Parallèlement, le salaire médian est moins élevé dans la région : un salarié du secteur sur deux perçoit un salaire de 10,5 euros net de l'heure, contre 10,7 en province.

Productivités du travail et du capital plus faibles

La valeur ajoutée rapportée à l'emploi mesure la productivité d'un salarié. Ce rendement apparent du travail est légèrement plus faible en Corse : 72 800 euros par emploi contre 73 300 euros en province. La moindre productivité des commerces de gros régionaux est liée à une valeur ajoutée moyenne par entreprise plus faible qu'en province (- 23 %).

Le taux de rendement apparent du capital des commerces de gros corses est également plus faible dans la région, 23,9 points de moins que sur le continent. Certes la valeur ajoutée par entreprise y est inférieure, mais les immobilisations par entreprise y sont plus élevées. Ces immobilisations sont avant tout corporelles (terrains, constructions, installations techniques, matériel et outillage industriel...).

Des délais de paiement plus longs

Les commerces de gros corses sont soumis à une contrainte dans leur activité courante : des délais de paiement de la part de leurs clients plus longs que sur le continent. Dans la région, les clients mettent 14 jours d'achats de plus à payer leurs factures que sur le continent. Les entreprises du commerce de gros y font face en retardant le paiement de leurs fournisseurs. Ces délais fournisseurs sont ainsi plus longs de 8 jours que les délais clients. Ce décalage existe également sur le continent, même s'il est légèrement moins prononcé (7 jours d'achats). Les retards de paiements sont soumis, depuis 2001, à une réglementation instituant notamment le versement

Commerce et réparation d'automobiles : activité en marge du commerce

En Corse, le commerce et réparation d'automobiles est moins présent qu'en France de province. Dans la région, il ne réunit que 10 % des entreprises du commerce et réalise 13 % de son chiffre d'affaires ; en province, il représente 13 % des entreprises et génère 18 % du chiffre d'affaires de l'activité commerciale (entreprises de moins de 110 millions d'euros de chiffre d'affaires).

Les entreprises de réparation automobile corses réalisent un chiffre d'affaires moyen inférieur de 11 % à leurs homologues de province, avec 1,2 million d'euros.

L'activité de commerce de ce secteur n'est que partielle, elle est complétée par une activité de production. Ainsi, la richesse créée est plus importante que la marge commerciale : 16 % de taux de valeur ajoutée contre 12 % de marge commerciale. Le taux de valeur ajoutée est plus élevé qu'en province ; alors que la marge commerciale est plus faible. La gestion du personnel et du capital ne permet cependant pas au secteur d'être aussi rentable qu'en province, malgré une valeur ajoutée supérieure. En effet, les salaires et charges sociales pèsent un peu plus dans la valeur ajoutée qu'au niveau national. Dans le même temps, l'équipement des entreprises corses est beaucoup moins performant que sur le continent : leur taux de rendement apparent du capital est de 16 points inférieur. Ainsi, le taux de marge brute d'exploitation se situe légèrement en deçà du taux national : 2,9 % contre 3,1 %.

Par ailleurs, à l'image des autres activités commerciales insulaires, les entreprises de réparation d'automobiles sont moins endettées que sur le continent.

d'intérêts en cas de dépassement des délais.

Un endettement faible

En Corse comme ailleurs, le commerce de gros est l'activité commerciale où les entreprises sont les moins endettées. Leur taux d'endettement est encore plus faible dans la région qu'en province : 11,4 % contre 18,6 %. Cet endettement est généré par un besoin de financement qui peut être lié à une amélioration de l'activité de commerce. En général, ce financement passe d'abord par l'entreprise elle-même, c'est à dire sur fonds propre. Les entreprises corses semblent y avoir plus souvent recours que sur le continent.

Elisabeth GALLARD

Le commerce de détail : une rentabilité plus faible que sur le continent

En 2010, la situation des entreprises du commerce de détail insulaire est moins favorable que sur le continent. Malgré un chiffre d'affaires moyen plus élevé, les entreprises dégagent moins de marge commerciale. Les charges de personnel y sont plus importantes et la productivité du travail plus faible. Ainsi, les entreprises sont moins rentables qu'en province.

En Corse, le commerce de détail réunit 73 % des entreprises du commerce en 2010, soit 9 points de plus qu'en province. Le poids économique de ce secteur sur l'ensemble du commerce de la région est plus fort que sur le continent. Il regroupe six emplois salariés commerciaux sur dix contre cinq sur dix en moyenne de province (emplois en équivalents temps plein en fin d'année).

Un chiffre d'affaires moyen supérieur à la province

Le chiffre d'affaires moyen des entreprises du commerce de détail est supérieur de 13 % à la province, avec 0,7 million d'euros. Cette situation est liée aux activités de stations-service, de culture et loisirs, de magasins non spécialisés sans prédominance alimentaire et de commerces spécialisés divers, notamment en souvenirs et objets artisanaux. Effectivement, 20 % des entreprises de ces activités dégagent un

chiffre d'affaires supérieur à 100 000 euros contre 7 % en province seulement. En particulier, les activités des stations-service indépendantes dégagent un chiffre d'affaires moyen deux fois plus important que sur le continent (hors stations-service affiliées aux grandes surfaces). Parallèlement, celui de l'activité culture et loisirs est supérieur à la province, de 10 %.

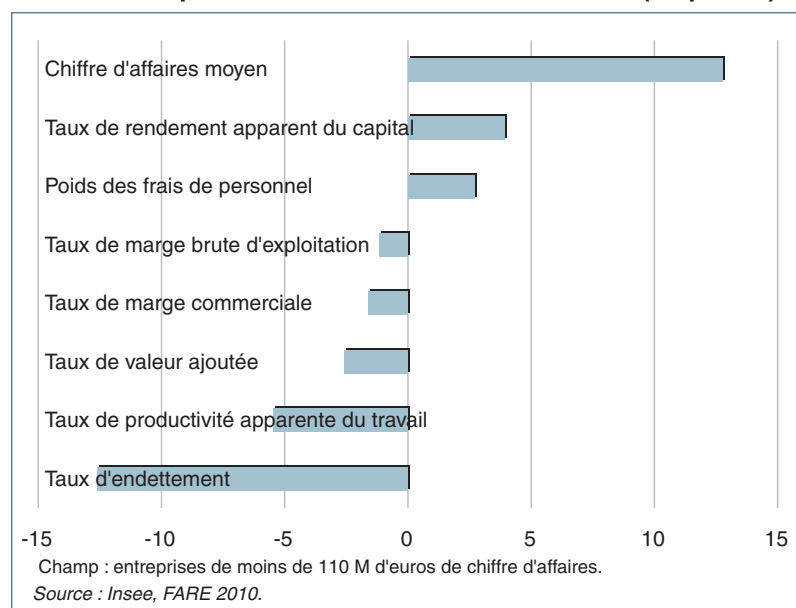
Des entreprises moins rentables

Malgré ce chiffre d'affaires moyen supérieur, les commerces de détail sont moins rentables en Corse. Cette rentabilité d'exploitation se mesure à partir du taux de marge brute d'exploitation, c'est à dire de l'excédent brut d'exploitation rapporté au chiffre d'affaires. Ce taux évalue dans quelle mesure un commerce dégage un bénéfice ou une perte, du fait de son activité. En 2010, il est de 4,5 % en Corse, contre 5,7 % en province. Au sein de cette activité, la rentabilité des entreprises est la plus faible dans l'alimentation générale avec un taux de 1,2 % seulement, soit un niveau inférieur de 2,5 points à l'alimentation générale de province.

Une marge commerciale plus faible

L'activité de commerce permet aux entreprises du secteur de dégager une marge commerciale, indispensable à la rentabilité de l'entreprise. La part de cette marge dans le chiffre d'affaires est de 25,8 %, soit 1,6 point de moins qu'en province. Cet écart s'explique notamment par le niveau de marge commerciale très faible des stations-service, pour lequel l'écart enregistré avec la province est élevé : 9,4 % contre 11,1 %. L'absence de grands magasins sur l'île en est une autre raison.

■ Ecart par rapport à la province des indicateurs économiques du commerce de détail en 2010 (en points)



Ces commerces dégagent une marge commerciale très élevée sur le continent : 35,9 %. Ainsi, en Corse, les entreprises du commerce de détail créent moins de richesse qu'en province. Mais cette richesse dégagée moins importante n'explique pas à elle seule le faible niveau de rentabilité des entreprises insulaires. Les charges de personnel et le rendement apparent du travail y contribuent également.

Davantage de charges de personnel

En Corse, la part des charges de personnel absorbe 73 % de la valeur ajoutée, soit une part supérieure à celle de la province de 2,7 points. Ce niveau de charge plus important s'explique par un personnel à temps partiel moins fréquent dans la région : 32 % des salariés du secteur sont à temps partiel contre 40 % en province.

Le poids plus important des charges de personnel dans le commerce de détail insulaire est dû uniquement à l'alimentation générale, les autres activités de commerce de détail enregistrant moins de frais de personnels que ceux de province. En effet, dans l'alimentation générale, les frais de personnel représentent 90 % de la valeur ajoutée contre 70,5 % en province. Cette activité présente aussi des rémunérations salariales supérieures à celles de province.

Une moindre productivité du travail

La valeur ajoutée rapportée à l'emploi mesure la productivité d'un salarié. Ce

rendement apparent du travail est plus faible en Corse qu'en province : 52 500 euros par emploi contre 58 000 euros. L'écart avec la province est particulièrement élevé dans l'alimentation générale (-13,6 %) et la pharmacie (-6,3 %), activités qui pèsent le plus dans la valeur ajoutée du commerce de détail.

La faiblesse de la productivité en Corse est due d'une part à la valeur ajoutée par entreprise légèrement plus faible qu'en province et, d'autre part, au nombre d'emplois un peu plus élevé par entreprise employeuse : 2,4 équivalents temps plein contre 1,9 en province.

Elisabeth GALLARD

Pour en savoir plus

Sources

Connaissance locale de l'appareil productif (Clap) : Système d'information alimenté par différentes sources dont l'objectif est de fournir des statistiques localisées au lieu de travail jusqu'au niveau communal, sur l'emploi salarié et les rémunérations. Seuls sont comptabilisés les postes « non annexes », c'est-à-dire d'une durée ou d'un niveau de rémunération suffisante. Le référentiel d'entreprises et d'établissements est constitué à partir du Répertoire national des entreprises et des établissements (Sirene). Les données sur l'emploi salarié résultent des informations issues des DADS, des Urssaf (plus MSA pour l'agriculture) et du système d'information sur les agents de l'Etat.

Fare : fichier approché des résultats Esane

Élaboration des statistiques annuelles d'entreprise (Esane) : le dispositif Esane combine des données administratives (obtenues à partir des déclarations annuelles de bénéficiaires que font les entreprises à l'administration fiscale et à partir des données annuelles de données sociales qui fournissent des informations sur les salariés) et des données obtenues à partir d'un échantillon d'entreprises enquêtées par un questionnaire spécifique pour produire des statistiques structurelles d'entreprises (enquête sectorielle annuelle/ESA). Mis en place en 2009 sur l'exercice 2008, ce dispositif remplace le précédent système composé de deux dispositifs avec les enquêtes annuelles d'entreprise (EAE) et le système unifié de statistiques d'entreprises (Suse) s'appuyant sur les déclarations fiscales, en les unifiant.

Indicateurs économiques de quelques activités du commerce de détail

	Chiffre d'affaire moyen (en milliers d'euros)		Taux de marge commerciale (%)		Taux de valeur ajoutée (%)		Taux de marge brute d'exploitation (%)		Poids des frais de personnel (%)		Taux d'endettement (%)	
	Corse	province*	Corse	province*	Corse	province*	Corse	province*	Corse	province*	Corse	province*
Commerce de détail	717,8	636,5	25,8	27,4	17,8	20,4	4,5	5,7	73,3	70,6	19,8	32,4
dont alimentation générale	3 626,0	3 969,9	23,8	18,7	13,1	13,6	1,2	3,7	90,0	70,5	15,8	33,2
dont pharmacie et santé	1 141,0	1 223,9	30,8	30,7	25,4	26,1	9,6	9,2	60,8	63,6	33,5	43,8
dont stations-service (indépendantes)	2 398,5	1 253,6	9,4	11,1	7,5	11,8	2,5	2,8	65,7	75,0	13,8	20,8

*entreprises de moins de 110 M d'euros de chiffre d'affaires.
Source : Insee, FARE 2010.

Le commerce : un emploi sur quatre du secteur marchand

En 2010 en Corse, le commerce regroupe 21 000 postes salariés, la plupart occupés par des employés et des ouvriers. Il représente un quart des emplois salariés du secteur marchand insulaire. C'est un secteur féminisé et jeune, impacté par la saison touristique. Ses emplois sont peu qualifiés, souvent à temps partiel ou à durée déterminée et faiblement rémunérés. Le commerce de détail concentre les deux tiers des emplois du commerce. Ce sous-secteur se caractérise par des emplois plus fragiles que dans l'ensemble du commerce, en particulier dans l'alimentation générale fortement saisonnière. Les commerces de détail de pharmacie et de santé se distinguent avec de meilleures conditions d'emploi. Parallèlement, le commerce de gros comprend 4 600 postes. Il se singularise par un emploi masculin, assez peu saisonnier, en majorité à temps complet et à durée indéterminée. Enfin, le commerce et réparation d'automobiles est le sous-secteur le moins employeur du commerce, c'est toutefois celui qui présente les conditions d'emploi les meilleures.

Avec 21 000 postes salariés en 2010, le commerce est un secteur fortement employeur. Il concentre un emploi sur quatre du secteur marchand insulaire. La catégorie socioprofessionnelle dominante est « employés ». En effet, ils représentent 61 % des postes, suivis par les ouvriers (21 %).

Un secteur féminisé et jeune

C'est un secteur féminisé : 51 % des emplois sont occupés par des femmes. Dans l'ensemble du secteur marchand, cette part est de seulement 43 %. Les vendeurs des magasins d'habillement, d'alimentation et d'accessoires pour la personne demeurent traditionnellement des vendeuses. La féminisation du secteur explique un travail à temps partiel fréquent : il concerne un poste sur quatre contre un sur cinq dans l'ensemble du secteur marchand.

Le commerce est en outre un secteur jeune. La moitié des postes est pourvue par des personnes de moins de 35 ans soit deux années de moins que l'âge médian du secteur marchand dans son ensemble. La saisonnalité importante de l'activité du commerce régional est une des raisons expliquant cette surreprésentation des jeunes.

Des emplois fragiles

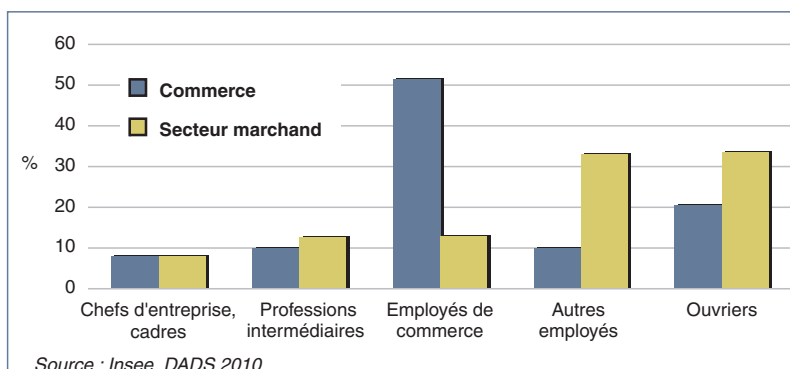
Le commerce est en effet un secteur fortement impacté par la saison touristique. Au pic de saisonnalité, l'emploi y progresse de 25 %. La saisonnalité du secteur est un facteur qui influence les conditions d'emploi, les contrats à durée déterminée y sont fréquents : 28 % des postes contre 23 % dans le marchand hors Hôtels, cafés, restaurants (HCR).

Conséquence du caractère saisonnier de leurs activités et de l'importance du temps partiel, les 21 000 emplois du commerce correspondent à 14 500 équivalents temps plein. Autrement dit, le temps de travail effectué par 100 postes salariés du commerce correspond à celui de 69 emplois à temps complet durant toute l'année.

La structure des emplois en termes de catégories socioprofessionnelles, la part des femmes et la saisonnalité sont des facteurs influant les niveaux des salaires. Ainsi, le salaire horaire net médian du commerce est inférieur à celui du marchand de 3 %.

La saisonnalité, les emplois peu qualifiés,

■ Répartition des emplois selon la catégorie socioprofessionnelle dans le commerce et l'ensemble du secteur marchand en Corse en 2010



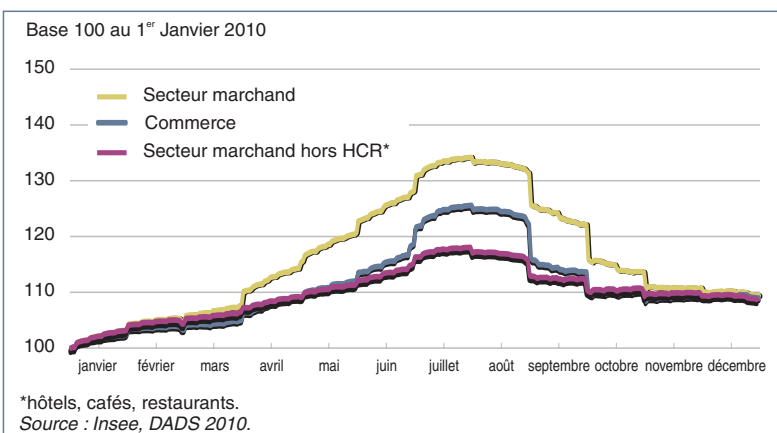
les nombreux temps partiels et les salaires faibles concourent à augmenter la rotation de la main-d'œuvre (turn-over). Par conséquent, le taux de rotation est de 47 %, soit 7 points de plus que celui du marchand hors HCR. Durant toute l'année, le commerce connaît en effet des mouvements de main-d'œuvre importants tant en entrées qu'en sorties de personnel. Une partie de cette rotation est liée au fonctionnement habituel d'une entreprise en dehors de toute variation d'activité. Il s'agit alors de remplacer le personnel parti en retraite ou ayant démissionné. Les chefs d'entreprise sont également amenés à ajuster leurs effectifs en fonction de l'activité de leur magasin qui est très liée à la fréquentation touristique.

Commerce de détail : deux tiers des emplois du commerce

Le commerce de détail est le sous-secteur le plus important du commerce. En 2010, il concentre les deux tiers des emplois du commerce insulaire, 14 200 postes. Ces postes représentent l'équivalent de 9 100 postes à temps plein. Ainsi, la durée du travail effectuée par 100 emplois de ce sous-secteur correspond à celle de 64 emplois à temps plein, soit des postes de plus courte durée que ceux du commerce dans son ensemble.

Les activités du commerce de détail se caractérisent par des conditions de travail plus fragiles que dans l'ensemble du commerce. Tout d'abord, l'emploi saisonnier y est plus important, au pic de la saison il augmente de 33 % (contre 25 %). La saisonnalité impactant directement les modes de recrutement, la part des emplois en contrat à durée déterminée est supérieure à celle du commerce dans son ensemble. Ensuite, le recours au temps partiel y est plus élevé, il concerne un poste sur trois contre un sur quatre dans le commerce. Le temps partiel permet une adaptation du volume de la main-d'œuvre aux variations de clientèle. Il peut être subi ou choisi. Ainsi, au niveau national, le tiers des actifs travaillant à temps partiel dans le commerce de détail souhaiterait travailler

Evolution de l'emploi au quotidien durant l'année 2010 en Corse

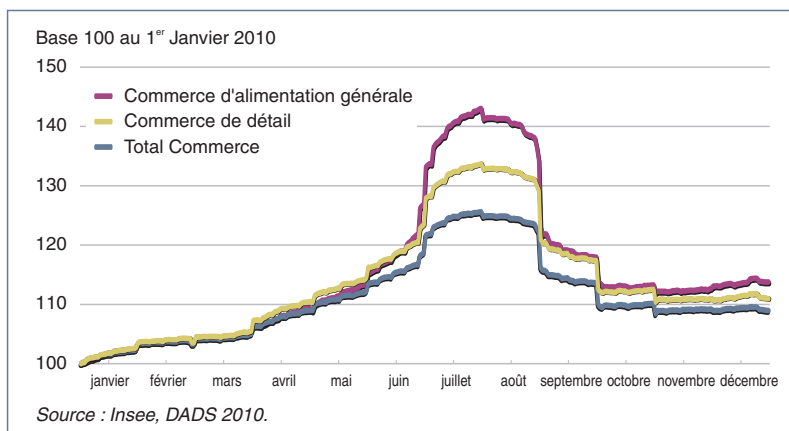


davantage (Source : Insee Première n° 1358 - juin 2011). Enfin, dans le commerce de détail, le salaire net horaire médian est inférieur à celui de l'ensemble du secteur : 8,8 euros contre 9,3 euros. Cet écart important est dû en partie à la forte présence des femmes qui occupent deux postes sur trois. En effet, au niveau national, les femmes dans le commerce de détail reçoivent une rémunération horaire inférieure de 5,9 % à celle des hommes, et ce à catégorie socio-professionnelle, âge, secteur d'activité, taille et région de l'établissement égaux (Source : « Le commerce en France » - Insee Références web - Édition 2011).

Alimentation générale : un emploi de saison

Au sein du commerce de détail, l'alimentation générale prend une place importante, avec ses 5 900 postes salariés en 2010. C'est dans ce type de commerce que les conditions d'emploi sont les moins favorables aux salariés. La saisonnalité y est très élevée : au pic de la saison le nombre de postes progresse de 42 %. Cette forte hausse de l'emploi est liée à l'augmentation de la population présente en Corse pendant la saison. En effet, au plus fort de l'été, la population présente sur le territoire insulaire est multipliée par 2,3. L'alimentation générale présente une fragilité de l'emploi plus forte que dans le commerce de détail, bien que les salaires soient les mêmes. Les emplois y sont en effet de courte durée, un poste sur quatre dure

Evolution de l'emploi au quotidien dans le commerce durant l'année 2010 en Corse



moins de 3 mois, et les postes à temps partiel concernent un emploi sur deux. Ainsi, les 5 900 postes salariés correspondent à 3 600 postes à temps plein (100 postes pour 61 temps plein). Le taux de rotation de main-d'œuvre y est particulièrement élevé (64 %). Ce fort mouvement de personnel traduit des difficultés de fidélisation liées notamment aux conditions de travail difficiles.

Dans l'alimentation générale, les variations sont importantes en fonction du type d'établissement employeur. La taille de l'établissement joue effectivement un rôle important, les grandes surfaces ont des conditions d'emploi différentes des autres commerces d'alimentation générale, avec des emplois caractérisés par un recours au temps partiel deux fois supérieur. La rotation de main-d'œuvre est également

hétérogène selon l'établissement. Les petites structures sont beaucoup plus sensibles aux mouvements de salariés, le taux de rotation dans les épiceries est le taux le plus élevé du commerce.

Pharmacie : un commerce en bonne santé

En 2010, 1 100 postes sont pourvus dans les commerces de détail de pharmacie et de santé en Corse. Ces établissements se distinguent de l'ensemble du commerce de détail par des conditions d'emplois favorables aux salariés. Cela s'explique partiellement par la structure de l'emploi selon la catégorie socioprofessionnelle. En effet, les employés et les ouvriers représentent seulement 35 % des postes, contre 85 % dans le commerce de détail, et les chefs d'entreprise, les cadres et les professions intermédiaires en regroupent 65 %. C'est en partie pourquoi les rémunérations sont supérieures de 14 % à celles du commerce de détail. C'est pourtant le sous-secteur du commerce le plus fortement féminisé, 80 % des emplois sont occupés par des femmes. Ce type de commerce est moins sensible à une variation d'activité durant la saison touristique, son emploi n'y progressant que de 10 %.

Commerce de gros : un secteur qui se porte bien

Avec 4 600 postes, le commerce de gros représente 22 % des emplois du commerce. La saisonnalité y est moins marquée que dans le commerce, mais au pic de la saison, pour faire face à la forte affluence touristique, le commerce de gros enregistre une hausse de l'emploi de 15 %. Cette « faible » saisonnalité induit des conditions d'emploi meilleures que dans l'ensemble du commerce. Les temps partiels y sont faibles (11 %) et la part des contrats à durée indéterminée (CDI) est de 79 %, supérieure de 10 points à celle du commerce dans son ensemble. Le commerce de gros diffère du commerce quant aux profils de ses salariés, plus âgés

Conditions d'emploi dans les différentes structures du commerce d'alimentation générale en Corse en 2010

	Hypermarchés et supermarchés	Supérettes	Epiceries	Ensemble commerce de détail
Effectifs (nombre)	5 030	300	405	14 200
Equivalents temps plein (nombre)	3 090	190	230	9 060
Part des femmes (%)	62,5	56,3	60,3	63,3
Part des employés (%)	84,5	75,2	84,4	76,1
Part des ouvriers (%)	3,8	14,9	5,9	8,6
Part des CDD (%)	41,0	41,4	45,9	34,0
Part des temps partiels (%)	44,0	20,9	26,4	31,8
Part des contrats de moins de 3 mois (%)	27,8	27,2	30,1	22,4
Evolution de l'emploi entre le 1 ^{er} janvier et le pic de saison (%)	34,0	57,0	80,0	33,0
Taux de rotation de main-d'œuvre (%)	61,5	78,3	99,0	57,3
Salaires horaires nets médians (euros)	9,0	8,1	8,0	8,8

Source : Insee, DADS 2010.

mais surtout plus masculins. En effet, la moitié des salariés ont plus de 39 ans contre 35 ans dans le commerce et sept postes sur dix sont occupés par des hommes contre cinq sur dix. De plus, la catégorie socio-professionnelle est atypique pour le secteur car ce sont les ouvriers qui sont les plus nombreux, 40 %, soit 2 fois plus que dans l'ensemble du commerce.

Commerce et réparation d'automobiles : c'est du solide

En 2010, en Corse, le commerce et réparation d'automobiles regroupe 2 200 postes, soit 11 % de l'emploi du commerce. La faible saisonnalité (moins de 6 % de hausse d'emploi au pic de saison) et la prédominance des emplois masculins induisent des conditions de travail qui tirent le commerce vers le haut. Dans le commerce et réparation d'automobiles, sur le même mode que le commerce de gros, 57 % des postes sont des emplois d'ouvrier, logiquement occupés par des hommes à plus de 80 %. Il s'agit du secteur le moins féminisé : seuls 17 % des emplois sont pourvus par des femmes contre 51 % dans l'ensemble du commerce. Les postes sont rarement à temps partiel (11 % contre 25 % dans l'ensemble du commerce) et les contrats à durée indéterminés sont la norme pour quatre postes sur cinq. La structure et les conditions d'emploi dans le commerce et la réparation d'automobiles permettent d'expliquer les écarts en matière de salaire. Effectivement, les rémunérations des salariés du sous-secteur sont supérieures de 4 % à celles de l'ensemble du commerce, et ce malgré une part importante d'apprentis. En effet, l'apprentissage concerne 9 % des salariés contre 3 % dans l'ensemble du commerce.

3 100 non-salariés dans le commerce

En 2010 en Corse, une personne sur cinq travaillant dans le commerce est non salariée, soit un niveau identique à celui du secteur marchand. Cela représente 3 100 personnes. C'est dans le commerce de détail que la part des non-salariés est la plus élevée. Le commerce de détail regroupe 74 % des non-salariés du commerce contre 67 % des salariés. Dans ce sous-secteur, 20 % des actifs sont non salariés, contre 14 % dans le commerce de gros et 12 % dans le commerce et la réparation d'automobiles. Les non-salariés sont une force importante mais vieillissante. Au sein du commerce, 25 % des actifs non-salariés ont plus de 55 ans contre 13 % dans l'ensemble de l'économie insulaire. La question de la transmission est donc prégnante pour quelques 900 emplois dans ce secteur. La plupart des non-salariés du commerce sont des hommes : 60 % contre 51 % chez les salariés. Les emplois occupés par les non-salariés (artisans, commerçants et chefs d'entreprise) sont ainsi des emplois où la représentation masculine est majoritaire.

Source : Insee, Recensement de la population 2010.

Conditions d'emploi dans le commerce de gros et le commerce et réparation d'automobiles en Corse en 2010

	Commerce de gros	Commerce et réparation d'automobiles
Effectifs (nombre)	4 600	2 200
Equivalents temps plein (nombre)	3 570	1 820
Part des hommes (%)	71,3	82,8
Part des Contrats à durée indéterminée (CDI) (%)	78,5	82,7
Part des temps partiels (%)	11,2	11,1
Evolution de l'emploi entre le 1 ^{er} janvier et le pic de saison (%)	15,6	5,6
Salaire horaire net médian (euros)	10,5	9,7

Source : Insee, DADS 2010.

Pour en savoir plus

Définitions

Temps plein : temps complet salarié toute l'année.

Emploi saisonnier : emploi remplissant les conditions suivantes : relever d'activités touristiques au sens large ; débuter et se terminer au cours de la période dite de « saison » (1^{er} avril au 31 octobre) ; générer un temps de travail suffisant (au moins un mois). Il ne s'agit donc pas de contrats saisonniers au sens juridique du terme.

Pic de saison : dans l'emploi, le pic de saisonnalité en Corse se situe au 1^{er} août.

Taux de rotation de la main-d'œuvre : demi-somme des entrées et des sorties rapportée à l'effectif du 1^{er} janvier. Cet indicateur mesure le mouvement de personnel enregistré au cours d'une année dans un même établissement. Pour le secteur marchand, il est calculé hors hôtellerie-restauration (secteur où il atteint 246 % en 2009)

Salaire horaire net médian : niveau de salaire tel que la moitié des salariés de la population considérée gagne moins et l'autre moitié gagne plus.

Contrat d'apprentissage : contrat aidé destiné aux jeunes de 16 à 25 ans, il vise à apprendre un métier en alternant formation en entreprise et enseignement professionnel.

Source

Déclarations annuelles de données sociales (DADS) : cette formalité déclarative, que doit accomplir annuellement toute entreprise employant des salariés, est destinée aux administrations fiscales et sociales. Les employeurs sont tenus de communiquer diverses informations pour tous leur salariés. Le champ des DADS couvre l'ensemble des employeurs et de leurs salariés, à l'exception des activités extraterritoriales.

Champ

Secteur marchand non agricole, c'est-à-dire l'ensemble des postes salariés en 2010, hors fonction publique et agriculture. Dans cette étude, on considère le marchand hors HCR car les Hôtels, cafés et restaurants ont une structure de l'emploi fortement saisonnier.

Le commerce : un secteur qui ne souffre pas de difficultés de recrutement

En Corse, le commerce concentre 10 % des offres d'emploi déposées par les employeurs à Pôle emploi. Malgré le fait que peu d'offres proposent un emploi durable, le secteur ne semble pas rencontrer de difficultés de recrutement. En effet, tous métiers confondus, le nombre de personnes recherchant un emploi dans ce secteur est deux fois plus important que le nombre de postes offerts par les entreprises du commerce. Seul le métier de télévendeur n'attire pas suffisamment de personnes pour occuper l'ensemble des postes proposés par les entreprises insulaires.

Au cours de l'année 2012, les entreprises commerciales de la région ont déposé, en données brutes, 2 120 offres d'emploi à Pôle emploi. Parallèlement, sur la même période, 4 950 demandeurs d'emploi déclarent rechercher un poste dans ce secteur. L'indicateur de tension sur le marché du travail, qui rapporte les offres d'emploi collectées aux demandes d'emploi enregistrées à Pôle emploi s'établit ainsi à 0,4 point, soit 40 offres pour 100 demandes, se situant en deçà de la moyenne régionale de l'ensemble des secteurs d'activité : 0,6 point. Dans le commerce, bien que les perspectives d'emploi proposées ne soient

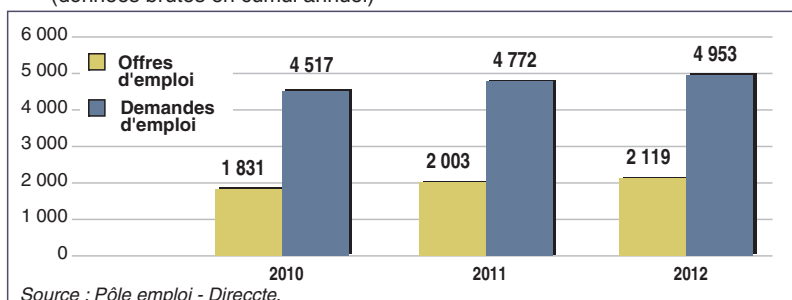
pas très attractives (plus de deux tiers des postes offerts reposent sur un contrat de moins de 6 mois), les employeurs ne devraient donc pas rencontrer de difficultés à pourvoir leurs postes vacants. D'ailleurs, le taux de satisfaction des offres dans ce secteur est de 82 %, soit deux points au-dessus de la moyenne observée tous secteurs confondus.

Progression de l'offre et de la demande d'emploi

En deux ans, l'offre d'emploi dans le commerce a progressé de 14 %, soit 290 offres supplémentaires par rapport à 2010. Mais parallèlement, le nombre de personnes à la recherche d'un emploi dans ce secteur a également progressé sur cette période (+ 10 %, soit 440 demandeurs d'emploi supplémentaires) et s'est ainsi traduit par une stabilité de l'indicateur de tension pour l'ensemble du secteur entre les années 2010 et 2012.

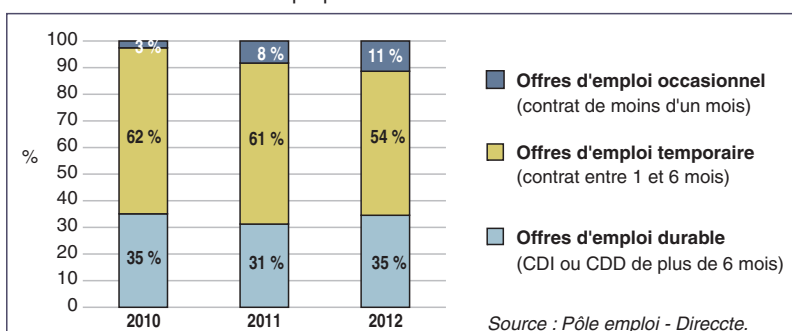
290 offres et 440 demandes d'emploi supplémentaires en deux ans

Evolution des demandes (cat. ABC) et offres d'emploi dans le commerce (données brutes en cumul annuel)



Hausse de la part des offres pour un contrat de moins d'un mois

Evolution de la répartition des offres d'emploi du commerce selon la durée du contrat proposé



Télévendeur, seul métier à rencontrer des difficultés de recrutement

Parmi les métiers du commerce, seul celui de télévendeur rencontre des difficultés de recrutement. En effet, près de 130 offres pour un emploi de télévendeur ont été collectées par Pôle emploi au cours de l'année 2012 alors que les personnes recherchant un tel poste sont peu nombreuses (une cinquantaine de demandeurs d'emploi). Sur cette période, le taux de satisfaction des offres n'est que de 63 % pour ce métier contre 82 % pour l'ensemble du secteur. Les contrats proposés peuvent expliquer ce manque d'attrait : la quasi-totalité des offres concer-

nent un contrat de moins de 6 mois, dont quatre offres sur dix proposent un contrat de moins d'un mois. Caractérisé par un important turn-over de main-d'œuvre, comme le reflète la part importante des offres pour un emploi de courte durée, l'indicateur de tension progresse pour ce métier. Passant de 1,3 à 2,7 points en deux ans. Cette hausse s'explique par la progression continue des offres alors que le nombre de personnes à la recherche d'un emploi de télévendeur reste stable sur deux ans.

Vendeur en habillement et accessoires, métier le plus recherché

En 2012, une offre d'emploi sur quatre déposée par les entreprises régionales du secteur concerne le métier de vendeur en habillement et accessoires, articles de luxe, de sport, de loisirs et culturels. Alors que seulement un tiers des postes offerts proposent un emploi durable (CDI ou CDD de plus de 6 mois), ce métier est également le plus recherché par les demandeurs d'emploi (40 % de la demande d'emploi du secteur). Plus précisément, le nombre de demandes d'emploi est 3,5 fois plus élevé que le nombre d'offres déposées à Pôle emploi.

Les postes proposés par les employeurs du commerce sont concentrés sur quelques métiers. Avec le métier de vendeur en habillement, celui d'employé de libre service fait partie des postes les plus recherchés : une offre sur quatre. Viennent ensuite sur de plus petits effectifs, les emplois de caissiers, vendeurs en ameublement, équipement du foyer, bricolage et attachés commerciaux, qui regroupent environ 200 offres d'emploi chacun. Les recherches des demandeurs d'emploi sont axées sur les mêmes métiers, ce qui peut illustrer une bonne adéquation

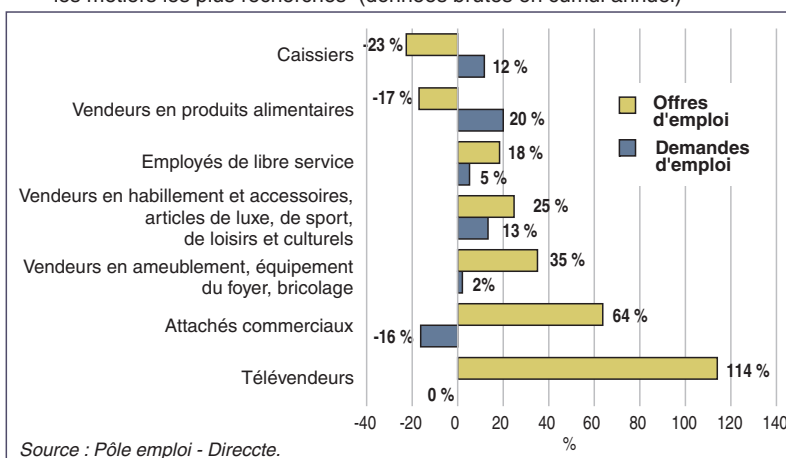
entre l'offre et la demande d'emploi mais également un turn-over important de la main d'œuvre dans ce secteur.

Un indicateur de tension qui augmente pour certains métiers

Certains métiers ne présentent pas de difficultés de recrutement, le nombre d'offres d'emploi restant inférieur aux demandes, mais voient leur indicateur de tension progresser. C'est notamment le cas pour les postes d'attachés commerciaux dont l'indicateur de tension double passant de 0,3 à 0,6 point sur deux ans (soit 30 offres pour 100 demandes en 2010 contre 60 offres pour 100 demandes en 2012). Cette hausse s'explique par le fait que ce métier est plus souvent recherché par les employeurs insulaires mais moins souvent par les demandeurs d'emploi. Pourtant, il fait partie des métiers offrant des perspectives d'emploi durables comme l'atteste la part importante des offres pour un CDI ou un CDD de plus de 6 mois (sept offres sur dix). A l'inverse, le métier de caissier se caractérise par une baisse de l'indicateur de tension impactée par un repli de l'offre d'emploi et une augmentation de la demande entre 2010 et 2012.

■ Attaché commercial : un métier plus recherché par les employeurs mais moins par les demandeurs d'emploi

Evolution de l'offre et la demande d'emploi (cat. ABC) entre 2010 et 2012 pour les métiers les plus recherchés (données brutes en cumul annuel)



Définitions

Indicateur de tension : il rapporte le nombre d'offres d'emploi collectées par Pôle emploi sur l'ensemble de l'année aux demandes enregistrées durant la même période. Ce ratio permet de repérer les secteurs ou métiers où il y a des difficultés de recrutement (indicateur supérieur à 1) et à l'inverse les métiers à faibles débouchés (indicateur inférieur à 1).

Taux de satisfaction des offres : rapport entre le nombre d'offres d'emploi satisfaites et le total des offres d'emploi sorties de Pôle emploi (satisfaites et annulées).

Céline MAÏSANI
Direccte Corse

Service Statistiques Etudes et Veille Economique
GIP Corse compétences
Observatoire régional emploi formation

Se former dans le commerce : une voie attractive

L'offre de formation dans le secteur du commerce est destinée à un large public : jeunes en formation initiale, apprentis, demandeurs d'emploi ou salariés. Elle permet d'apporter une réponse à chaque parcours en proposant des formations allant du niveau V (CAP) au niveau I (Master II). Particulièrement riche et diversifiée en direction des jeunes en formation initiale, cette voie de formation a accueilli plus d'un millier d'élèves en 2012.

Les formations aux métiers du commerce sont accessibles à un public varié. Elles s'adressent en effet aux jeunes en formation initiale, aux apprentis, aux demandeurs d'emploi et aux salariés, et ce quel que soit leur niveau d'études.

En 2012, 1 100 jeunes en formation initiale se sont formés dans le commerce en Corse. Ce secteur devient ainsi le 4^e en termes de places

en formation après la santé action sociale, le BTP et la gestion administration des entreprises. Il concentre à lui seul 12 % de l'offre de formation initiale hors apprentissage.

En revanche, l'offre de formation continue est moins riche et laisse supposer que les diplômés sortant de formation initiale suffisent à répondre aux besoins des entreprises.

Une offre de formation initiale pour tous

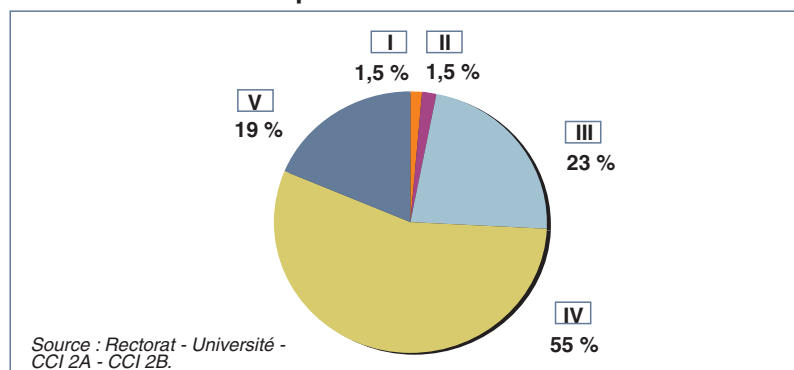
Hors apprentissage, l'offre de formation initiale technologique ou professionnelle recouvre tous les niveaux, du Certificat d'aptitude professionnelle - CAP (niveau V) au Master 2 (niveau I) et concerne environ 800 jeunes.

À la rentrée 2013, on dénombre 16 formations principalement réparties entre niveau baccalauréat (IV) et infra (V).

Si les diplômés sont équitablement répartis à travers les niveaux V, IV, III et II/I, les effectifs sont davantage concentrés sur le niveau IV (Baccalauréat professionnel et technologique) qui regroupe 55 % des effectifs en formation dans le commerce en 2012. Le baccalauréat professionnel « commerce » et le baccalauréat technologique « mercatique » regroupent à eux deux plus de 50 % des effectifs sur le niveau IV.

Le secteur du commerce voit donc arriver sur le marché du travail de futurs salariés qualifiés et possédant des niveaux de formation variés.

■ Répartition des effectifs en formation initiale dans le commerce par niveau en 2012



■ L'offre de formation initiale technologique et professionnelle dans le commerce en Corse

Niveau	Offre de formation à la rentrée 2013
I	MASTER 2 Sciences du management spécialité Affaires Internationales Sud-Méditerranéennes
II	LICENCE PRO Commerce spécialité marketing et communication TH2 Responsable du développement commercial
III	BTS Management unités commerciales BTS Négociation et relation client DUT 1 Techniques de Commercialisation DUT 2 Techniques de Commercialisation
IV	BAC PRO Accueil relation clients usagers BAC PRO Commerce BAC PRO Vente (prospection négociation suivi clients) BAC TECHNO Mercatique (Marketing)
V	CAP Employé de vente spécialisé : Produits équipement courant (option B) CAP Employé de vente spécialisé : Produits alimentaires (option A) CAP Employé commerce multi spécialités

Source : Rectorat - Université - CCI 2A - CCI 2B.

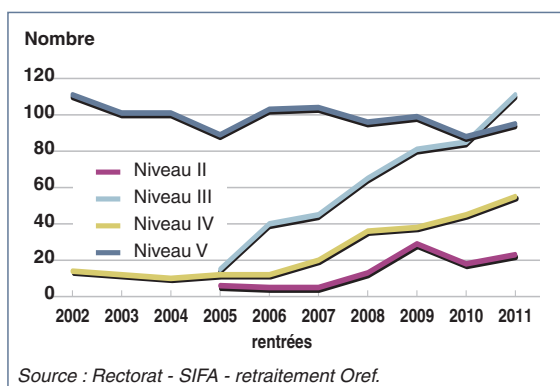
La voie de l'apprentissage : des spécialisations diversifiées

Des formations en apprentissage sont également ouvertes pour se former dans le commerce. Destinées aux jeunes âgés de 16 à 25 ans, elles permettent de combiner enseignement théorique et activité professionnelle en entreprise.

Ainsi sur l'ensemble de l'année 2012, ce sont 300 étudiants qui ont suivi une formation dans ce secteur par la voie de l'apprentissage. Des effectifs qui ont doublé en 7 ans.

L'offre de formation a également évolué. Elle a été notamment enrichie par l'offre du CFA Universitaire en 2009 ou de la CCI 2A en 2011. Les niveaux suivis par les apprentis ont également changé. Les effectifs en BTS (Niveau III) ont été multipliés par 7 en 6 ans

Evolution des effectifs en apprentissage dans le commerce selon le niveau de formation



tandis que les effectifs dans les formations infra baccalauréat (niveau V) affichent une légère baisse, passant sous la barre des 100 à la rentrée 2011.

Les formations les plus fréquentées restent le CAP employé de vente spécialisé option produit d'équipement courant et le BTS Management des unités commerciales.

A la rentrée 2013, ce ne sont pas moins de 13 formations, du CAP (Niveau V) à la licence professionnelle (Niveau II), qui sont dispensées en région.

L'offre de formation continue : une possibilité offerte aux actifs, demandeurs d'emploi ou salariés

La formation continue est une obligation légale depuis 1971. Elle a pour but d'assurer aux salariés ou demandeurs d'emploi, une formation destinée à conforter, améliorer ou acquérir des connaissances professionnelles dans un objectif de maintien ou de retour à l'emploi. Au niveau régional, l'offre de formation dans le commerce est variée et s'adresse aussi bien aux demandeurs d'emploi qu'aux salariés.

Les entreprises du commerce cotisent principalement auprès de trois OPCA (Organismes paritaires collecteurs agréés) en Corse : Forco, Intergros et Agefos. Ceux-ci sont chargés de collecter les contributions des entreprises du commerce afin de financer la formation professionnelle continue des salariés.

Roxanne HASSELBEIN
GIP Corse compétences
 Observatoire régional emploi formation

L'offre de formation en apprentissage dans le commerce en Corse

Niveau	Offre de formation à la rentrée 2013
I	MASTER II Marketing
II	LICENCE PRO Commerce option marketing et communication
III	TH AFCI* Gestionnaire d'unité commerciale Bachelor Ecole de gestion et de commerce BTS Management unités commerciales BTS Négociation et relation client DUT Techniques de Commercialisation
IV	BAC PRO Commerce TH IV Vendeur conseiller commercial
V	CAP Distribution objets et services à la clientèle (recrutement et formation pour le compte de La Poste) CAP Employé commerce multi spécialités CAP Employé de vente spécialisé : Produits alimentaires (option A) CAP Employé de vente spécialisé : Produits équipement courant (option B) CAP Employé de vente spécialisé : Service à la clientèle (option C)

*titre homologué de l'assemblée française des Chambres de commerce et d'industrie

Source : COM apprentissage.

L'offre de formation continue dans le commerce par type de public

Organisme	Demandeurs d'emploi	Demandeurs d'emploi et/ou salariés
Région	Vendeur spécialisé en magasin (2A) Attaché commercial (2A/ 2B)	
AFFPA		Plate-forme vente, accueil, langue (2A/ 2B)
Pôle Emploi	Les compétences transversales et préparatoires à l'insertion dans le domaine de la vente et de la distribution (2A/2B) Réentrainement en vente (2B)	
CCI 2A		Gestionnaire d'unité commerciale spécialisé commerce et distribution Vendeurs, soyez efficaces Attachés commerciaux, optimisez vos performances Comment gérer vos clients difficiles La démarque inconnue Décoration de vitrine Techniques de vente à distance
CCI 2B		La négociation commerciale Prospecter et fidéliser sa clientèle Développer ses techniques de vente Convaincre ses clients Développer une communication persuasive pour mieux vendre
OPCA	Uniquement pour les salariés	cf catalogue de formation (sur insee.fr/corse)

Nomenclature

Le champ du secteur du commerce est défini selon la nomenclature d'activités française - Naf rev2 2008. Il regroupe toutes les activités de commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles (« G » dans la NA en 21 sections, « 45 », « 46 » « 47 » dans la NA en 88 divisions)

G Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles

45 Commerce et réparation d'automobiles et de motocycles

- 45.1 Commerce de véhicules automobiles
- 45.2 Entretien et réparation de véhicules automobiles
- 45.3 Commerce d'équipements automobiles
- 45.4 Commerce et réparation de motocycles

46 Commerce de gros, à l'exception des automobiles et des motocycles

- 46.1 Intermédiaires du commerce de gros
- 46.2 Commerce de gros de produits agricoles bruts et d'animaux vivants
- 46.3 Commerce de gros de produits alimentaires, de boissons et de tabac
- 46.4 Commerce de gros de biens domestiques
- 46.5 Commerce de gros d'équipements de l'information et de la communication
- 46.6 Commerce de gros d'autres équipements industriels
- 46.7 Autres commerces de gros spécialisés
- 46.9 Commerce de gros non spécialisé

47 Commerce de détail, à l'exception des automobiles et des motocycles

Alimentation Générale

- 47.11A Commerce de détail de produits surgelés
- 47.11B Commerce d'alimentation générale (épiceries)
- 47.11C Supérettes
- 47.11D Supermarchés
- 47.11E Magasins multi-commerces
- 47.11F Hypermarchés

Alimentation Spécialisée

- 47.21Z Commerce de détail de fruits et légumes en magasin spécialisé
- 47.22Z Commerce de détail de viandes et de produits à base de viande en magasin spécialisé
- 47.23Z Commerce de détail de poissons, crustacés et mollusques en magasin spécialisé
- 47.24Z Commerce de détail de pain, pâtisserie et confiserie en magasin spécialisé
- 47.25Z Commerce de détail de boissons en magasin spécialisé
- 47.29Z Autres commerces de détail alimentaires en magasin spécialisé
- 47.26Z Commerce de détail de produits à base de tabac en magasin spécialisé

Equippedement de la personne

- 47.71Z Commerce de détail d'habillement en magasin spécialisé
- 47.72A Commerce de détail de la chaussure
- 47.72B Commerce de détail de maroquinerie et d'articles de voyage
- 47.75Z Commerce de détail de parfumerie et de produits de beauté en magasin spécialisé
- 47.77Z Commerce de détail d'articles d'horlogerie et de bijouterie en magasin spécialisé

NB : pour le commerce de détail, les activités principales ont été regroupées en sous-secteurs pour favoriser la compréhension du lecteur notamment au regard des activités prises en compte dans les fiches.

47 Commerce de détail, à l'exception des automobiles et des motocycles (suite)

Equipement du foyer

- 47.41Z Commerce de détail d'ordinateurs, d'unités périphériques et de logiciels en magasin spécialisé
- 47.42Z Commerce de détail de matériels de télécommunication en magasin spécialisé
- 47.43Z Commerce de détail de matériels audio et vidéo en magasin spécialisé
- 47.51Z Commerce de détail de textiles en magasin spécialisé
- 47.53Z Commerce de détail de tapis, moquettes et revêtements de murs et de sols en magasin spécialisé
- 47.54Z Commerce de détail d'appareils électroménagers en magasin spécialisé
- 47.76Z Commerce de détail de fleurs, plantes, graines, engrais, animaux de compagnie et aliments pour ces animaux
- 47.59A Commerce de détail de meubles
- 47.59B Commerce de détail d'autres équipements du foyer
- 47.78B Commerces de détail de charbons et combustibles

Culture, loisirs

- 47.61Z Commerce de détail de livres en magasin spécialisé
- 47.62Z Commerce de détail de journaux et papeterie en magasin spécialisé
- 47.63Z Commerce de détail d'enregistrements musicaux et vidéo en magasin
- 47.64Z Commerce de détail d'articles de sport en magasin spécialisé
- 47.65Z Commerce de détail de jeux et jouets en magasin spécialisé

Pharmacies et Santé

- 47.73Z Commerce de détail de produits pharmaceutiques en magasin spécialisé
- 47.74Z Commerce de détail d'articles médicaux et orthopédiques en magasin
- 47.78A Commerces de détail d'optique

Autres activités du commerce de détail

- 47.19A Grands magasins (pas de grands magasins en Corse)
- 47.19B Autres commerces de détail en magasin non spécialisé
- 47.30Z Commerce de détail de carburants en magasin spécialisé
- 47.78C Autres commerces de détail spécialisés divers
- 47.79Z Commerce de détail de biens d'occasion en magasin

Commerce de détails hors magasins

- 47.81Z Commerce de détail alimentaire sur éventaires et marchés
- 47.82Z Commerce de détail de textiles, d'habillement et de chaussures sur éventaires
- 47.89Z Autres commerces de détail sur éventaires et marchés
- 47.91A Vente à distance sur catalogue général
- 47.91B Vente à distance sur catalogue spécialisé
- 47.99A Vente à domicile
- 47.99B Vente par automates et autres commerces de détail hors magasin

Réparation

- 47.52A Commerce de détail de quincaillerie, peintures et verres en petites surfaces (moins de 400 m²)
- 47.52B Commerce de détail de quincaillerie, peintures et verres en grandes surfaces (400 m² et plus)

Pour en savoir plus : Nomenclature d'activités française - NAF Rev.2, 2008
www.insee.fr Définitions et méthodes > Nomenclatures



Fiches sectorielles

Ces fiches contiennent des tableaux de données, graphiques et cartes pour les principales activités du commerce en Corse. Y sont présentées des statistiques relatives à l'appareil productif, l'économie et l'emploi salarié.

- Appareil productif : principales caractéristiques des entreprises en 2012, nombre d'établissements en 2012, leur évolution depuis 2003 et leur localisation sur le territoire insulaire en termes d'offre commerciale (nombre d'établissements rapporté à la population).
- Economie : principaux indicateurs financiers des entreprises commerciales en 2010 (Chiffre d'affaires, marge commerciale, valeur ajoutée...)
- Emploi salarié ; effectifs des salariés du commerce et conditions d'emploi en 2010.

Ces statistiques permettent d'une part de situer l'ensemble du commerce insulaire dans le secteur marchand corse et dans le contexte national et, d'autre part, d'appréhender localement les spécificités des différents secteurs d'activité commerciaux au regard de l'ensemble du commerce.

15 fiches sectorielles sont ainsi présentées

1 - Commerce

2 - Commerce et réparation automobiles

3 - Commerce de gros

- 4 - Commerce de gros alimentaire

5 - Commerce de détail

- 6 - Equipements de la personne
- 7 - Equipements du foyer
- 8 - Culture et loisirs
- 9 - Pharmacies et santé
- 10 - Commerce alimentaire spécialisé
- 11 - Alimentation générale

12 - Epicerie

13 - Supérettes

14 - Supermarchés

15 - Hypermarchés

Commerce

Entreprises en 2012

Principales caractéristiques

	Corse	Commerce Province	Marchand Corse
Nombre d'entreprises	5 521	541 778	27 809
Taux de création 2012 (%)	12,5	15,6	13,9
Part des auto-entrepreneurs (%)	7,6	10,3	10,1
Part des personnes physiques (%)	43,9	44,9	54,1
Part des 60 ans ou plus chez les personnes physiques (%)	20,2	14,7	18,9

Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements.

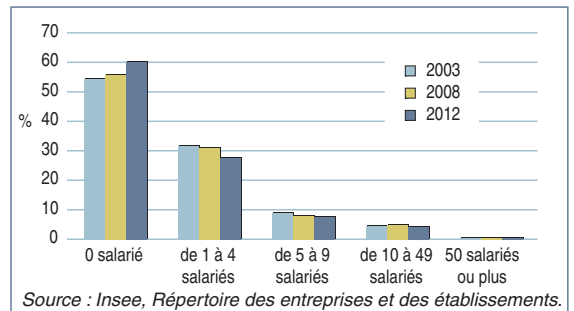
Etablissements en 2012

Répartition des établissements selon la tranche d'effectifs salariés

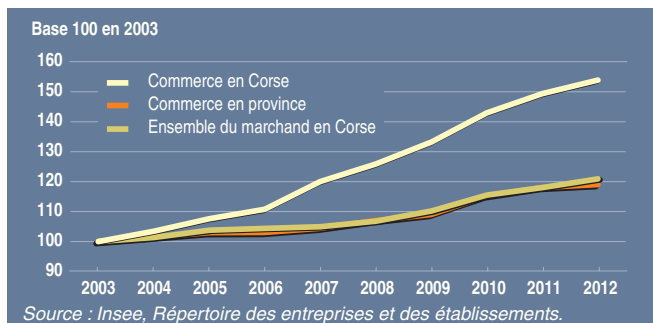
	Commerce		Marchand Corse
	Corse	Province	
Nombre d'établissements	6 595	679 321	31 935
0 salarié	3 952	379 853	21 764
De 1 à 4 salariés	1 828	186 410	6 938
De 5 à 9 salariés	501	66 294	1 879
De 10 à 49 salariés	285	40 717	1 218
50 salariés ou plus	29	6 047	136

Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements.

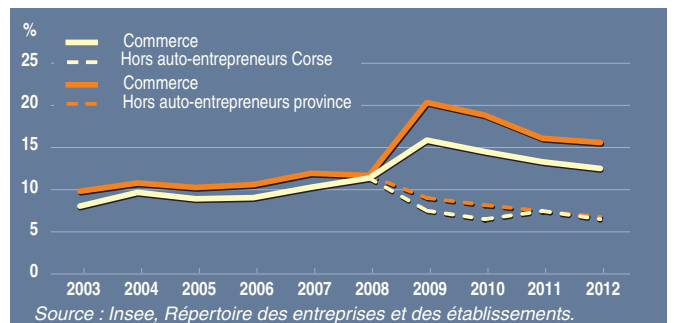
Evolution de la taille des établissements dans le commerce en Corse



Evolution du nombre d'établissements

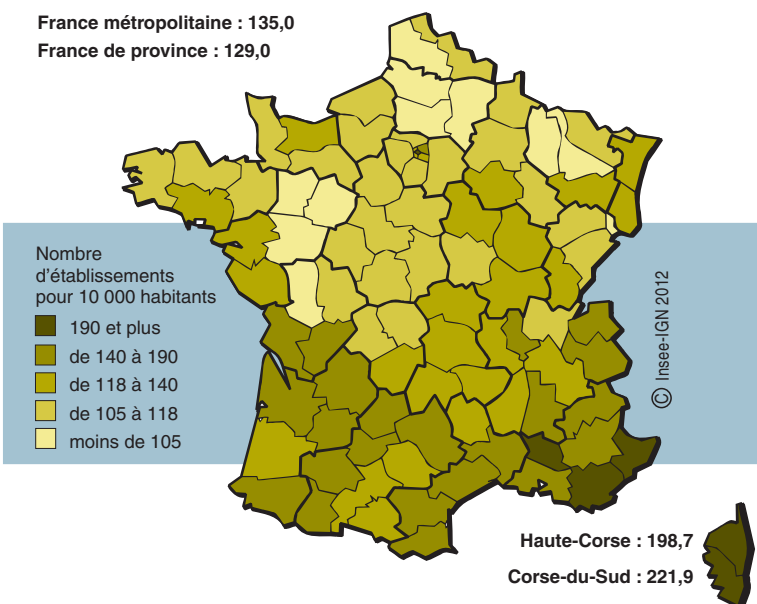


Evolution du taux de création d'entreprises

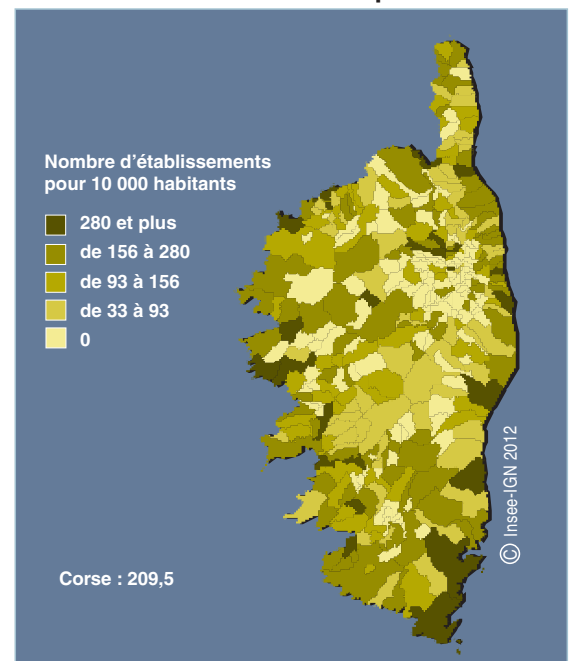


Densité d'établissements par département

France métropolitaine : 135,0
France de province : 129,0



Densité d'établissements par commune



Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements.

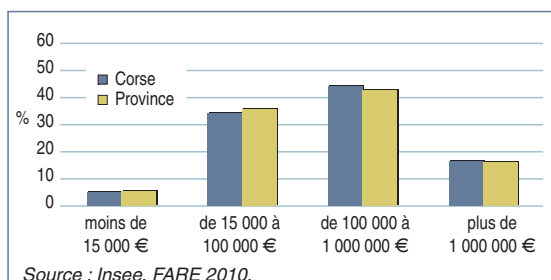
Données économiques

Les cinq plus gros établissements du commerce en Corse en 2012

	Commune	Tranche d'effectifs salariés
Pacam 2	Ajaccio	[250;499]
Hyper Rodeo 2	Furiani	[250;499]
Corsaire Sas	Ajaccio	[250;499]
Deca Franchise Leroy Merlin	Furiani	[150;199]
Jean Forconi sa E Leclerc	Porto-Vecchio	[150;199]

Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements.

Répartition des entreprises selon la tranche de chiffre d'affaires



Indicateurs économiques du commerce

	Corse	Province	
	Ensemble des entreprises	Entreprises de moins de 110 M d'euros de CA	Ensemble des entreprises
Chiffre d'affaires moyen (milliers d'euros)	963,6	1 042,7	1 571,6
Taux de marge commerciale (%)	23,5	22,8	21,2
Taux de valeur ajoutée (%)	17,3	17,9	15,9
Taux de marge brute d'exploitation (%)	4,6	4,6	4,2
Poids des frais de personnel (%)	71,9	72,6	71,6
Taux de productivité apparente du travail (milliers d'euros)	57,8	62,6	63,1
Taux de rendement apparent du capital (%)	73,0	80,3	74,0
Taux d'endettement (%)	16,5	24,7	21,3

Source : Insee, FARE 2010.

Salariés

Effectifs des établissements employeurs

	Commerce		Marchand
	Corse	Province	Corse
Effectifs totaux dans l'année 2010	21 000	3 575 500	94 300
Effectifs au 1 ^{er} janvier 2010	13 900	2 343 700	57 800
Effectifs au 1 ^{er} juillet 2010	16 500	2 475 900	74 050
Evolution 2008-2011 au 31/12 (%)	2,0	- 0,3	9,1

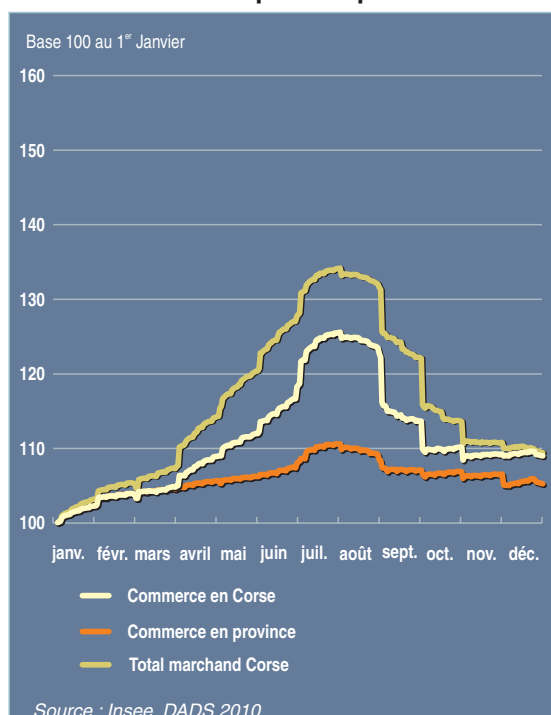
Sources : Insee, DADS 2010, CLAP 2008-2011.

Profil des salariés

	Commerce		Marchand
	Corse	Province	Corse
Chefs d'entreprise, cadres	8,1	8,3	8,1
Professions intermédiaires	9,9	14,7	12,7
Employés de commerce	51,5	46,3	12,8
Autres employés	10,0	10,2	32,9
Ouvriers	20,6	20,6	33,5
Part des femmes	50,9	52,3	43,0
Part des moins de 30 ans	39,4	42,3	36,4
Part des 55 ans et plus	7,9	6,7	9,3

Source : Insee, DADS 2010.

Evolution de l'emploi au quotidien en 2010



Conditions d'emploi

	Corse	Commerce	Marchand
		Province	Corse
Part des emplois à temps partiel (%)	25,2	30,1	21,7
CDI (%)	68,3	71,8	63,7
CDD (%)	28,2	24,1	31,2
Part des emplois de moins de 3 mois (%)	18,9	25,7	18,2
Part des apprentis/stagiaires/emplois aidés (%)	3,1	3,8	3,5
Salaire horaire net médian (euros)	9,3	9,4	9,6

Source : Insee, DADS 2010.

Commerce et réparation automobiles

Entreprises en 2012

Principales caractéristiques

	Commerce et réparation automobiles		Commerce
	Corse	Province	Corse
Nombre d'entreprises	555	72 638	5 521
Taux de création 2012 (%)	13,0	17,5	12,5
Part des auto-entrepreneurs (%)	7,2	8,6	7,6
Part des personnes physiques (%)	37,3	34,7	43,9
Part des 60 ans ou plus chez les personnes physiques (%)	13,0	8,4	20,2

Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements.

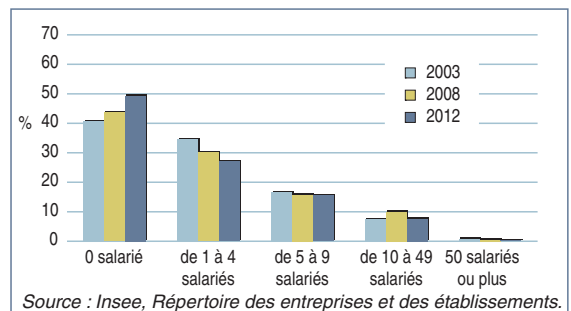
Etablissements en 2012

Répartition des établissements selon la tranche d'effectifs salariés

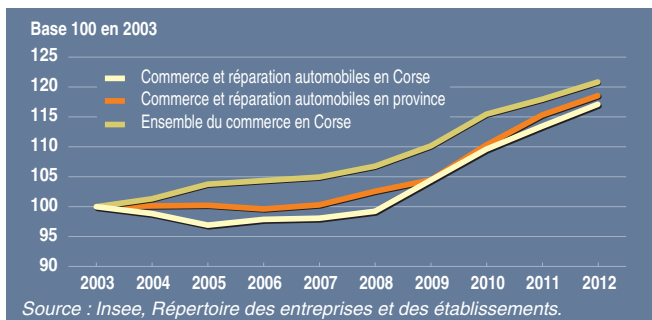
	Commerce et réparation automobiles		Commerce
	Corse	Province	Corse
Nombre d'établissements	607	84 019	6 595
0 salarié	300	38 673	3 952
De 1 à 4 salariés	165	26 971	1 828
De 5 à 9 salariés	94	10 857	501
De 10 à 49 salariés	46	6 852	285
50 salariés ou plus	2	1 904	29

Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements.

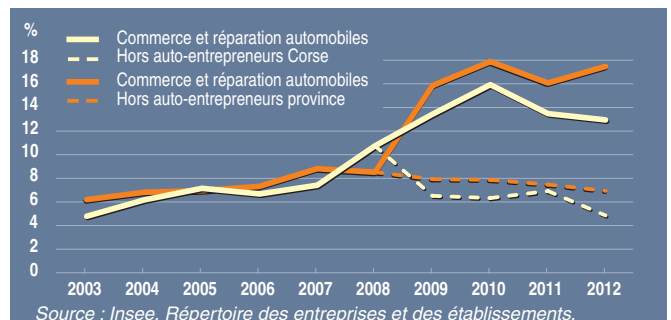
Evolution de la taille des établissements dans le commerce et réparation automobiles en Corse



Evolution du nombre d'établissements

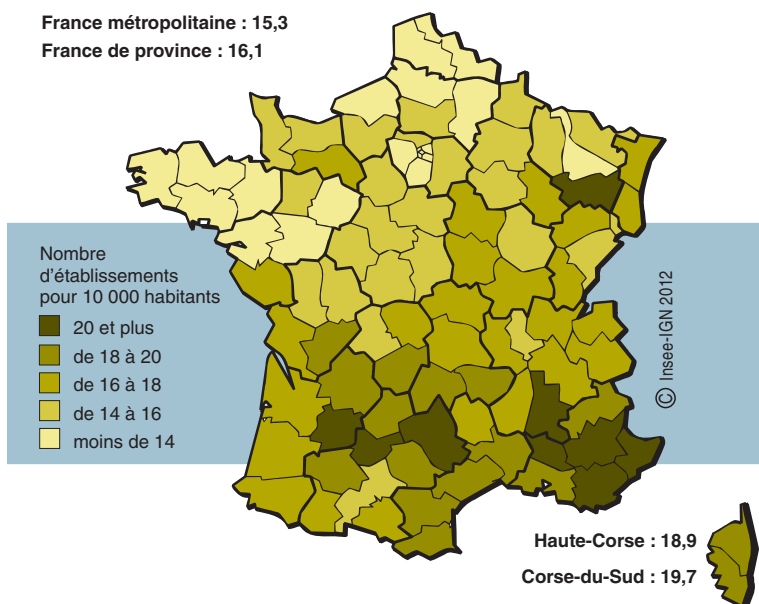


Evolution du taux de création d'entreprises

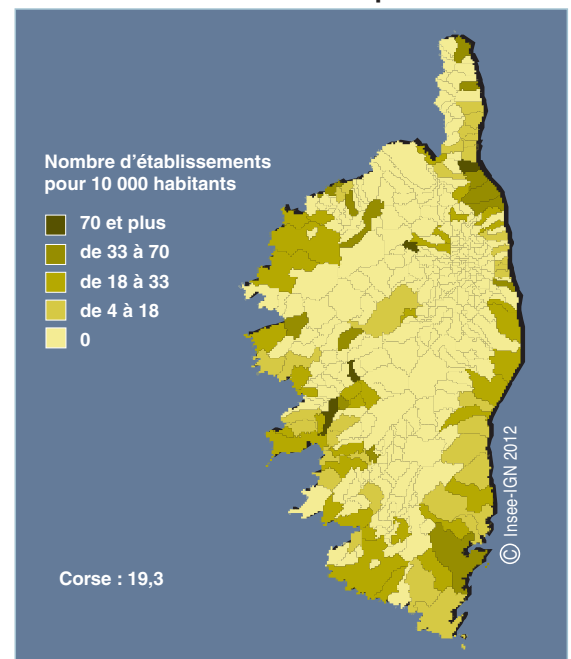


Densité d'établissements par département

France métropolitaine : 15,3
France de province : 16,1



Densité d'établissements par commune



Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements.

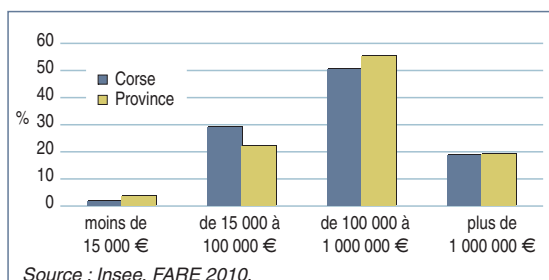
Données économiques

Les cinq plus gros établissements du commerce et réparation automobiles en Corse en 2012

	Commune	Tranche d'effectifs salariés
Doria Automobiles	Bastia	[50;99]
Balesi Automobile	Porto-Vecchio	[50;99]
Ajaccio Automobiles	Ajaccio	[20;49]
Isociete Insulaire Automobiles	Bastia	[20;49]
Sa Pietri Automobiles	Porto-Vecchio	[20;49]

Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements.

Répartition des entreprises selon la tranche de chiffre d'affaires



Indicateurs économiques du commerce et réparation automobiles

	Corse		Province	
	Ensemble des entreprises	Entreprises de moins de 110 M d'euros de CA	Ensemble des entreprises	
Chiffre d'affaires moyen (milliers d'euros)	1 241,2	1 394,3	1 580,7	
Taux de marge commerciale (%)	12,5	13,7	13,7	
Taux de valeur ajoutée (%)	16,3	15,9	15,3	
Taux de marge brute d'exploitation (%)	2,9	3,1	3,0	
Poids des frais de personnel (%)	81,3	79,6	79,1	
Taux de productivité apparente du travail (milliers d'euros)	54,8	56,0	56,5	
Taux de rendement apparent du capital (%)	96,1	112,5	111,1	
Taux d'endettement (%)	18,8	21,7	20,7	

Source : Insee, FARE 2010.

Salariés

Effectifs des établissements employeurs

	Commerce et réparation automobiles		Commerce
	Corse	Province	Corse
Effectifs totaux dans l'année 2010	2 200	417 000	21 000
Effectifs au 1 ^{er} janvier 2010	1 750	320 900	13 900
Effectifs au 1 ^{er} juillet 2010	1 900	327 400	16 500
Evolution 2008-2011 au 31/12 (%)	0,1	- 2,2	2,0

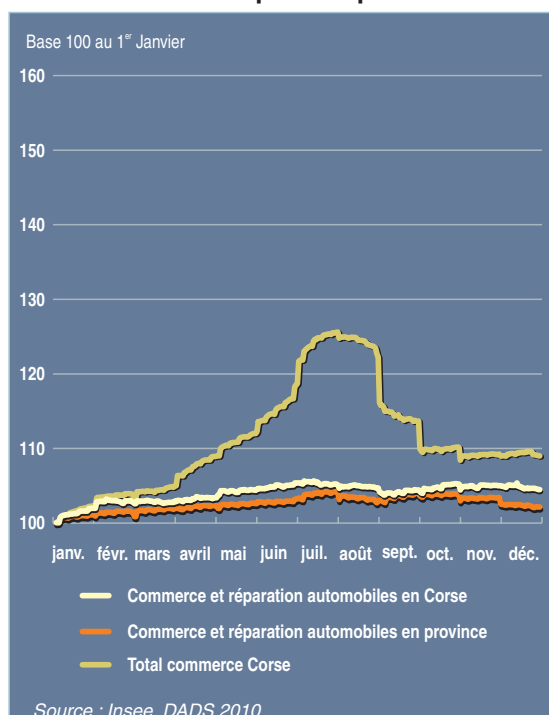
Sources : Insee, DADS 2010, CLAP 2008-2011.

Profil des salariés

	Commerce et réparation automobiles		Commerce
	Corse	Province	Corse
Chefs d'entreprise, cadres	10,1	7,8	8,1
Professions intermédiaires	9,7	13,0	9,9
Employés de commerce	6,4	5,7	51,5
Autres employés	16,1	14,8	10,0
Ouvriers	57,7	58,7	20,6
Part des femmes	17,2	18,0	50,9
Part des moins de 30 ans	35,6	38,6	39,4
Part des 55 ans et plus	7,6	6,9	7,9

Source : Insee, DADS 2010.

Evolution de l'emploi au quotidien en 2010



Conditions d'emploi

	Commerce et réparation automobiles		Commerce
	Corse	Province	Corse
Part des emplois à temps partiel (%)	11,1	10,6	25,2
CDI (%)	82,7	81,5	68,3
CDD (%)	8,4	8,3	28,2
Part des emplois de moins de 3 mois (%)	9,6	9,5	18,9
Part des apprentis/stagiaires/emplois aidés (%)	8,8	8,5	3,1
Salaire horaire net médian (euros)	9,7	9,6	9,3

Source : Insee, DADS 2010.

Commerce de gros

Entreprises en 2012

Principales caractéristiques

	Commerce de gros		Commerce
	Corse	Province	Corse
Nombre d'entreprises	977	121 331	5 521
Taux de création 2012 (%)	12,8	13,1	12,5
Part des auto-entrepreneurs (%)	3,8	3,6	7,6
Part des personnes physiques (%)	29,3	27,3	43,9
Part des 60 ans ou plus chez les personnes physiques (%)	18,5	19,4	20,2

Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements.

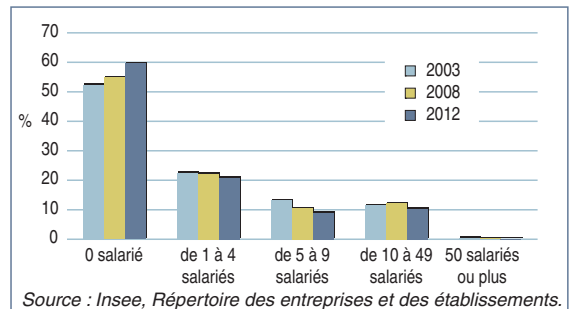
Etablissements en 2012

Répartition des établissements selon la tranche d'effectifs salariés

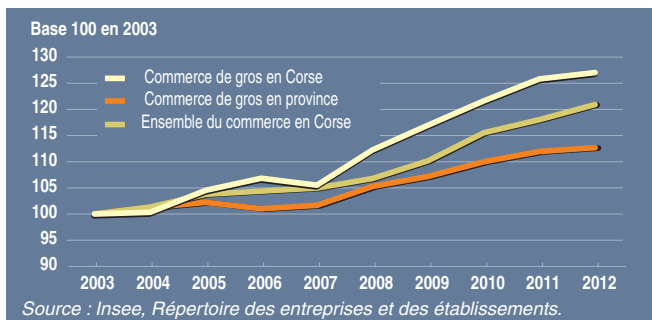
	Commerce de gros		Commerce
	Corse	Province	Corse
Nombre d'établissements	1 151	155 958	6 595
0 salarié	685	87 417	3 952
De 1 à 4 salariés	240	35 205	1 828
De 5 à 9 salariés	104	16 091	501
De 10 à 49 salariés	119	15 341	285
50 salariés ou plus	3	1 904	29

Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements.

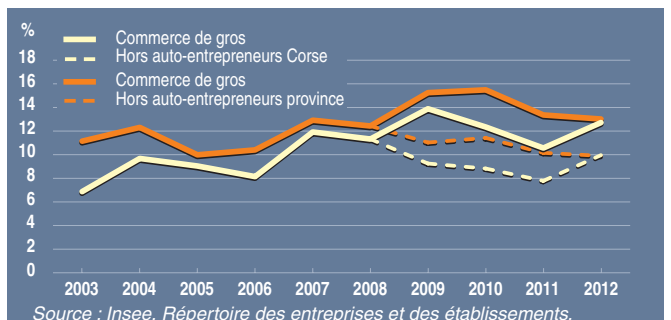
Evolution de la taille des établissements dans le commerce de gros en Corse



Evolution du nombre d'établissements

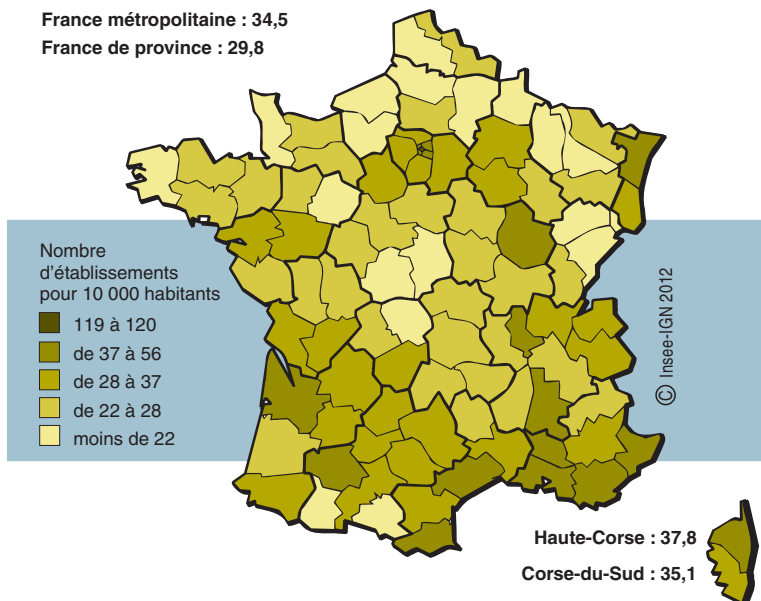


Evolution du taux de création d'entreprises

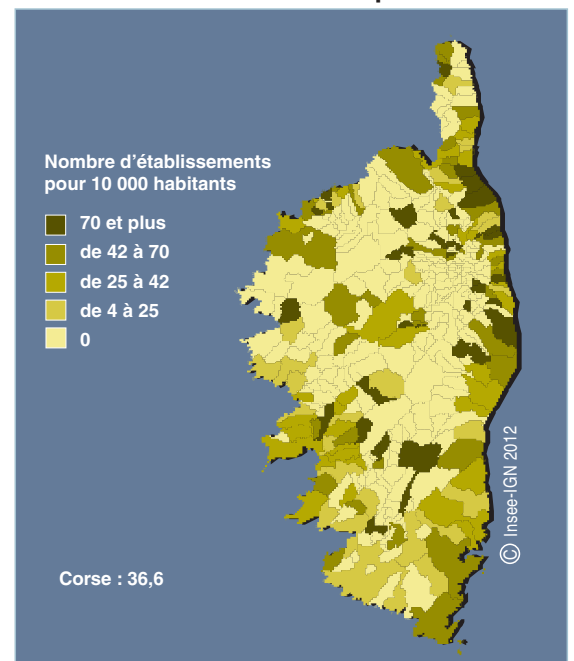


Densité d'établissements par département

France métropolitaine : 34,5
France de province : 29,8



Densité d'établissements par commune



Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements.

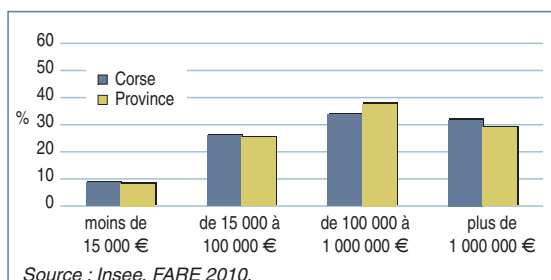
Données économiques

Les cinq plus gros établissements du commerce de gros en Corse en 2012

	Commune	Tranche d'effectifs salariés
Sas Anchetti	Sarrola-Carcopino	[50;99]
Vibel	Sarrola-Carcopino	[50;99]
Unigros 2	Bastia	[50;99]
Etablissements Castelli	Porto-Vecchio	[20;49]
Codim 2	Furiani	[20;49]

Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements.

Répartition des entreprises selon la tranche de chiffre d'affaires



Indicateurs économiques du commerce de gros

	Corse		Province	
	Ensemble des entreprises	Entreprises de moins de 110 M d'euros de CA	Ensemble des entreprises	Entreprises de moins de 110 M d'euros de CA
Chiffre d'affaires moyen (milliers d'euros)	1 944,6	2 141,4	3 528,5	2 141,4
Taux de marge commerciale (%)	24,0	22,4	19,0	22,4
Taux de valeur ajoutée (%)	16,9	16,4	13,5	16,4
Taux de marge brute d'exploitation (%)	5,6	4,3	3,8	4,3
Poids des frais de personnel (%)	65,8	72,1	69,8	72,1
Taux de productivité apparente du travail (milliers d'euros)	72,8	73,3	76,9	73,3
Taux de rendement apparent du capital (%)	83,2	107,1	88,3	107,1
Taux d'endettement (%)	11,4	18,6	17,9	18,6

Source : Insee, FARE 2010.

Salariés

Effectifs des établissements employeurs

	Commerce de gros		Commerce
	Corse	Province	Corse
Effectifs totaux dans l'année 2010	4 600	936 600	21 000
Effectifs au 1 ^{er} janvier 2010	3 350	697 300	13 900
Effectifs au 1 ^{er} juillet 2010	3 800	721 800	16 500
Evolution 2008-2011 au 31/12 (%)	0,6	- 1,1	2,0

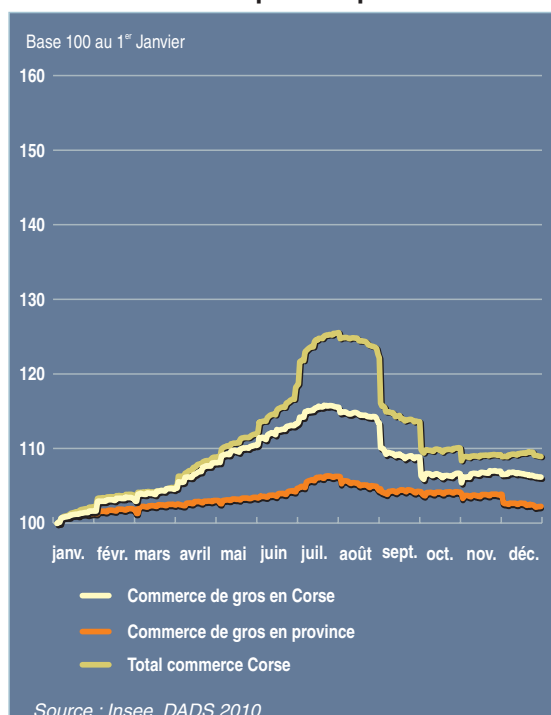
Sources : Insee, DADS 2010, CLAP 2008-2011.

Profil des salariés

	Commerce de gros		Commerce
	Corse	Province	Corse
Chefs d'entreprise, cadres	10,9	14,2	8,1
Professions intermédiaires	14,1	23,7	9,9
Employés de commerce	18,4	15,0	51,5
Autres employés	16,4	16,0	10,0
Ouvriers	40,3	30,9	20,6
Part des femmes	28,7	33,0	50,9
Part des moins de 30 ans	30,3	26,2	39,4
Part des 55 ans et plus	10,3	8,7	7,9

Source : Insee, DADS 2010.

Evolution de l'emploi au quotidien en 2010



Conditions d'emploi

	Commerce de gros		Commerce
	Corse	Province	Corse
Part des emplois à temps partiel (%)	11,2	12,5	25,2
CDI (%)	78,5	83,7	68,3
CDD (%)	18,9	10,5	28,2
Part des emplois de moins de 3 mois (%)	12,7	11,3	18,9
Part des apprentis/stagiaires/emplois aidés (%)	3,0	1,7	3,1
Salaire horaire net médian (euros)	10,5	10,7	9,3

Source : Insee, DADS 2010.

Commerce de gros alimentaire

Entreprises en 2012

Principales caractéristiques

	Commerce de gros alimentaire		Commerce
	Corse	Province	Corse
Nombre d'entreprises	197	15 766	5 521
Taux de création 2012 (%)	4,6	7,4	12,5
Part des auto-entrepreneurs (%)	0,5	1,3	7,6
Part des personnes physiques (%)	6,6	9,7	43,9
Part des 60 ans ou plus chez les personnes physiques (%)	30,8	22,6	20,2

Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements.

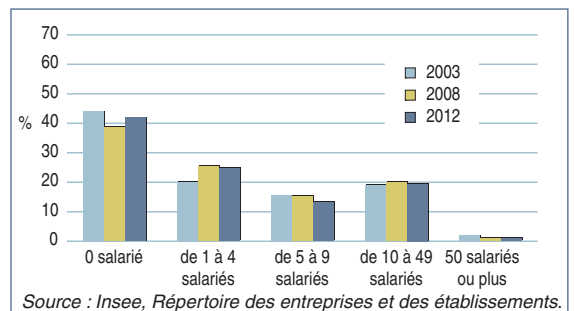
Etablissements en 2012

Répartition des établissements selon la tranche d'effectifs salariés

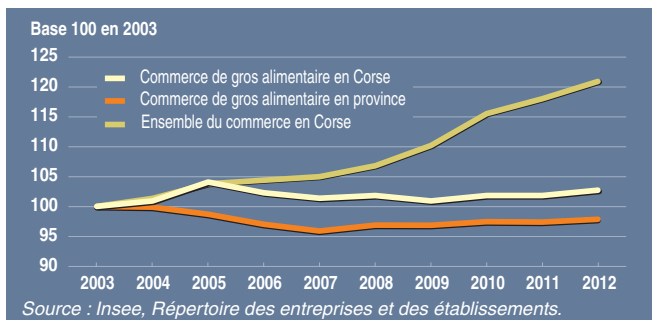
	Commerce de gros alimentaire		Commerce
	Corse	Province	Corse
Nombre d'établissements	227	19 043	6 595
0 salarié	95	9 522	3 952
De 1 à 4 salariés	56	4 652	1 828
De 5 à 9 salariés	30	1 897	501
De 10 à 49 salariés	44	2 472	285
50 salariés ou plus	2	500	29

Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements.

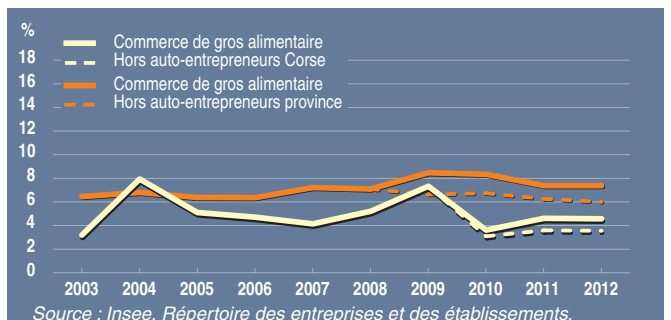
Evolution de la taille des établissements dans le commerce de gros alimentaire en Corse



Evolution du nombre d'établissements

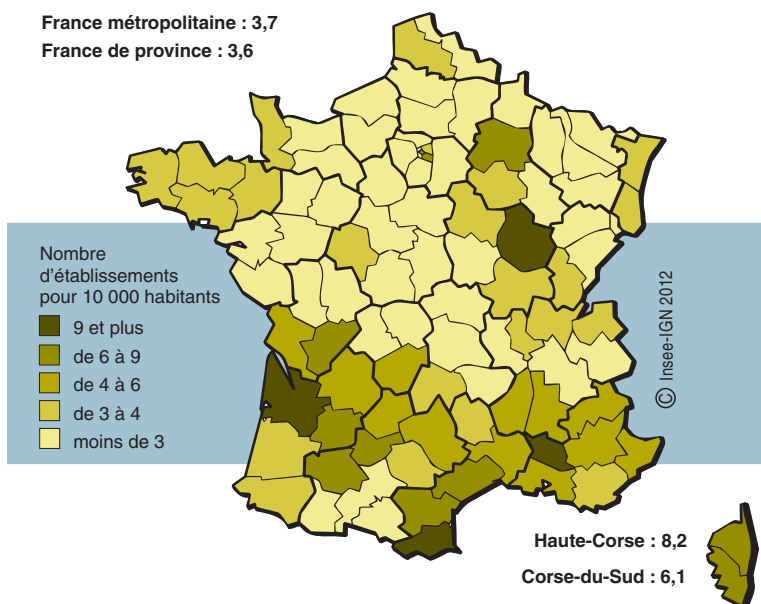


Evolution du taux de création d'entreprises

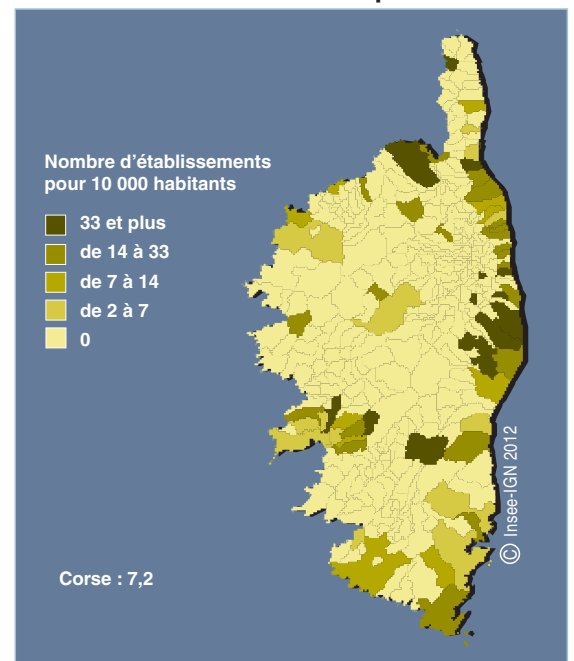


Densité d'établissements par département

France métropolitaine : 3,7
France de province : 3,6



Densité d'établissements par commune



Les cinq plus gros établissements du commerce de gros alimentaire en Corse en 2012

	Commune	Tranche d'effectifs salariés
Vibel	Sarrola-Carcopino	[50;99]
Unigros 2	Bastia	[50;99]
Codim 2	Furiani	[20;49]
Les Glacieres d'Ajaccio	Ajaccio	[20;49]
Cordirom Relais d'or Miko Ajaccio	Sarrola-Carcopino	[20;49]

Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements.

Salariés

Effectifs des établissements employeurs

	Commerce de gros alimentaire		Commerce
	Corse	Province	Corse
Effectifs totaux dans l'année 2010	1 780	196 200	21 000
Effectifs au 1 ^{er} janvier 2010	1 110	132 650	13 900
Effectifs au 1 ^{er} juillet 2010	1 420	144 400	16 500
Evolution 2008-2011 au 31/12 (%)	- 1,2	- 0,7	2,0

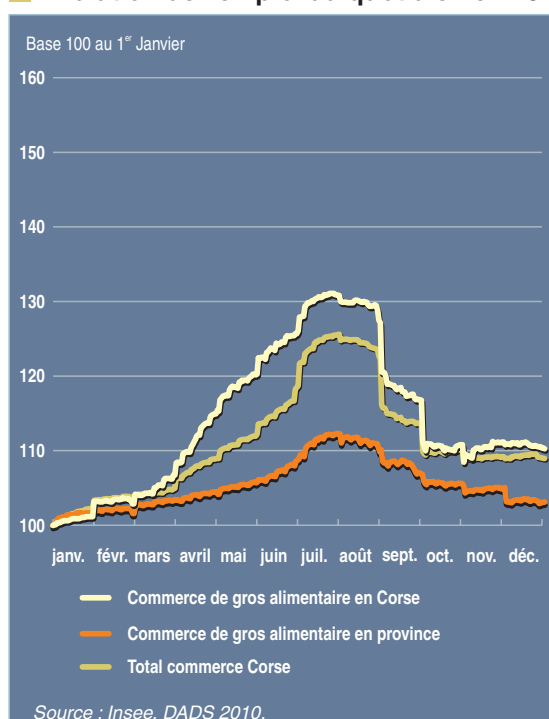
Sources : Insee, DADS 2010, CLAP 2008-2011.

Profil des salariés

	Commerce de gros alimentaire		Commerce
	Corse	Province	Corse
Chefs d'entreprise, cadres	10,9	9,0	8,1
Professions intermédiaires	12,4	16,2	9,9
Employés de commerce	15,4	17,1	51,5
Autres employés	15,3	13,4	10,0
Ouvriers	46,0	44,3	20,6
Part des femmes	27,8	37,8	50,9
Part des moins de 30 ans	33,9	30,1	39,4
Part des 55 ans et plus	10,5	9,3	7,9

Source : Insee, DADS 2010.

Evolution de l'emploi au quotidien en 2010



Conditions d'emploi

	Commerce de gros alimentaire		Commerce
	Corse	Province	Corse
Part des emplois à temps partiel (%)	10,3	17,2	25,2
CDI (%)	69,0	76,2	68,3
CDD (%)	27,6	22,0	28,2
Part des emplois de moins de 3 mois (%)	16,7	23,1	18,9
Part des apprentis/stagiaires/emplois aidés (%)	3,4	1,9	3,1
Salaire horaire net médian (euros)	10,1	10,0	9,3

Source : Insee, DADS 2010.

Note : les données économiques ne sont pas mentionnées pour des raisons de fiabilité statistique

Commerce de détail

Entreprises en 2012

Principales caractéristiques

	Commerce de détail		Commerce
	Corse	Province	Corse
Nombre d'entreprises	3 989	347 809	5 521
Taux de création 2012 (%)	12,4	16,0	12,5
Part des auto-entrepreneurs (%)	8,5	12,9	7,6
Part des personnes physiques (%)	48,4	53,2	43,9
Part des 60 ans ou plus chez les personnes physiques (%)	21,2	14,6	20,2

Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements.

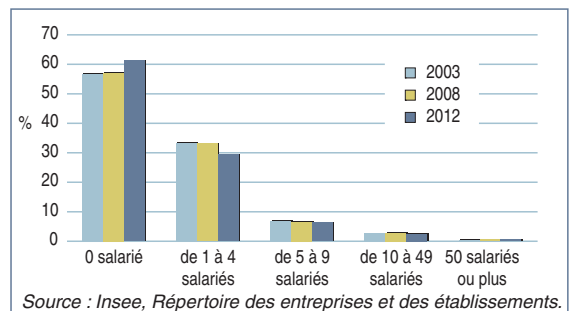
Etablissements en 2012

Répartition des établissements selon la tranche d'effectifs salariés

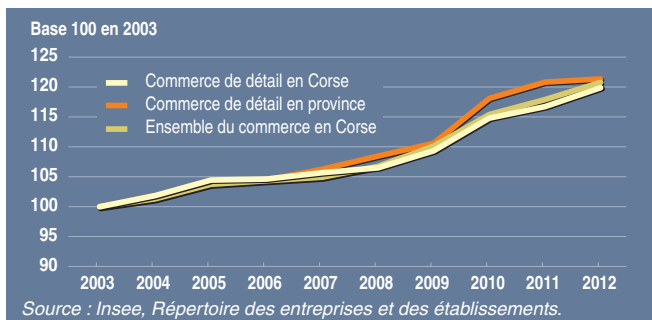
	Commerce de détail		Commerce
	Corse	Province	Corse
Nombre d'établissements	4 837	439 344	6 595
0 salarié	2 967	253 763	3 952
De 1 à 4 salariés	1 423	124 234	1 828
De 5 à 9 salariés	303	39 346	501
De 10 à 49 salariés	120	18 524	285
50 salariés ou plus	24	3 477	29

Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements.

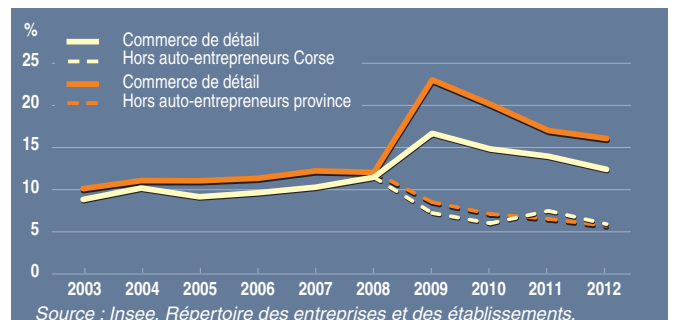
Evolution de la taille des établissements dans le commerce de détail en Corse



Evolution du nombre d'établissements

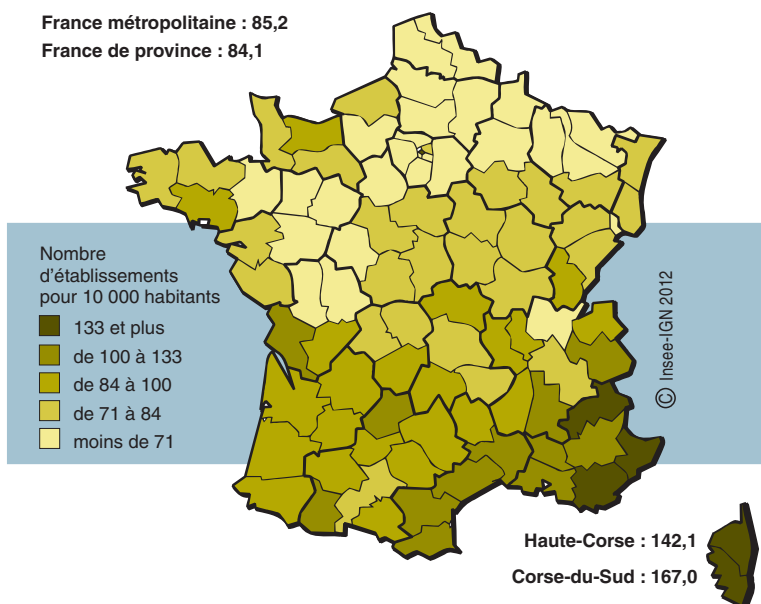


Evolution du taux de création d'entreprises

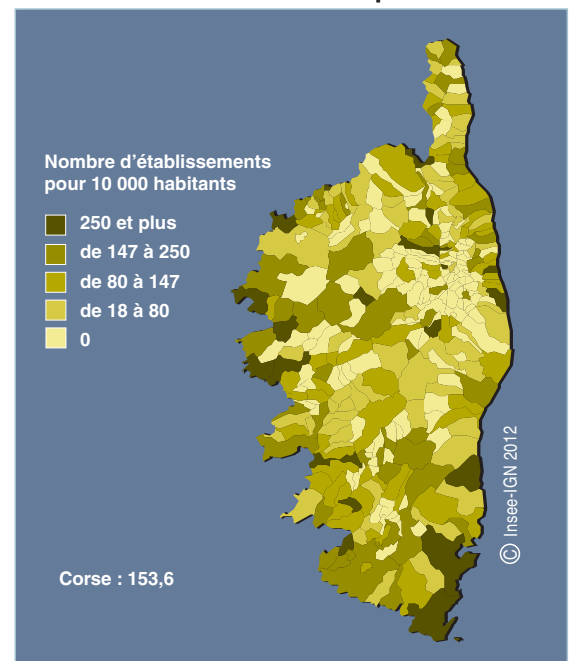


Densité d'établissements par département

France métropolitaine : 85,2
France de province : 84,1



Densité d'établissements par commune



Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements.

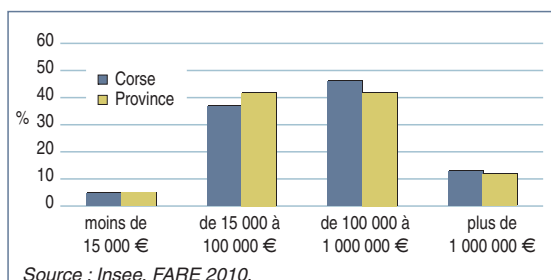
Données économiques

Les cinq plus gros établissements du commerce de détail en Corse en 2012

	Commune	Tranche d'effectifs salariés
Pacam 2	Ajaccio	[250;499]
Hyper Rocade 2	Furiani	[250;499]
Corsaire Sas	Ajaccio	[250;499]
Deca Franchise Leroy Merlin	Furiani	[150;199]
Jean Forconi sa E Leclerc	Porto-Vecchio	[150;199]

Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements.

Répartition des entreprises selon la tranche de chiffre d'affaires



Indicateurs économiques du commerce de détail

	Corse		Province	
	Ensemble des entreprises	Entreprises de moins de 110 M d'euros de CA	Ensemble des entreprises	
Chiffre d'affaires moyen (milliers d'euros)	717,8	636,5	972,8	
Taux de marge commerciale (%)	25,8	27,4	26,1	
Taux de valeur ajoutée (%)	17,8	20,4	18,8	
Taux de marge brute d'exploitation (%)	4,5	5,7	5,1	
Poids des frais de personnel (%)	73,3	70,6	71,0	
Taux de productivité apparente du travail (milliers d'euros)	52,5	58,0	56,7	
Taux de rendement apparent du capital (%)	65,3	61,4	60,7	
Taux d'endettement (%)	19,8	32,4	25,6	

Source : Insee, FARE 2010.

Salariés

Effectifs des établissements employeurs

	Commerce de détail		Commerce
	Corse	Province	Corse
Effectifs totaux dans l'année 2010	14 200	2 221 900	21 000
Effectifs au 1 ^{er} janvier 2010	8 800	1 322 600	13 900
Effectifs au 1 ^{er} juillet 2010	10 800	1 426 700	16 500
Evolution 2008-2011 au 31/12 (%)	2,9	0,6	2,0

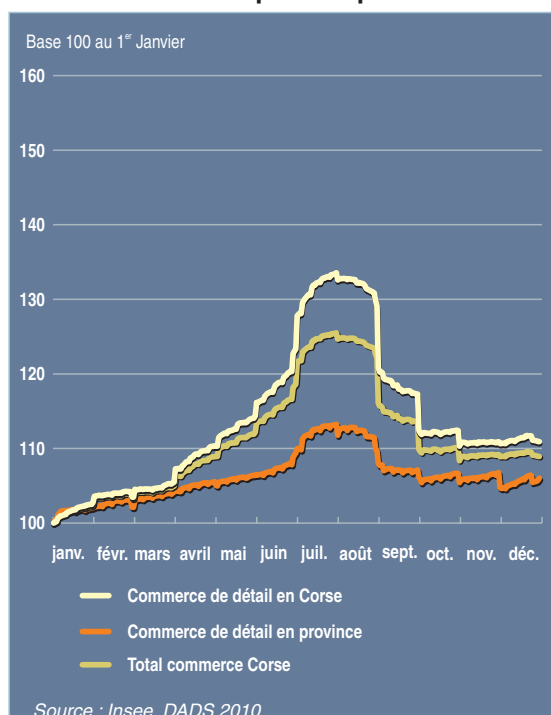
Sources : Insee, DADS 2010, CLAP 2008-2011.

Profil des salariés

	Commerce de détail		Commerce
	Corse	Province	Corse
Chefs d'entreprise, cadres	6,8	6,4	8,1
Professions intermédiaires	8,5	11,6	9,9
Employés de commerce	69,1	66,5	51,5
Autres employés	7,0	6,7	10,0
Ouvriers	8,6	8,8	20,6
Part des femmes	63,3	66,1	50,9
Part des moins de 30 ans	29,5	48,8	39,4
Part des 55 ans et plus	7,2	5,7	7,9

en %
Source : Insee, DADS 2010.

Evolution de l'emploi au quotidien en 2010



Conditions d'emploi

	Commerce de détail		Commerce
	Corse	Province	Corse
Part des emplois à temps partiel (%)	31,8	39,5	25,2
CDI (%)	62,9	65,3	68,3
CDD (%)	34,0	30,8	28,2
Part des emplois de moins de 3 mois (%)	22,4	31,5	18,9
Part des apprentis/stagiaires/emplois aidés (%)	2,2	3,9	3,1
Salaire horaire net médian (euros)	8,8	8,8	9,3

Source : Insee, DADS 2010.

Equipement de la personne

Entreprises en 2012

Principales caractéristiques

	Equipement de la personne		Commerce
	Corse	Province	Corse
Nombre d'entreprises	868	43 448	5 521
Taux de création 2012 (%)	10,0	10,5	12,5
Part des auto-entrepreneurs (%)	2,9	3,3	7,6
Part des personnes physiques (%)	41,5	35,9	43,9
Part des 60 ans ou plus chez les personnes physiques (%)	19,7	19,1	20,2

Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements.

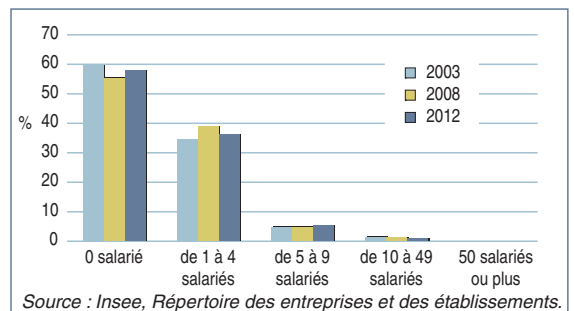
Etablissements en 2012

Répartition des établissements selon la tranche d'effectifs salariés

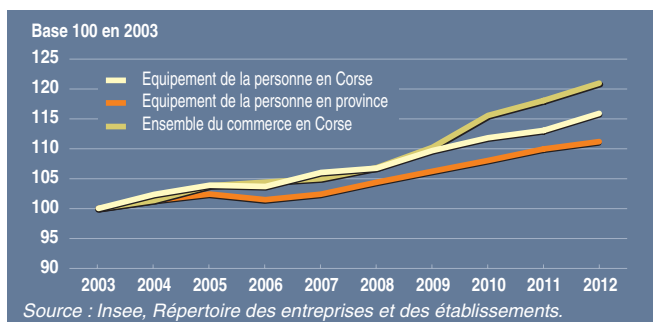
	Equipement de la personne		Commerce
	Corse	Province	Corse
Nombre d'établissements	1 139	73 680	6 595
0 salarié	658	30 623	3 952
De 1 à 4 salariés	411	29 999	1 828
De 5 à 9 salariés	60	10 515	501
De 10 à 49 salariés	10	2 494	285
50 salariés ou plus	0	49	29

Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements.

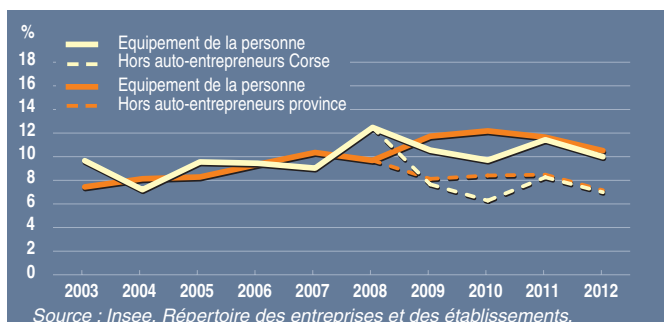
Evolution de la taille des établissements dans le commerce d'équipement de la personne en Corse



Evolution du nombre d'établissements

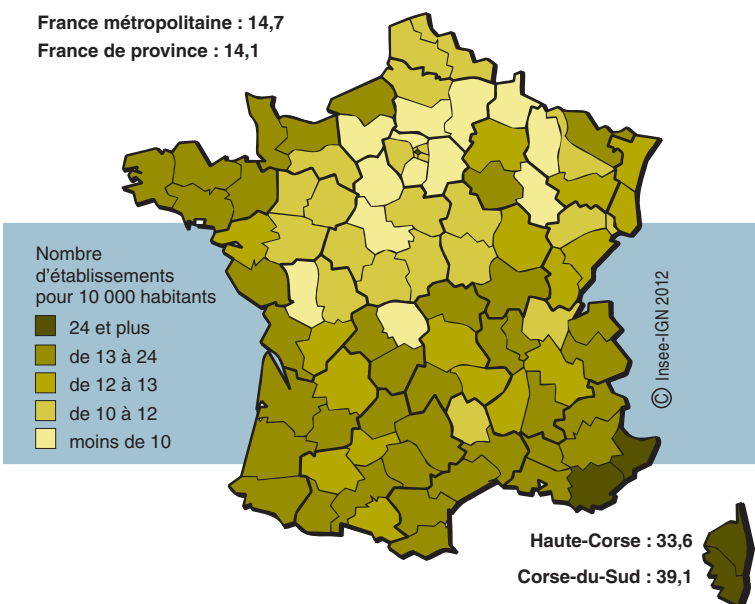


Evolution du taux de création d'entreprises

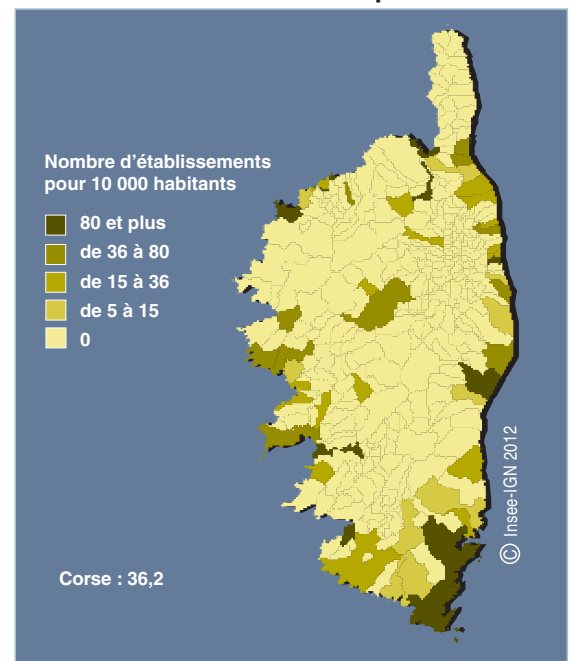


Densité d'établissements par département

France métropolitaine : 14,7
France de province : 14,1



Densité d'établissements par commune



Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements.

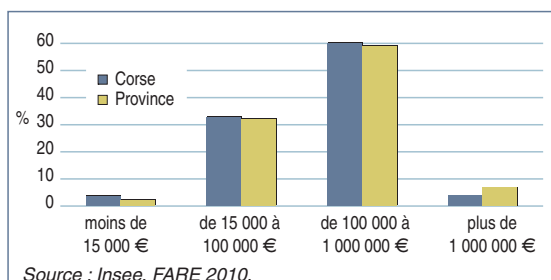
Données économiques

Les cinq plus gros établissements du commerce d'équipement de la personne en Corse en 2012

	Commune	Tranche d'effectifs salariés
Bijouterie Vannucci	Bastia	[1;19]
Soc Ajaccienne diffusion text Kiabi	Ajaccio	[1;19]
Societe VM	Porto-Vecchio	[1;19]
Elittex	Biguglia	[1;19]
Gifal Mango	Ajaccio	[1;19]

Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements.

Répartition des entreprises selon la tranche de chiffre d'affaires



Indicateurs économiques du commerce d'équipement de la personne

	Corse		Province	
	Ensemble des entreprises	Entreprises de moins de 110 M d'euros de CA	Ensemble des entreprises	
Chiffre d'affaires moyen (milliers d'euros)	281,4	394,0	576,0	
Taux de marge commerciale (%)	38,7	41,4	41,2	
Taux de valeur ajoutée (%)	27,2	27,4	27,4	
Taux de marge brute d'exploitation (%)	9,0	7,0	8,2	
Poids des frais de personnel (%)	66,0	73,5	68,4	
Taux de productivité apparente du travail (milliers d'euros)	52,4	51,3	53,7	
Taux de rendement apparent du capital (%)	59,1	57,8	58,2	
Taux d'endettement (%)	20,1	28,2	24,8	

Source : Insee, FARE 2010.

Salariés

Effectifs des établissements employeurs

	Equipement de la personne		Commerce
	Corse	Province	Corse
Effectifs totaux dans l'année 2010	1 900	338 300	21 000
Effectifs au 1 ^{er} janvier 2010	1 150	170 700	13 900
Effectifs au 1 ^{er} juillet 2010	1 400	194 600	16 500
Evolution 2008-2011 au 31/12 (%)	3,1	2,6	2,0

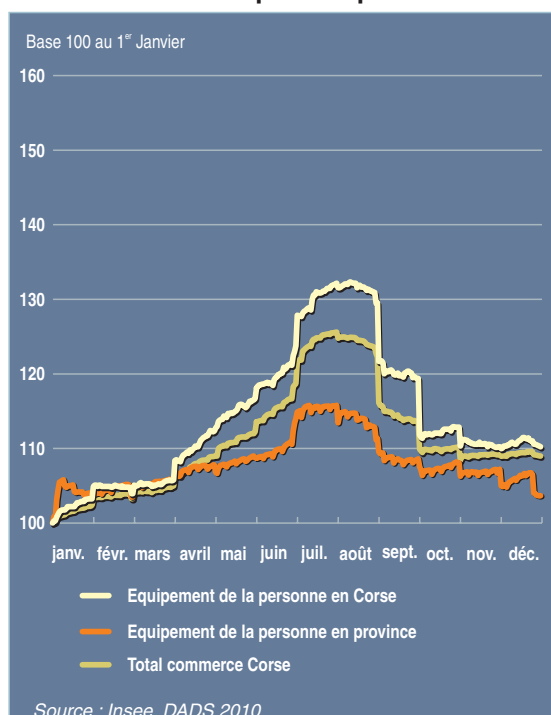
Sources : Insee, DADS 2010, CLAP 2008-2011.

Profil des salariés

	Equipement de la personne		Commerce
	Corse	Province	Corse
Chefs d'entreprise, cadres	8,1	5,2	8,1
Professions intermédiaires	2,9	5,3	9,9
Employés de commerce	81,4	81,5	51,5
Autres employés	6,5	5,2	10,0
Ouvriers	1,1	2,8	20,6
Part des femmes	88,8	87,4	50,9
Part des moins de 30 ans	45,4	59,0	39,4
Part des 55 ans et plus	6,7	4,8	7,9

Source : Insee, DADS 2010.

Evolution de l'emploi au quotidien en 2010



Conditions d'emploi

	Equipement de la personne		Commerce
	Corse	Province	Corse
Part des emplois à temps partiel (%)	31,8	46,4	25,2
CDI (%)	63,6	56,9	68,3
CDD (%)	32,8	39,8	28,2
Part des emplois de moins de 3 mois (%)	22,6	40,6	18,9
Part des apprentis/stagiaires/emplois aidés (%)	3,6	4,2	3,1
Salaire horaire net médian (euros)	8,2	8,5	9,3

Source : Insee, DADS 2010.

Equipement du foyer

Entreprises en 2012

Principales caractéristiques

	Equipement du foyer		Commerce
	Corse	Province	Corse
Nombre d'entreprises	471	45 241	5 521
Taux de création 2012 (%)	7,4	9,7	12,5
Part des auto-entrepreneurs (%)	4,9	5,1	7,6
Part des personnes physiques (%)	29,1	36,2	43,9
Part des 60 ans ou plus chez les personnes physiques (%)	19,0	13,2	20,2

Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements.

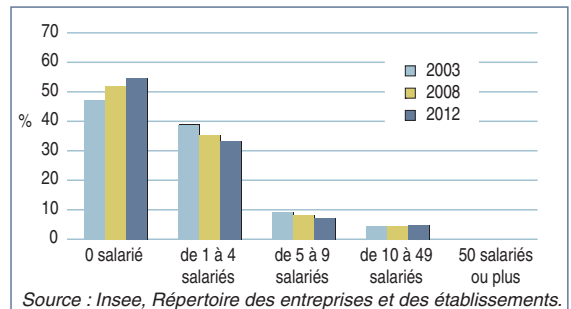
Etablissements en 2012

Répartition des établissements selon la tranche d'effectifs salariés

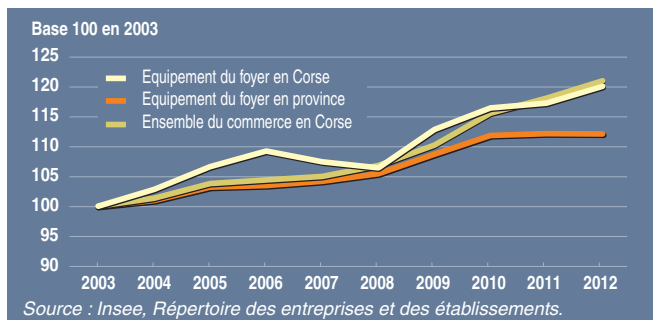
	Equipement du foyer		Commerce
	Corse	Province	Corse
Nombre d'établissements	600	59 922	6 595
0 salarié	327	30 066	3 952
De 1 à 4 salariés	200	20 854	1 828
De 5 à 9 salariés	44	5 610	501
De 10 à 49 salariés	29	3 102	285
50 salariés ou plus	0	290	29

Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements.

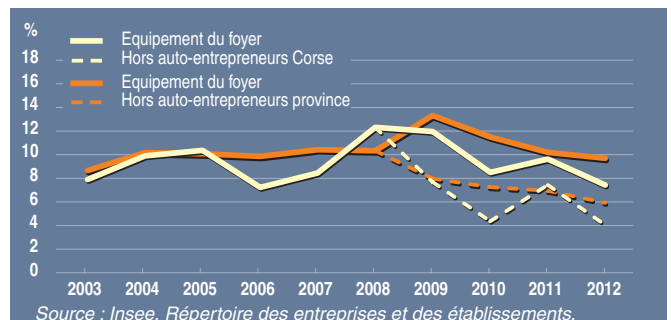
Evolution de la taille des établissements dans le commerce d'équipement du foyer en Corse



Evolution du nombre d'établissements

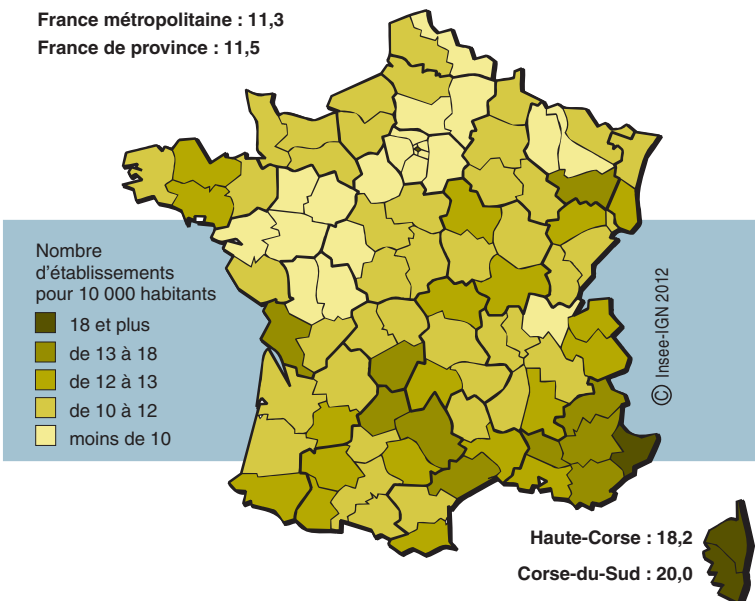


Evolution du taux de création d'entreprises

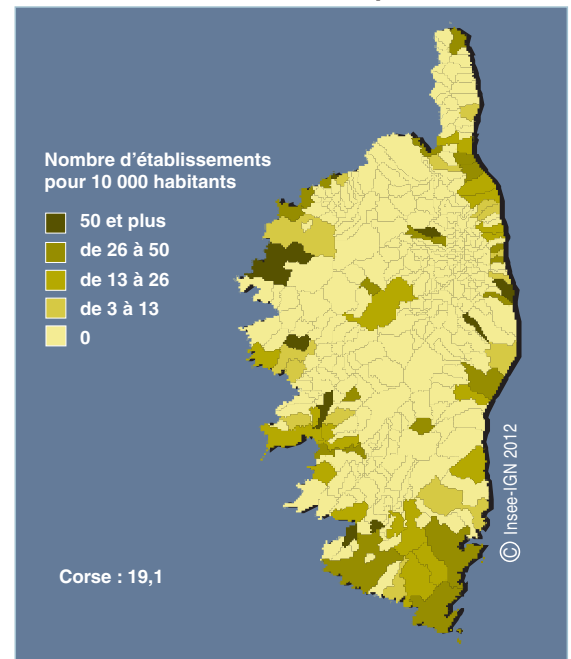


Densité d'établissements par département

France métropolitaine : 11,3
France de province : 11,5



Densité d'établissements par commune



Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements.

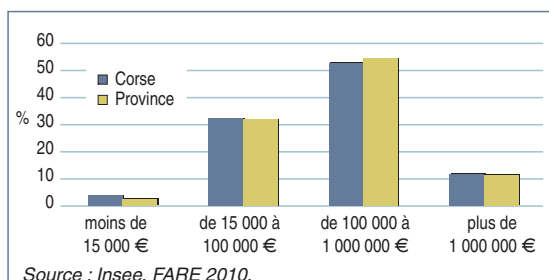
Données économiques

Les cinq plus gros établissements du commerce d'équipement du foyer en Corse en 2012

	Commune	Tranche d'effectifs salariés
Conforama France Conforama	Sarrola-Carcopino	[20;49]
Conforama France	Furiani	[20;49]
Furone Exploitation	Afa	[20;49]
L'tub Video	Ajaccio	[20;49]
Flash	Porto-Vecchio	[20;49]

Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements.

Répartition des entreprises selon la tranche de chiffre d'affaires



Indicateurs économiques du commerce d'équipement du foyer

	Corse		Province	
	Ensemble des entreprises	Entreprises de moins de 110 M d'euros de CA	Ensemble des entreprises	
Chiffre d'affaires moyen (milliers d'euros)	507,7	545,6	796,6	
Taux de marge commerciale (%)	29,8	32,7	29,5	
Taux de valeur ajoutée (%)	22,1	22,5	20,0	
Taux de marge brute d'exploitation (%)	5,1	4,2	3,9	
Poids des frais de personnel (%)	76,0	80,2	79,4	
Taux de productivité apparente du travail (milliers d'euros)	53,7	53,7	53,9	
Taux de rendement apparent du capital (%)	85,4	80,6	77,1	
Taux d'endettement (%)	15,8	24,8	21,5	

Source : Insee, FARE 2010.

Salariés

Effectifs des établissements employeurs

	Equipement du foyer		Commerce
	Corse	Province	Corse
Effectifs totaux dans l'année 2010	1 350	268 100	21 000
Effectifs au 1 ^{er} janvier 2010	950	169 850	13 900
Effectifs au 1 ^{er} juillet 2010	1 100	182 600	16 500
Evolution 2008-2011 au 31/12 (%)	0,3	1,9	2,0

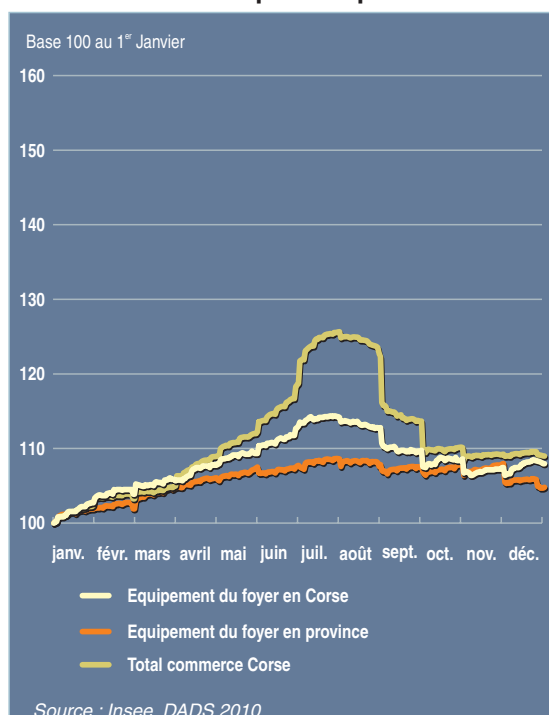
Sources : Insee, DADS 2010, CLAP 2008-2011.

Profil des salariés

	Equipement du foyer		Commerce
	Corse	Province	Corse
Chefs d'entreprise, cadres	11,7	7,3	8,1
Professions intermédiaires	8,9	10,9	9,9
Employés de commerce	52,0	58,1	51,5
Autres employés	11,8	10,8	10,0
Ouvriers	15,6	12,8	20,6
Part des femmes	47,3	54,1	50,9
Part des moins de 30 ans	39,1	46,4	39,4
Part des 55 ans et plus	8,3	6,4	7,9

Source : Insee, DADS 2010.

Evolution de l'emploi au quotidien en 2010



Conditions d'emploi

	Equipement du foyer		Commerce
	Corse	Province	Corse
Part des emplois à temps partiel (%)	18,7	26,4	25,2
CDI (%)	71,5	68,0	68,3
CDD (%)	24,5	24,7	28,2
Part des emplois de moins de 3 mois (%)	15,7	25,8	18,9
Part des apprentis/stagiaires/emplois aidés (%)	1,7	5,2	3,1
Salaire horaire net médian (euros)	9,6	9,3	9,3

Source : Insee, DADS 2010.

Culture et loisirs

Entreprises en 2012

Principales caractéristiques

	Culture et loisirs		Commerce
	Corse	Province	Corse
Nombre d'entreprises	295	21 660	5 521
Taux de création 2012 (%)	4,7	6,6	12,5
Part des auto-entrepreneurs (%)	1,7	2,4	7,6
Part des personnes physiques (%)	35,6	40,6	43,9
Part des 60 ans ou plus chez les personnes physiques (%)	13,3	14,0	20,2

Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements.

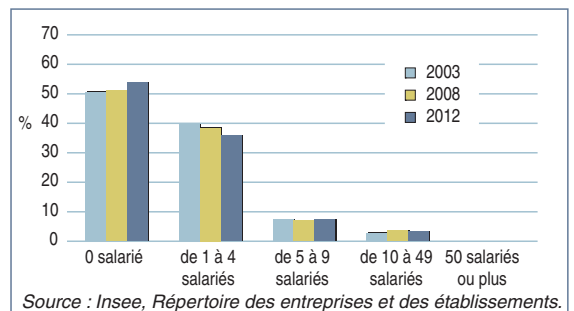
Etablissements en 2012

Répartition des établissements selon la tranche d'effectifs salariés

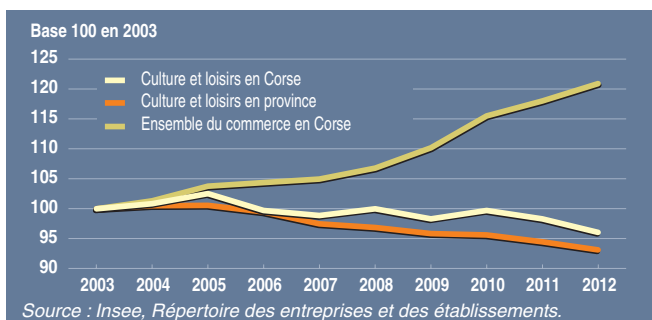
	Culture et loisirs		Commerce
	Corse	Province	Corse
Nombre d'établissements	341	26 643	6 595
0 salarié	183	13 396	3 952
De 1 à 4 salariés	122	9 568	1 828
De 5 à 9 salariés	25	2 216	501
De 10 à 49 salariés	11	1 349	285
50 salariés ou plus	0	114	29

Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements.

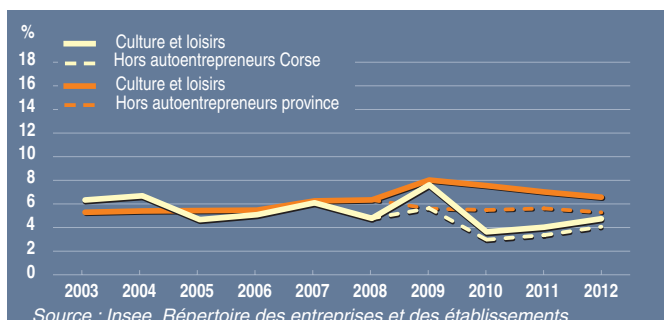
Evolution de la taille des établissements dans le commerce de culture et loisirs en Corse



Evolution du nombre d'établissements

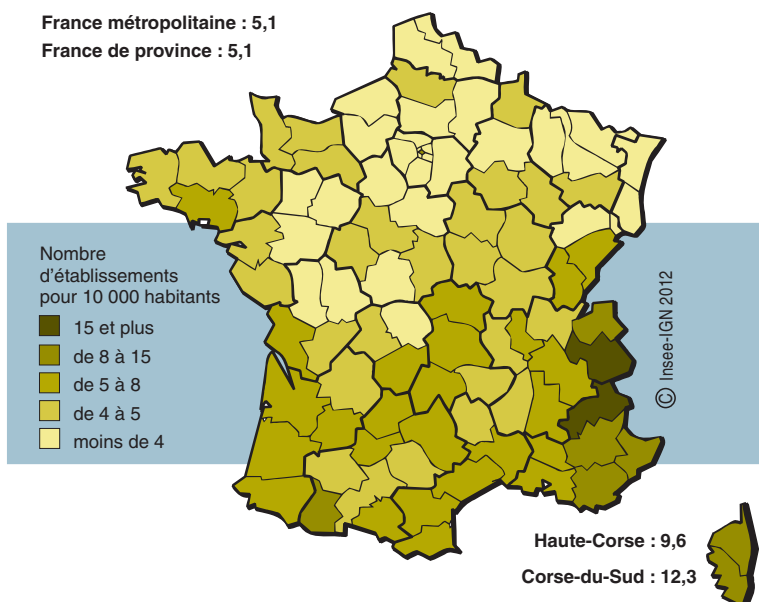


Evolution du taux de création d'entreprises

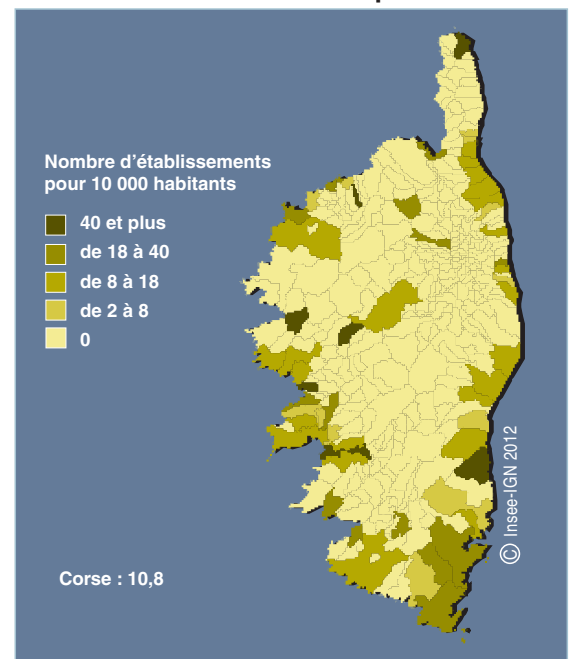


Densité d'établissements par département

France métropolitaine : 5,1
France de province : 5,1



Densité d'établissements par commune



Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements.

Les cinq plus gros établissements du commerce de culture et loisirs en Corse en 2012

	Commune	Tranche d'effectifs salariés
Decathlon	Sarrola-Carcopino	[20;49]
Porto Vecchio Marine	Porto-Vecchio	[20;49]
GPA Sport Intersport	Ajaccio	[1;19]
Sport Sud	Porto-Vecchio	[1;19]
Solenzara Marine Service	Sari-Solenzara	[1;19]

Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements.

Salariés

Effectifs des établissements employeurs

	Culture et loisirs		Commerce
	Corse	Province	Corse
Effectifs totaux dans l'année 2010	830	121 700	21 000
Effectifs au 1 ^{er} janvier 2010	510	70 900	13 900
Effectifs au 1 ^{er} juillet 2010	660	76 950	16 500
Evolution 2008-2011 au 31/12 (%)	0,3	- 3,1	2,0

Sources : Insee, DADS 2010, CLAP 2008-2011.

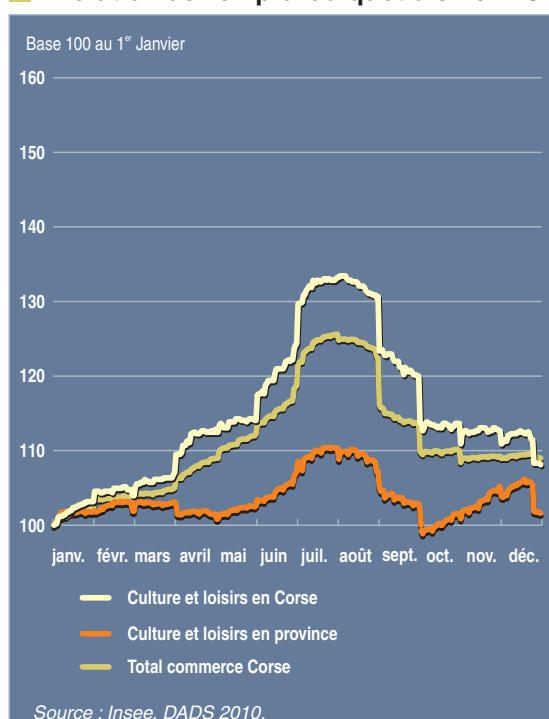
Profil des salariés

en %

	Culture et loisirs		Commerce
	Corse	Province	Corse
Chefs d'entreprise, cadres	7,1	7,1	8,1
Professions intermédiaires	6,1	5,7	9,9
Employés de commerce	65,2	75,1	51,5
Autres employés	7,2	6,3	10,0
Ouvriers	14,3	5,8	20,6
Part des femmes	57,5	54,8	50,9
Part des moins de 30 ans	41,3	56,4	39,4
Part des 55 ans et plus	13,7	5,0	7,9

Source : Insee, DADS 2010.

Evolution de l'emploi au quotidien en 2010



Conditions d'emploi

	Culture et loisirs		Commerce
	Corse	Province	Corse
Part des emplois à temps partiel (%)	21,5	36,2	25,2
CDI (%)	63,8	56,7	68,3
CDD (%)	33,1	39,3	28,2
Part des emplois de moins de 3 mois (%)	19,3	33,1	18,9
Part des apprentis/stagiaires/emplois aidés (%)	3,0	4,0	3,1
Salaire horaire net médian (euros)	8,4	8,5	9,3

Source : Insee, DADS 2010.

Note : les données économiques ne sont pas mentionnées pour des raisons de fiabilité statistique

Pharmacies et santé

Entreprises en 2012

Principales caractéristiques

	Pharmacies et santé		Commerce
	Corse	Province	Corse
Nombre d'entreprises	218	28 577	5 521
Taux de création 2012 (%)	6,0	3,0	12,5
Part des auto-entrepreneurs (%)	0,0	0,2	7,6
Part des personnes physiques (%)	42,2	27,4	43,9
Part des 60 ans ou plus chez les personnes physiques (%)	30,4	20,2	20,2

Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements.

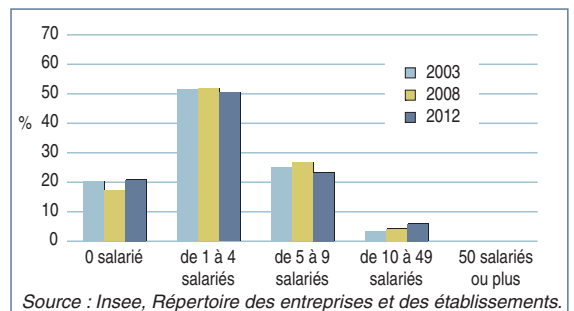
Etablissements en 2012

Répartition des établissements selon la tranche d'effectifs salariés

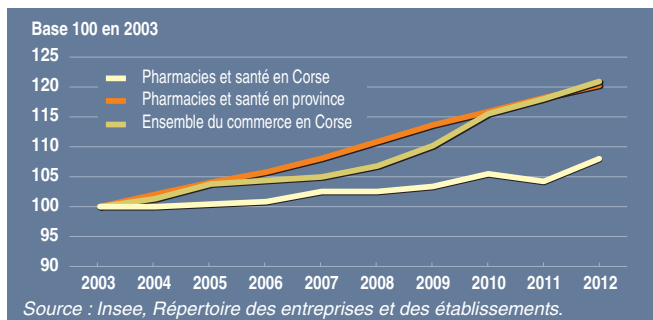
	Pharmacies et santé		Commerce
	Corse	Province	Corse
Nombre d'établissements	256	34 134	6 595
0 salarié	53	5 736	3 952
De 1 à 4 salariés	129	16 889	1 828
De 5 à 9 salariés	59	9 398	501
De 10 à 49 salariés	15	2 096	285
50 salariés ou plus	0	15	29

Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements.

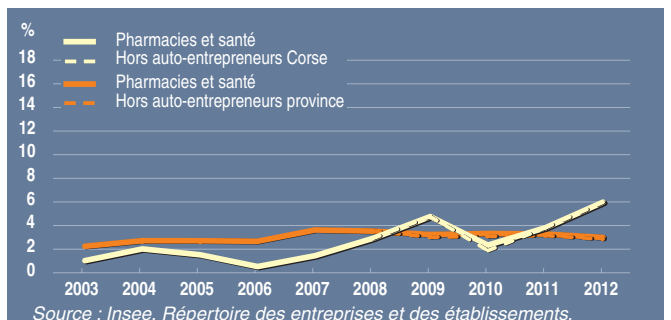
Evolution de la taille des établissements dans le commerce de pharmacies et santé en Corse



Evolution du nombre d'établissements

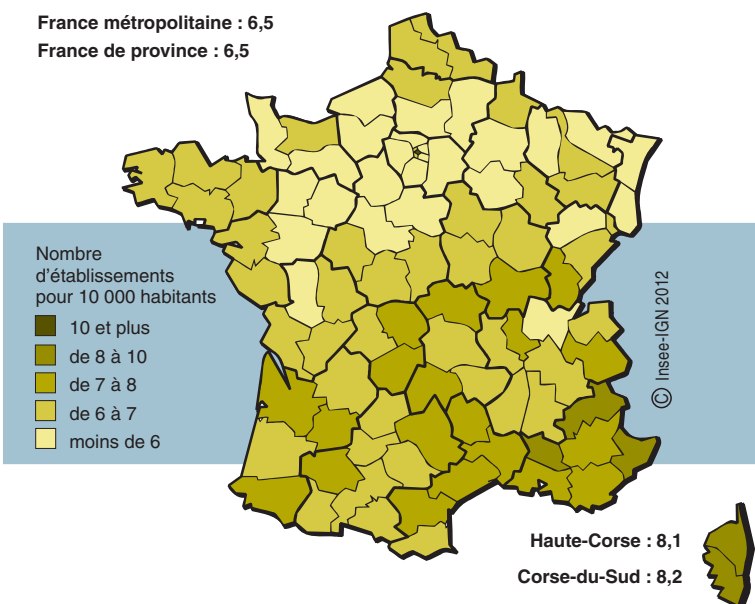


Evolution du taux de création d'entreprises

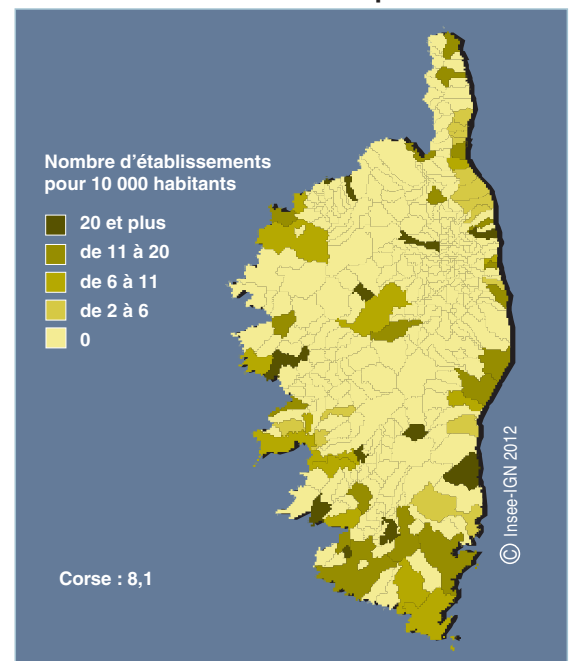


Densité d'établissements par département

France métropolitaine : 6,5
France de province : 6,5



Densité d'établissements par commune



Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements.

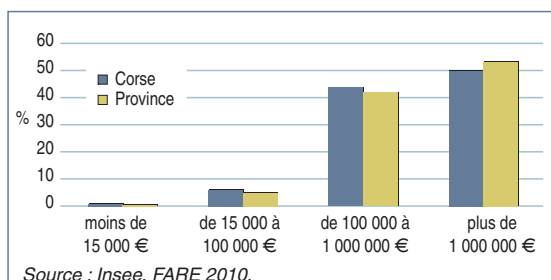
Données économiques

Les cinq plus gros établissements du commerce de pharmacies et santé en Corse en 2012

	Commune	Tranche d'effectifs salariés
SNC Defendini Gallucci	Porto-Vecchio	[20;49]
Codaccioni Mattei	Ajaccio	[1;19]
SNC Pharmacie Bujoli Guidicelli	Ajaccio	[1;19]
Pharmacie Sophie Colonna De Cinarca	Ajaccio	[1;19]
Pharmacie du Stade	Ajaccio	[1;19]
Casabianca	Peri	[1;19]

Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements.

Répartition des entreprises selon la tranche de chiffre d'affaires



Indicateurs économiques du commerce de pharmacies et santé

	Corse		Province	
	Ensemble des entreprises	Entreprises de moins de 110 M d'euros de CA	Ensemble des entreprises	Entreprises de moins de 110 M d'euros de CA
Chiffre d'affaires moyen (milliers d'euros)	1 142,0	1 223,9	1 223,9	1 223,9
Taux de marge commerciale (%)	30,8	30,7	30,7	30,7
Taux de valeur ajoutée (%)	25,4	26,1	26,1	26,1
Taux de marge brute d'exploitation (%)	9,6	9,2	9,2	9,2
Poids des frais de personnel (%)	60,8	63,6	63,6	63,6
Taux de productivité apparente du travail (milliers d'euros)	82,0	87,5	87,5	87,5
Taux de rendement apparent du capital (%)	48,3	44,9	44,9	44,9
Taux d'endettement (%)	33,5	43,8	43,8	43,8

Source : Insee, FARE 2010.

Salariés

Effectifs des établissements employeurs

	Pharmacies et santé		Commerce
	Corse	Province	Corse
Effectifs totaux dans l'année 2010	1 120	196 700	21 000
Effectifs au 1 ^{er} janvier 2010	850	140 300	13 900
Effectifs au 1 ^{er} juillet 2010	920	147 750	16 500
Evolution 2008-2011 au 31/12 (%)	0,5	0,2	2,0

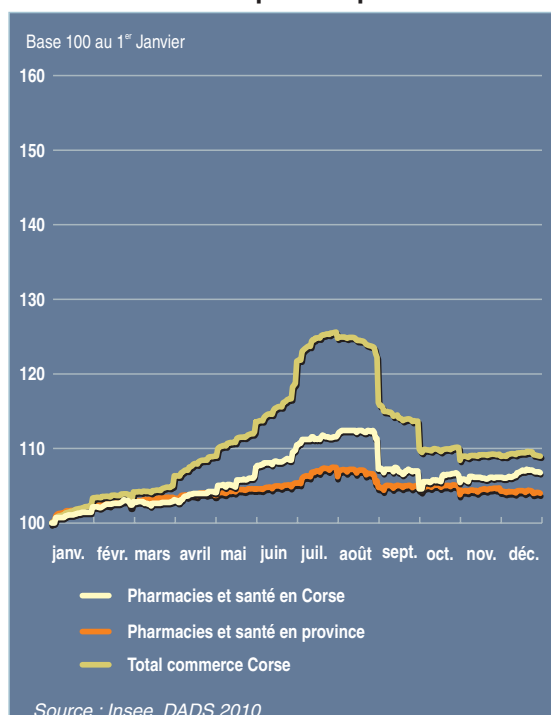
Sources : Insee, DADS 2010, CLAP 2008-2011.

Profil des salariés

	Pharmacies et santé		Commerce
	Corse	Province	Corse
Chefs d'entreprise, cadres	20,9	21,6	8,1
Professions intermédiaires	44,2	45,2	9,9
Employés de commerce	18,9	13,0	51,5
Autres employés	9,9	12,8	10,0
Ouvriers	6,1	7,4	20,6
Part des femmes	80,5	80,7	50,9
Part des moins de 30 ans	36,9	38,7	39,4
Part des 55 ans et plus	8,2	8,8	7,9

Source : Insee, DADS 2010.

Evolution de l'emploi au quotidien en 2010



Conditions d'emploi

	Pharmacies et santé		Commerce
	Corse	Province	Corse
Part des emplois à temps partiel (%)	27,5	37,8	25,2
CDI (%)	76,0	74,6	68,3
CDD (%)	16,8	19,9	28,2
Part des emplois de moins de 3 mois (%)	13,0	19,5	18,9
Part des apprentis/stagiaires/emplois aidés (%)	7,5	8,8	3,1
Salaire horaire net médian (euros)	10,0	10,4	9,3

Source : Insee, DADS 2010.

Commerce alimentaire spécialisé

Entreprises en 2012

Principales caractéristiques

	Commerce alimentaire spécialisé		Commerce
	Corse	Province	Corse
Nombre d'entreprises	556	38 446	5 521
Taux de création 2012 (%)	9,2	9,0	12,5
Part des auto-entrepreneurs (%)	3,6	2,4	7,6
Part des personnes physiques (%)	56,8	47,3	43,9
Part des 60 ans ou plus chez les personnes physiques (%)	26,6	12,3	20,2

Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements.

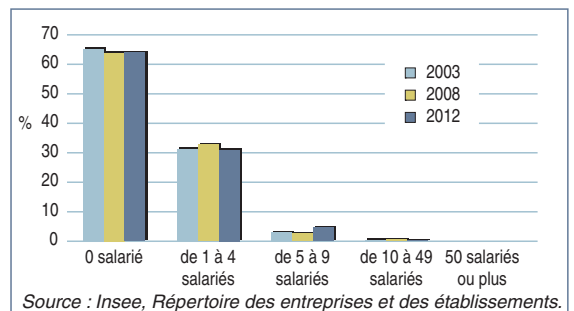
Etablissements en 2012

Répartition des établissements selon la tranche d'effectifs salariés

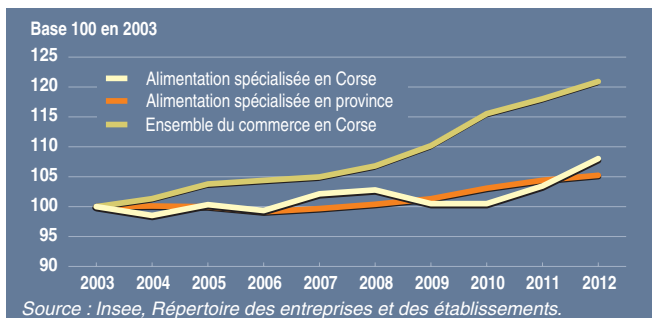
	Commerce alimentaire spécialisé		Commerce
	Corse	Province	Corse
Nombre d'établissements	659	46 436	6 595
0 salarié	422	24 082	3 952
De 1 à 4 salariés	204	18 191	1 828
De 5 à 9 salariés	31	3 090	501
De 10 à 49 salariés	2	1 049	285
50 salariés ou plus	0	24	29

Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements.

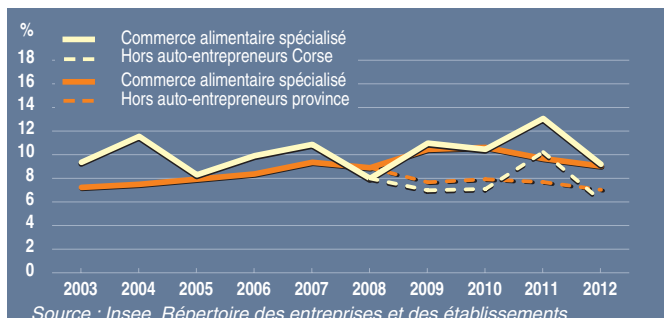
Evolution de la taille des établissements dans le commerce alimentaire spécialisé en Corse



Evolution du nombre d'établissements

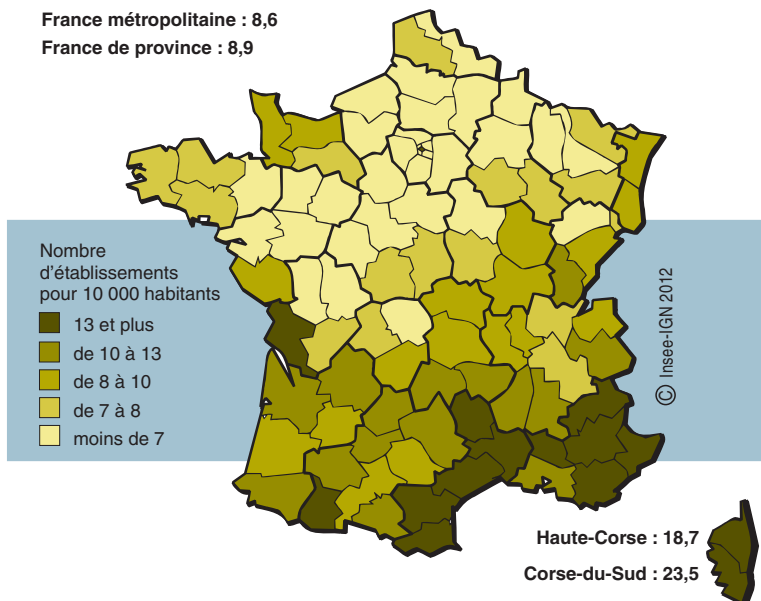


Evolution du taux de création d'entreprises

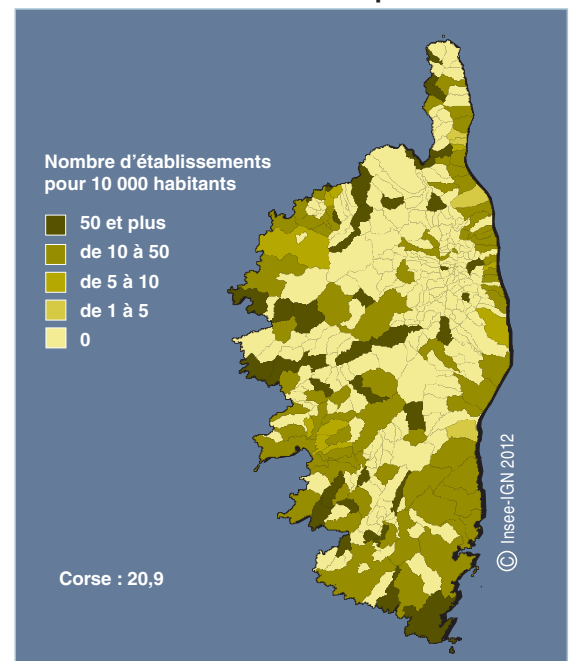


Densité d'établissements par département

France métropolitaine : 8,6
France de province : 8,9



Densité d'établissements par commune



Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements.

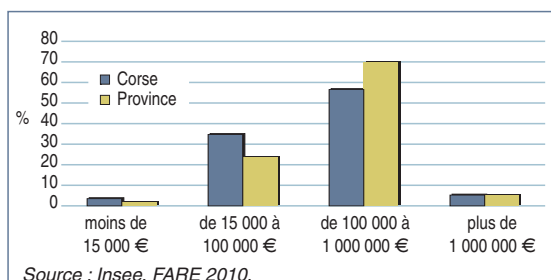
Données économiques

Les cinq plus gros établissements du commerce alimentaire spécialisé en Corse en 2012

	Commune	Tranche d'effectifs salariés
Société Corse biologique	Ajaccio	[1;19]
Au bon pain de Franchini	Ajaccio	[1;19]
MIAS	Ajaccio	[1;19]
Grimaldi Chocolatier	Ajaccio	[1;19]
Le Chemin des Vignobles	Ajaccio	[1;19]

Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements.

Répartition des entreprises selon la tranche de chiffre d'affaires



Source : Insee, FARE 2010.

Indicateurs économiques du commerce alimentaire spécialisé

	Corse		Province	
	Ensemble des entreprises	Entreprises de moins de 110 M d'euros de CA	Ensemble des entreprises	
Chiffre d'affaires moyen (milliers d'euros)	283,8	361,6	398,0	
Taux de marge commerciale (%)	27,4	32,0	32,1	
Taux de valeur ajoutée (%)	25,3	25,7	25,1	
Taux de marge brute d'exploitation (%)	10,0	7,9	8,9	
Poids des frais de personnel (%)	59,3	67,9	63,2	
Taux de productivité apparente du travail (milliers d'euros)	62,5	58,9	63,2	
Taux de rendement apparent du capital (%)	69,3	68,1	73,0	
Taux d'endettement (%)	18,9	27,7	27,6	

Source : Insee, FARE 2010.

Salariés

Effectifs des établissements employeurs

	Commerce alimentaire spécialisé		Commerce
	Corse	Province	Corse
Effectifs totaux dans l'année 2010	950	123 300	21 000
Effectifs au 1 ^{er} janvier 2010	500	71 000	13 900
Effectifs au 1 ^{er} juillet 2010	700	78 800	16 500
Evolution 2008-2011 au 31/12 (%)	4,6	9,3	2,0

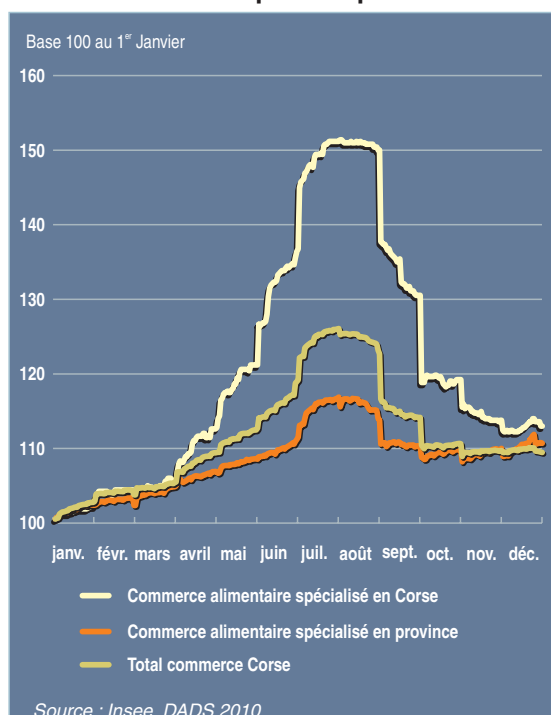
Sources : Insee, DADS 2010, CLAP 2008-2011.

Profil des salariés

	Commerce alimentaire spécialisé		Commerce
	Corse	Province	Corse
Chefs d'entreprise, cadres	5,7	3,3	8,1
Professions intermédiaires	2,8	4,2	9,9
Employés de commerce	62,1	53,3	51,5
Autres employés	6,8	7,3	10,0
Ouvriers	22,6	31,6	20,6
Part des femmes	54,0	51,4	50,9
Part des moins de 30 ans	43,0	43,7	39,4
Part des 55 ans et plus	10,0	9,6	7,9

Source : Insee, DADS 2010.

Evolution de l'emploi au quotidien en 2010



Source : Insee, DADS 2010.

Conditions d'emploi

	Commerce alimentaire spécialisé		Commerce
	Corse	Province	Corse
Part des emplois à temps partiel (%)	27,8	35,7	25,2
CDI (%)	58,6	63,7	68,3
CDD (%)	38,1	28,1	28,2
Part des emplois de moins de 3 mois (%)	22,4	30,6	18,9
Part des apprentis/stagiaires/emplois aidés (%)	3,1	8,0	3,1
Salaire horaire net médian (euros)	8,0	8,4	9,3

Source : Insee, DADS 2010.

Alimentation générale

Entreprises en 2012

Principales caractéristiques

	Alimentation générale		Commerce
	Corse	Province	Corse
Nombre d'entreprises	309	21 588	5 521
Taux de création 2012 (%)	11,0	8,9	12,5
Part des auto-entrepreneurs (%)	1,9	1,2	7,6
Part des personnes physiques (%)	41,4	38,2	43,9
Part des 60 ans ou plus chez les personnes physiques (%)	27,3	12,5	20,2

Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements.

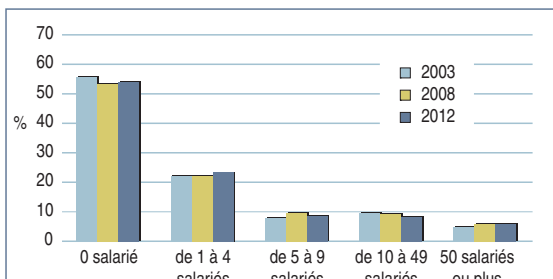
Etablissements en 2012

Répartition des établissements selon la tranche d'effectifs salariés

	Alimentation générale		Commerce
	Corse	Province	Corse
Nombre d'établissements	373	31 966	6 595
0 salarié	201	11 850	3 952
De 1 à 4 salariés	87	8 494	1 828
De 5 à 9 salariés	32	3 866	501
De 10 à 49 salariés	31	5 302	285
50 salariés ou plus	22	2 454	29

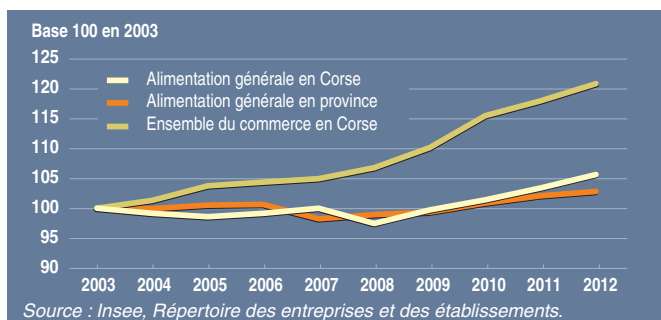
Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements.

Evolution de la taille des établissements dans le commerce d'alimentation générale en Corse



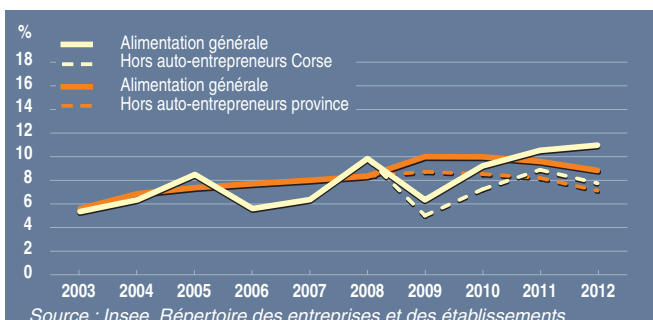
Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements.

Evolution du nombre d'établissements



Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements.

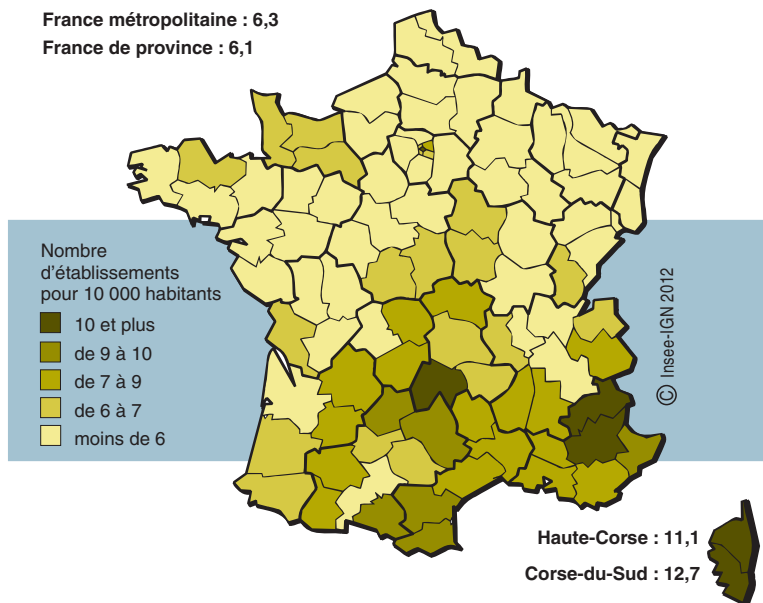
Evolution du taux de création d'entreprises



Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements.

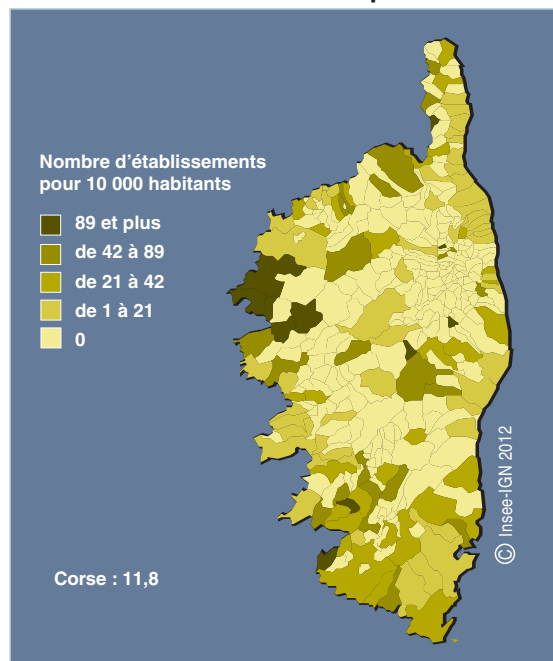
Densité d'établissements par département

France métropolitaine : 6,3
France de province : 6,1



Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements.

Densité d'établissements par commune



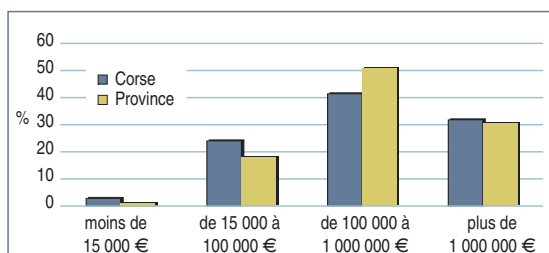
Données économiques

Les cinq plus gros établissements du commerce d'alimentation générale en Corse en 2012

	Commune	Tranche d'effectifs salariés
Pacam 2 Geant Casino	Ajaccio	[250;499]
Hyper Rocade 2 Geant Casino	Furiani	[250;499]
Corsaire Sas	Ajaccio	[250;499]
Jean Forconi Sa Hyper U	Porto-Vecchio	[150;199]
Poretta 2 Geant Casino	Porto-Vecchio	[100;149]

Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements.

Répartition des entreprises selon la tranche de chiffre d'affaires



Source : Insee, FARE 2010.

Indicateurs économiques du commerce d'alimentation générale

	Corse		Province	
	Ensemble des entreprises	Entreprises de moins de 110 M d'euros de CA	Ensemble des entreprises	
Chiffre d'affaires moyen (milliers d'euros)	3 626,0	3 969,8	7 043,8	
Taux de marge commerciale (%)	23,8	18,7	19,1	
Taux de valeur ajoutée (%)	13,1	13,6	13,9	
Taux de marge brute d'exploitation (%)	1,2	3,7	3,4	
Poids des frais de personnel (%)	90,0	70,5	73,3	
Taux de productivité apparente du travail (milliers d'euros)	41,5	48,0	48,6	
Taux de rendement apparent du capital (%)	68,5	66,5	57,9	
Taux d'endettement (%)	15,8	33,2	20,4	

Source : Insee, FARE 2010.

Salariés

Effectifs des établissements employeurs

	Alimentation générale		Commerce
	Corse	Province	Corse
Effectifs totaux dans l'année 2010	5 900	814 700	21 000
Effectifs au 1 ^{er} janvier 2010	3 400	499 100	13 900
Effectifs au 1 ^{er} juillet 2010	4 900	541 100	16 500
Evolution 2008-2011 au 31/12 (%)	3,6	0,4	2,0

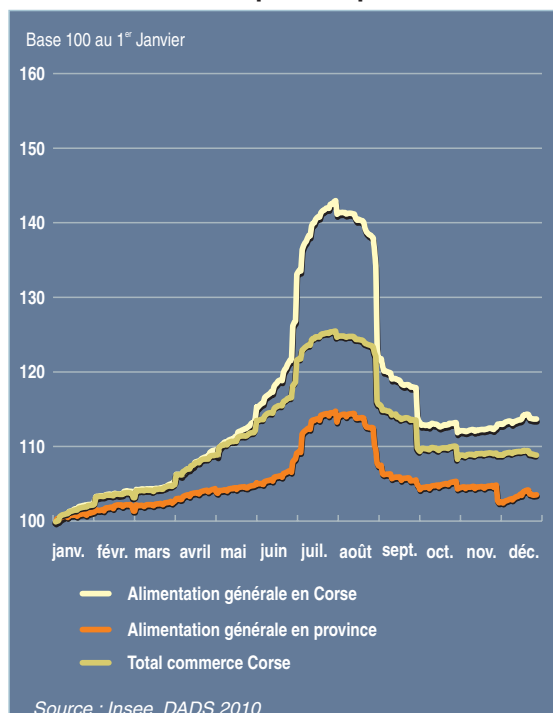
Sources : Insee, DADS 2010, CLAP 2008-2011.

Profil des salariés

	Alimentation générale		Commerce
	Corse	Province	Corse
Chefs d'entreprise, cadres	2,7	3,6	8,1
Professions intermédiaires	5,3	6,8	9,9
Employés de commerce	83,5	83,9	51,5
Autres employés	4,0	3,6	10,0
Ouvriers	4,5	6,5	20,6
Part des femmes	62,4	65,2	50,9
Part des moins de 30 ans	46,3	50,3	39,4
Part des 55 ans et plus	6,2	4,0	7,9

Source : Insee, DADS 2010.

Evolution de l'emploi au quotidien en 2010



Source : Insee, DADS 2010.

Conditions d'emploi

	Alimentation générale		Commerce
	Corse	Province	Corse
Part des emplois à temps partiel (%)	42,7	46,2	25,2
CDI (%)	56,7	64,5	68,3
CDD (%)	41,0	33,7	28,2
Part des emplois de moins de 3 mois (%)	27,7	31,7	18,9
Part des apprentis/stagiaires/emplois aidés (%)	0,8	2,4	3,1
Salaire horaire net médian (euros)	8,9	8,6	9,3

Source : Insee, DADS 2010.

Epiceries

Entreprises en 2012

Principales caractéristiques

	Epiceries		Commerce
	Corse	Province	Corse
Nombre d'entreprises	215	13 493	5 521
Taux de création 2012 (%)	14,9	11,0	12,5
Part des auto-entrepreneurs (%)	2,8	1,9	7,6
Part des personnes physiques (%)	58,6	56,7	43,9
Part des 60 ans ou plus chez les personnes physiques (%)	27,8	13,0	20,2

Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements.

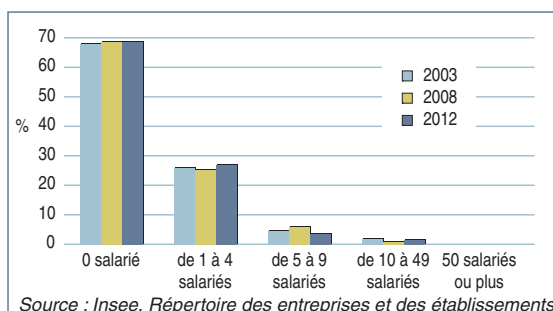
Etablissements en 2012

Répartition des établissements selon la tranche d'effectifs salariés

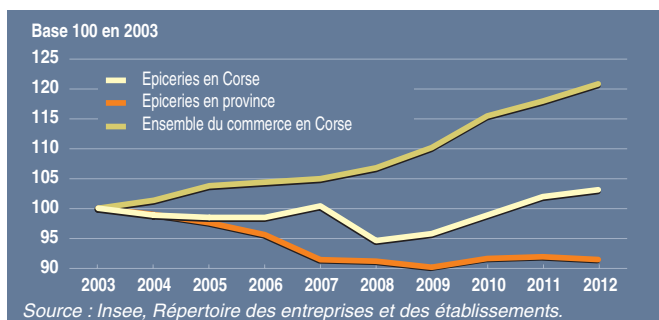
	Epiceries		Commerce
	Corse	Province	Corse
Nombre d'établissements	265	16 172	6 595
0 salarié	181	10 197	3 952
De 1 à 4 salariés	71	5 183	1 828
De 5 à 9 salariés	9	578	501
De 10 à 49 salariés	4	195	285
50 salariés ou plus	0	19	29

Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements.

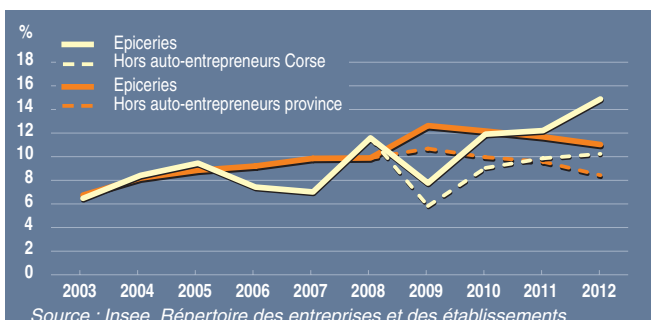
Evolution de la taille des établissements dans les épiceries en Corse



Evolution du nombre d'établissements

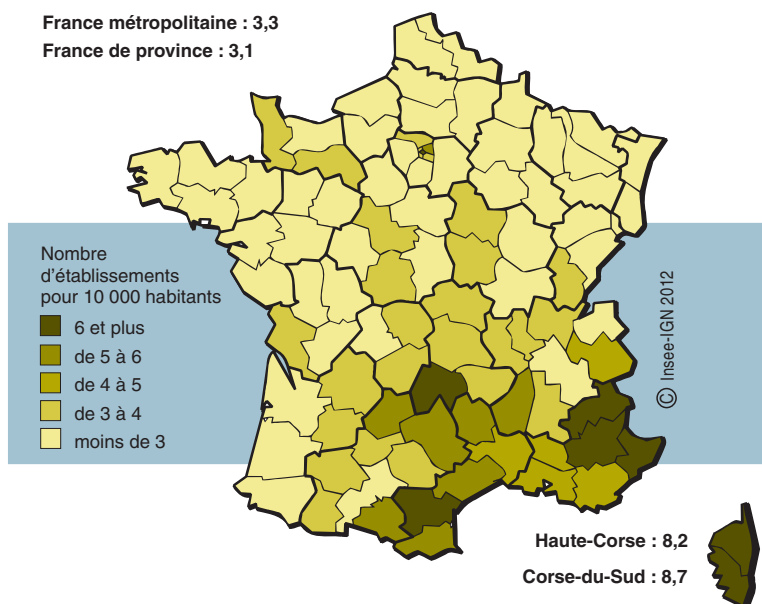


Evolution du taux de création d'entreprises

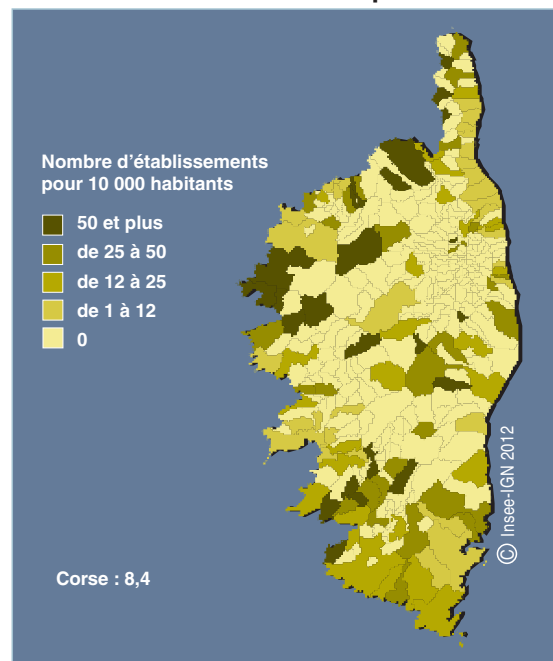


Densité d'établissements par département

France métropolitaine : 3,3
France de province : 3,1



Densité d'établissements par commune



Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements.

Les cinq plus gros établissements d'épicerie en Corse en 2012

	Commune	Tranche d'effectifs salariés
Viagenti	Pianottoli-Caldareello	[1;19]
Peri Alimentation	Peri	[1;19]
Concadis	Saint-Florent	[1;19]
Sarl A Ciriola	Corte	[1;19]
Sarl Mathieu	Sari-Solenzara	[1;19]

Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements.

Salariés

Effectifs des établissements employeurs

	Corse	Epiceries Province	Commerce Corse
Effectifs totaux dans l'année 2010	400	35 650	21 000
Effectifs au 1 ^{er} janvier 2010	200	19 050	13 900
Effectifs au 1 ^{er} juillet 2010	330	21 950	16 500
Evolution 2008-2011 au 31/12 (%)	7,0	4,7	2,0

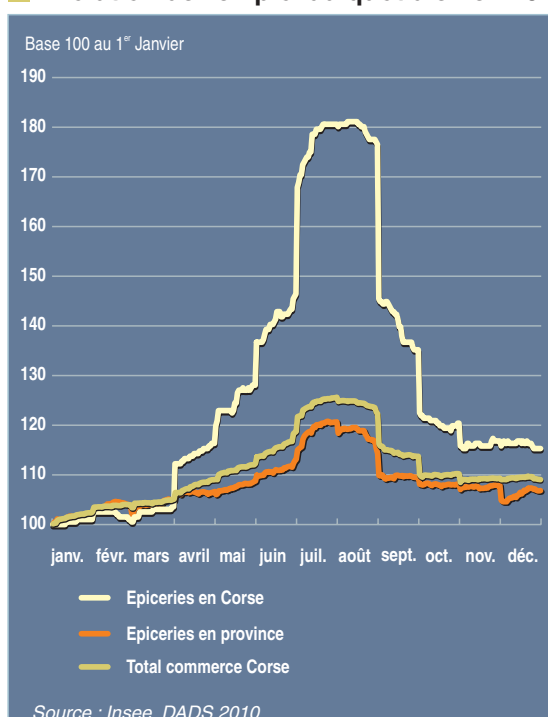
Sources : Insee, DADS 2010, CLAP 2008-2011.

Profil des salariés

	Corse	Epiceries Province	Commerce Corse
Chefs d'entreprise, cadres	5,4	2,9	8,1
Professions intermédiaires	4,2	14,6	9,9
Employés de commerce	79,5	69,7	51,5
Autres employés	4,9	4,5	10,0
Ouvriers	5,9	8,3	20,6
Part des femmes	60,3	59,9	50,9
Part des moins de 30 ans	43,7	44,0	39,4
Part des 55 ans et plus	9,6	7,1	7,9

Source : Insee, DADS 2010.

Evolution de l'emploi au quotidien en 2010



Source : Insee, DADS 2010.

Conditions d'emploi

	Corse	Epiceries Province	Commerce Corse
Part des emplois à temps partiel (%)	26,4	45,5	25,2
CDI (%)	53,1	63,8	68,3
CDD (%)	45,9	31,9	28,2
Part des emplois de moins de 3 mois (%)	30,1	35,0	18,9
Part des apprentis/stagiaires/emplois aidés (%)	1,0	3,9	3,1
Salaire horaire net médian (euros)	8,0	8,2	9,3

Source : Insee, DADS 2010.

Note : les données économiques ne sont pas mentionnées pour des raisons de fiabilité statistique

Supérettes

Entreprises en 2012

Principales caractéristiques

	Supérettes		Commerce
	Corse	Province	Corse
Nombre d'entreprises	35	2 485	5 521
Taux de création 2012 (%)	0,0	8,9	12,5
Part des auto-entrepreneurs (%)	0,0	0,2	7,6
Part des personnes physiques (%)	5,7	22,2	43,9
Part des 60 ans ou plus chez les personnes physiques (%)	0,0	5,8	20,2

Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements.

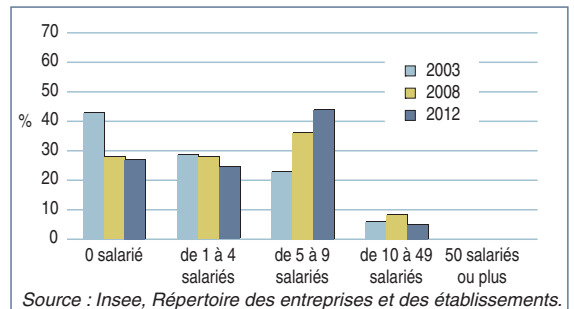
Etablissements en 2012

Répartition des établissements selon la tranche d'effectifs salariés

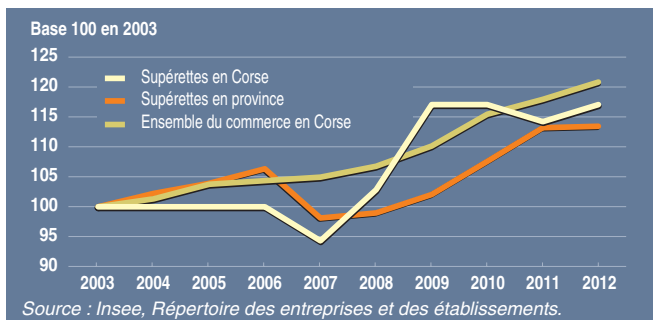
	Supérettes		Commerce
	Corse	Province	Corse
Nombre d'établissements	41	4 202	6 595
0 salarié	11	1 015	3 952
De 1 à 4 salariés	10	2 131	1 828
De 5 à 9 salariés	18	730	501
De 10 à 49 salariés	2	324	285
50 salariés ou plus	0	2	29

Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements.

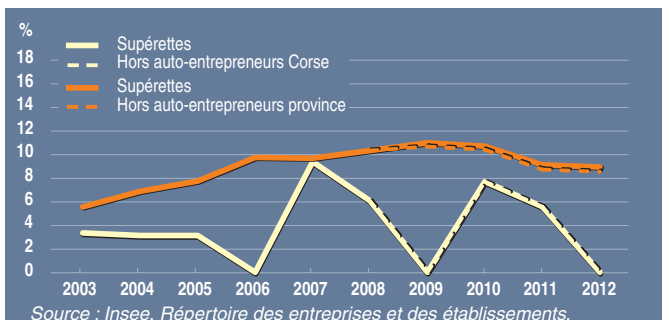
Evolution de la taille des établissements dans les supérettes en Corse



Evolution du nombre d'établissements

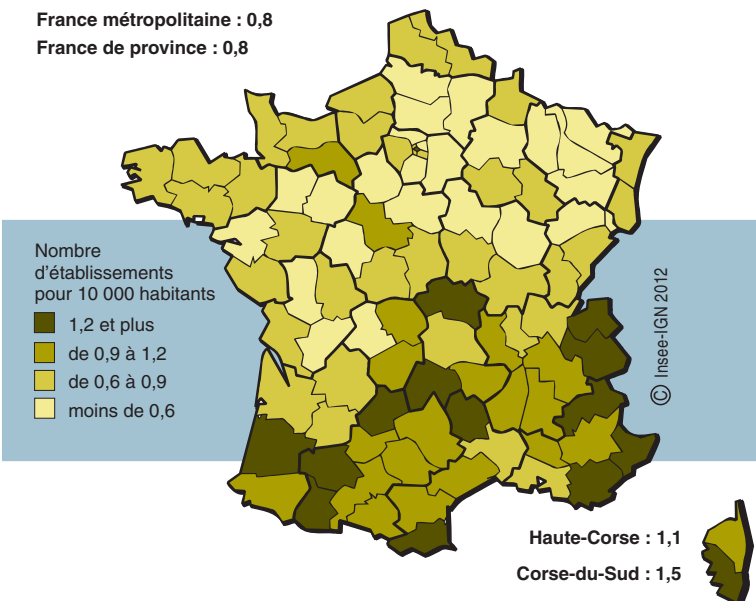


Evolution du taux de création d'entreprises

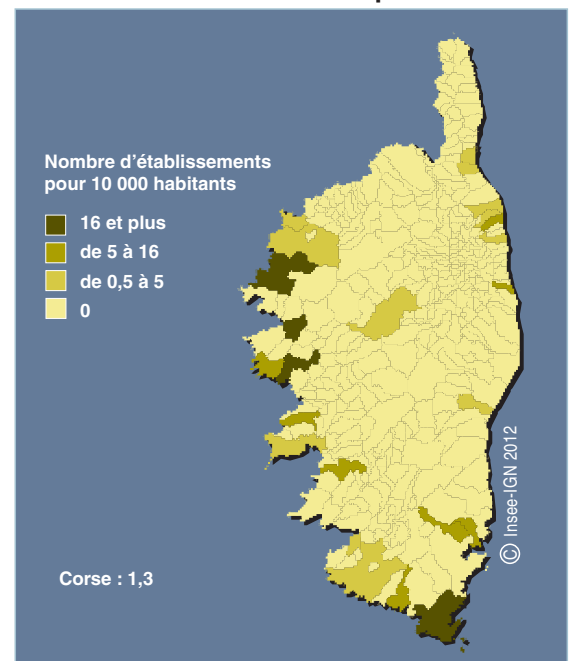


Densité d'établissements par département

France métropolitaine : 0,8
France de province : 0,8



Densité d'établissements par commune



Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements.

Les cinq plus gros établissements de supérettes en Corse en 2012

	Commune	Tranche d'effectifs salariés
A.C.Alimentation	Bastia	[1;19]
Le Rond Point Spar Sagone	Vico	[1;19]
Cocci Cash	Bonifacio	[1;19]
Collines Alimentation	Furiani	[1;19]
Terra Antica Terra Antica-la Ruche Fonciere	Venzolasca	[1;19]

Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements.

Salariés

Effectifs des établissements employeurs

	Supérettes		Commerce
	Corse	Province	Corse
Effectifs totaux dans l'année 2010	300	31 200	21 000
Effectifs au 1 ^{er} janvier 2010	170	17 000	13 900
Effectifs au 1 ^{er} juillet 2010	220	19 100	16 500
Evolution 2008-2011 au 31/12 (%)	28,9	14,1	2,0

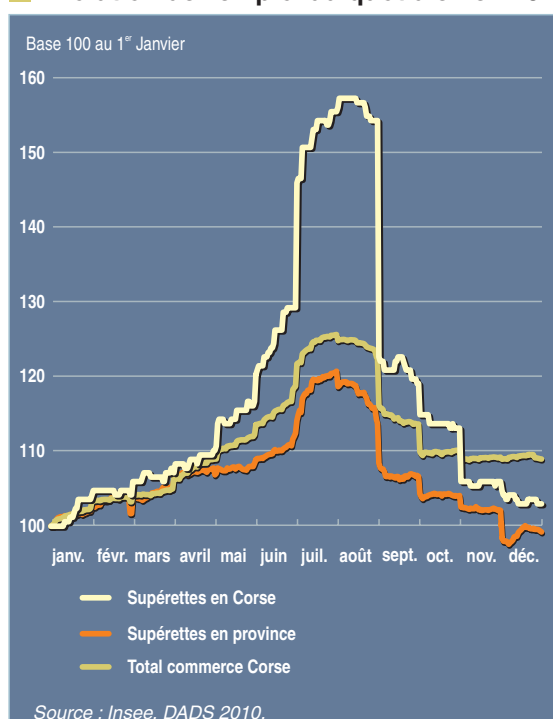
Sources : Insee, DADS 2010, CLAP 2008-2011.

Profil des salariés

	Supérettes		Commerce
	Corse	Province	Corse
Chefs d'entreprise, cadres	6,3	2,3	8,1
Professions intermédiaires	3,6	19,1	9,9
Employés de commerce	71,2	69,8	51,5
Autres employés	4,0	2,5	10,0
Ouvriers	14,9	6,3	20,6
Part des femmes	56,3	61,6	50,9
Part des moins de 30 ans	50,7	47,2	39,4
Part des 55 ans et plus	7,6	6,5	7,9

Source : Insee, DADS 2010.

Evolution de l'emploi au quotidien en 2010



Conditions d'emploi

	Supérettes		Commerce
	Corse	Province	Corse
Part des emplois à temps partiel (%)	20,9	43,7	25,2
CDI (%)	57,0	65,0	68,3
CDD (%)	41,4	30,9	28,2
Part des emplois de moins de 3 mois (%)	27,2	35,7	18,9
Part des apprentis/stagiaires/emplois aidés (%)	1,3	3,5	3,1
Salaire horaire net médian (euros)	8,0	8,4	9,3

Source : Insee, DADS 2010.

Note : les données économiques ne sont pas mentionnées pour des raisons de fiabilité statistique

Supermarchés

Entreprises en 2012

Principales caractéristiques

	Supermarchés		Commerce
	Corse	Province	Corse
Nombre d'entreprises	44	4 504	5 521
Taux de création 2012 (%)	2,3	3,8	12,5
Part des auto-entrepreneurs (%)	0,0	0,0	7,6
Part des personnes physiques (%)	0,0	0,6	43,9
Part des 60 ans ou plus chez les personnes physiques (%)	0,0	0,0	20,2

Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements.

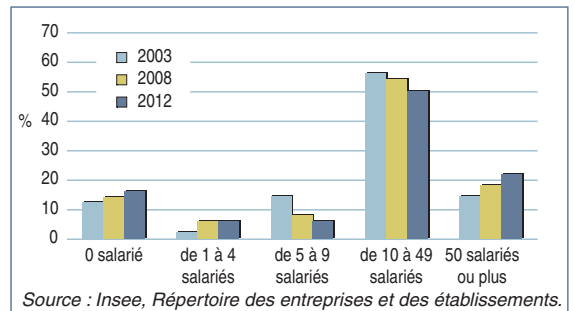
Etablissements en 2012

Répartition des établissements selon la tranche d'effectifs salariés

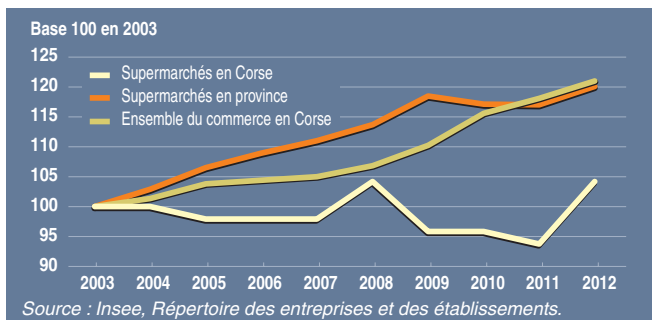
	Supermarchés		Commerce
	Corse	Province	Corse
Nombre d'établissements	50	8 822	6 595
0 salarié	8	497	3 952
De 1 à 4 salariés	3	755	1 828
De 5 à 9 salariés	3	2 109	501
De 10 à 49 salariés	25	4 480	285
50 salariés ou plus	11	981	29

Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements.

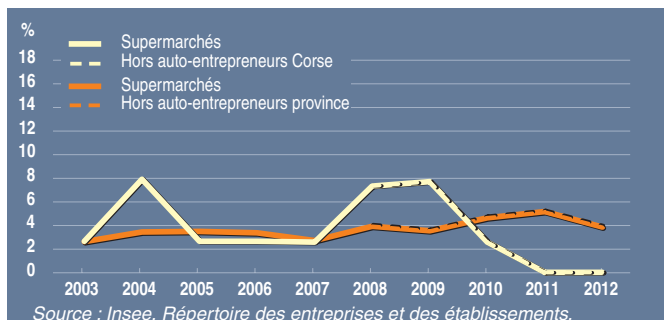
Evolution de la taille des établissements dans les supermarchés en Corse



Evolution du nombre d'établissements

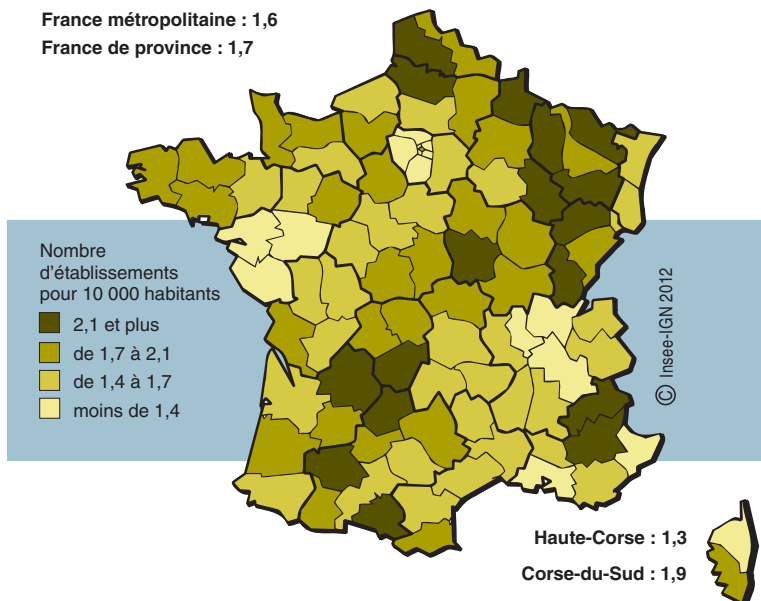


Evolution du taux de création d'entreprises

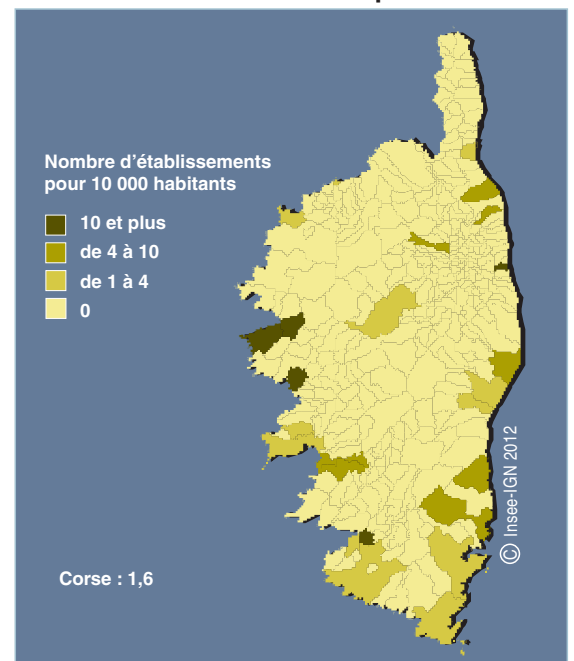


Densité d'établissements par département

France métropolitaine : 1,6
France de province : 1,7



Densité d'établissements par commune



Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements.

Les cinq plus gros établissements de supermarchés en Corse en 2012

	Commune	Tranche d'effectifs salariés
Rocade Distribution E. Leclerc	Ajaccio	[100;149]
Sa du Fango	Bastia	[100;149]
Borgo Distribution	Borgo	[50;99]
Sodico 2	Corte	[50;99]
Acofra Exploitation	Calvi	[50;99]

Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements.

Salariés

Effectifs des établissements employeurs

	Supermarchés		Commerce
	Corse	Province	Corse
Effectifs totaux dans l'année 2010	2 280	328 400	21 000
Effectifs au 1 ^{er} janvier 2010	1 230	188 500	13 900
Effectifs au 1 ^{er} juillet 2010	1 700	210 100	16 500
Evolution 2008-2011 au 31/12 (%)	9,6	- 5,6	2,0

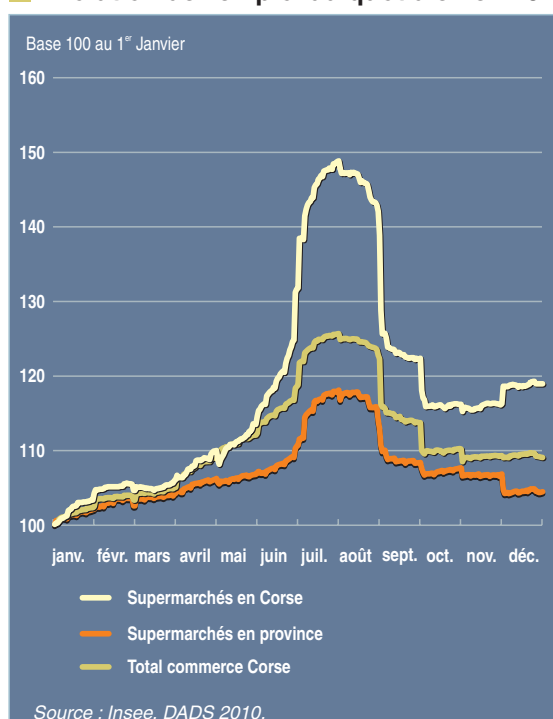
Sources : Insee, DADS 2010, CLAP 2008-2011.

Profil des salariés

	Supermarchés		Commerce
	Corse	Province	Corse
Chefs d'entreprise, cadres	2,7	3,0	8,1
Professions intermédiaires	4,9	6,9	9,9
Employés de commerce	84,8	82,2	51,5
Autres employés	3,0	2,1	10,0
Ouvriers	4,7	5,8	20,6
Part des femmes	63,6	68,8	50,9
Part des moins de 30 ans	49,9	52,3	39,4
Part des 55 ans et plus	6,1	4,5	7,9

Source : Insee, DADS 2010.

Evolution de l'emploi au quotidien en 2010



Source : Insee, DADS 2010.

Conditions d'emploi

	Supermarchés		Commerce
	Corse	Province	Corse
Part des emplois à temps partiel (%)	40,0	53,1	25,2
CDI (%)	55,0	62,8	68,3
CDD (%)	43,3	35,2	28,2
Part des emplois de moins de 3 mois (%)	30,0	33,6	18,9
Part des apprentis/stagiaires/emplois aidés (%)	1,0	2,1	3,1
Salaire horaire net médian (euros)	8,8	8,3	9,3

Source : Insee, DADS 2010.

Note : les données économiques ne sont pas mentionnées pour des raisons de fiabilité statistique

Hypermarchés

Etablissements en 2012

Principales caractéristiques

	Hypermarchés		Commerce
	Corse	Province	Corse
Nombre d'établissements	10	1 555	6 595
50 salariés ou plus	10	1 409	29
Taux de création 2012 (%)	0,0	0,7	12,5

Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements.

Les cinq plus gros établissements d'hypermarchés en Corse en 2012

	Commune	Tranche d'effectifs salariés
Pacam 2	Ajaccio	[250;499]
Hyper Roclade 2	Furiani	[250;499]
Corsaire Sas	Ajaccio	[250;499]
Jean Forconi Sa E Leclerc	Porto-Vecchio	[150;199]
Poretta 2	Porto-Vecchio	[100;149]

Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements.

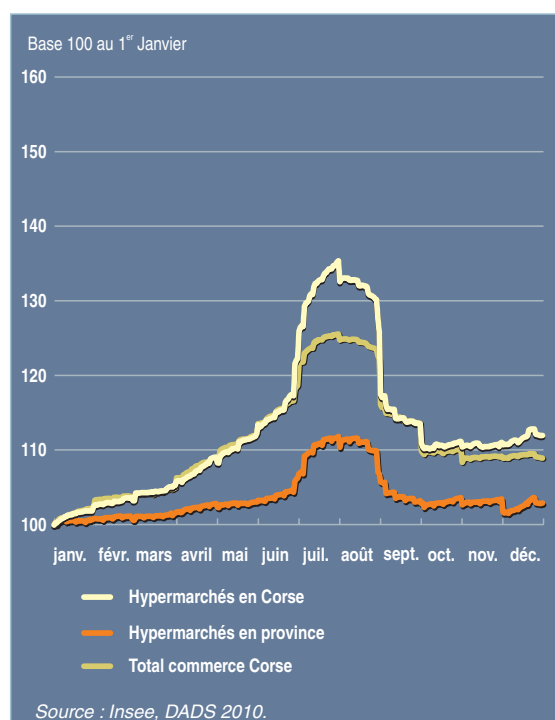
Salariés

Effectifs des établissements employeurs

	Hypermarchés		Commerce
	Corse	Province	Corse
Effectifs totaux dans l'année 2010	2 750	398 000	21 000
Effectifs au 1 ^{er} janvier 2010	1 750	262 850	13 900
Effectifs au 1 ^{er} juillet 2010	2 200	281 000	17 500
Evolution 2008-2011 au 31/12 (%)	- 0,3	5,0	2,0

Sources : Insee, DADS 2010, CLAP 2008-2011.

Evolution de l'emploi au quotidien en 2010



Profil des salariés

	Hypermarchés		Commerce
	Corse	Province	Corse
Chefs d'entreprise, cadres	1,9	4,3	8,1
Professions intermédiaires	6,0	4,6	9,9
Employés de commerce	84,4	79,3	51,5
Autres employés	4,6	4,9	10,0
Ouvriers	3,1	6,9	20,6
Part des femmes	61,7	62,4	50,9
Part des moins de 30 ans	45,9	49,5	39,4
Part des 55 ans et plus	5,3	3,9	7,9

en %

Source : Insee, DADS 2010.

Conditions d'emploi

	Hypermarchés		Commerce
	Corse	Province	Corse
Part des emplois à temps partiel (%)	47,4	41,3	25,2
CDI (%)	57,7	66,1	68,3
CDD (%)	39,1	32,5	28,2
Part des emplois de moins de 3 mois (%)	26,0	28,9	18,9
Part des apprentis/stagiaires/emplois aidés (%)	0,6	2,5	3,1
Salaire horaire net médian (euros)	9,0	8,7	9,3

Source : Insee, DADS 2010.

Note : en raison du faible nombre d'établissements, certaines données ne sont pas mentionnées